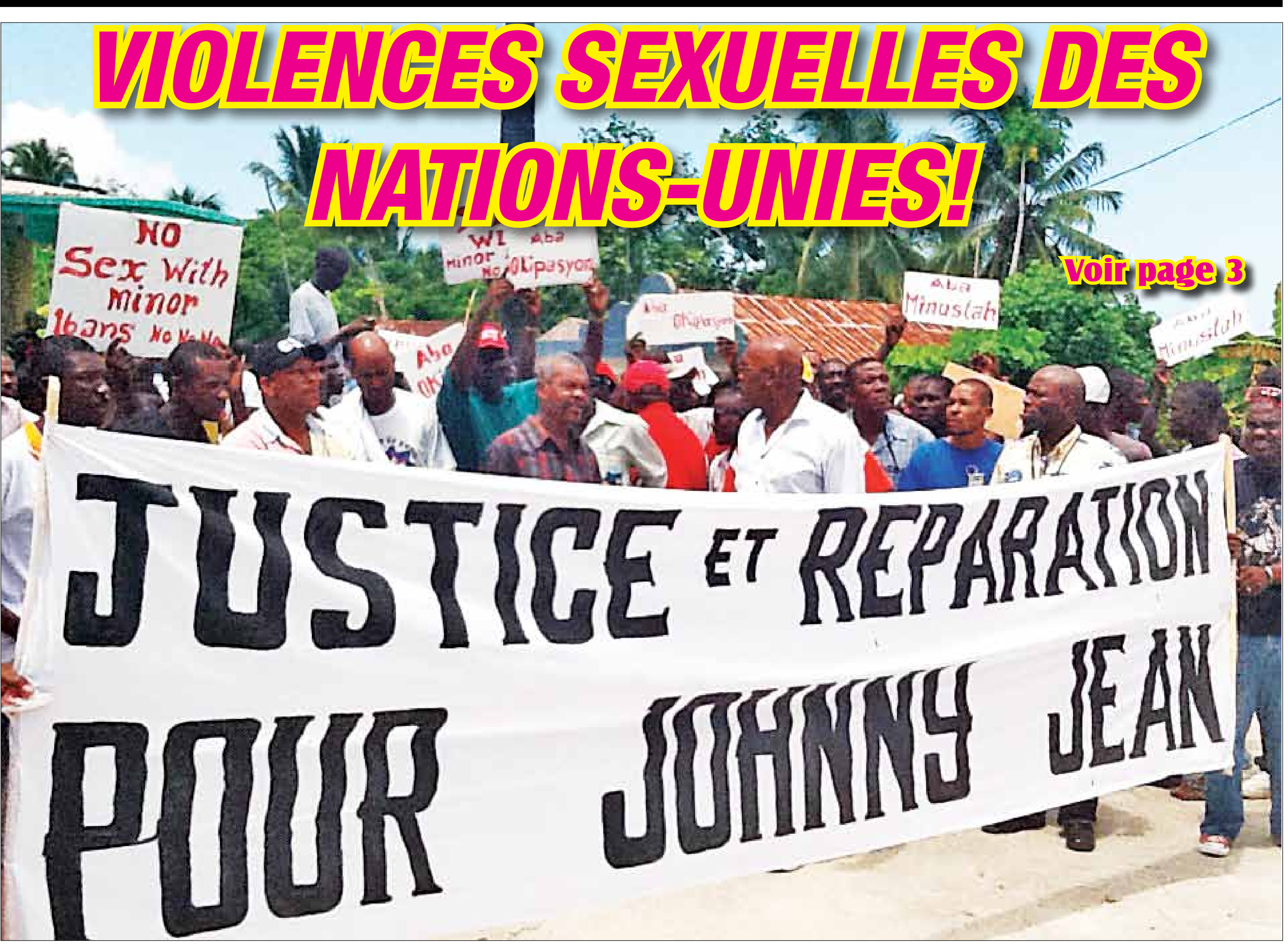
Vol. 5 No. 8 • Du 7 au 13 Septembre 2011 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Cet acte odieux a soulevé la colère et l'indignation de la population de Port-Salut. Les habitants ont clairement affirmé que la MINUSTAH est un fléau, ils demandent le départ de cette force, justice et réparation pour le jeune Johnny Jean





Le président de la Chambre de commerce d'Haïti, Réginald Boulos, à présent membre en règle de la Commission intérimaire de reconstruction d'Haïti (CIRH)

Eskandal Stanley Lucas nan anbasad Wachintonn

Page 6

De Bellerive à Conille, Bill Clinton garde la main sur Haïti

Page 7



Somalie : une famine made in USA

Page 10



Hugo Chavez dénonce des manoeuvres pour déclencher une invasion au Venezuela

Page 17

Editorial

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

La montée des périls

Par Berthony Dupont

Mouvant comme les sables, la situation dans le pays évolue de jour en jour, en dents de scie vers l'abîme, pour les masses populaires haïtiennes. A l'heure actuelle, aucune équivoque, aucune ambiguïté et aucun doute ne sont possibles, vu que les forces de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH) matérialisent depuis sept ans les menaces et les dangers auxquels Haiti était vouée depuis sa fondation tant pour elle que pour l'avenir de ses enfants.

La question qu'on doit se poser aujourd'hui avant toute autre considération est celle-ci : A quand le départ des forces occupantes de la Minustah ? A combien de morts, de blessés et de victimes de plus devrions-nous nous attendre avant de réaliser que nous sommes en guerre et qu'il est urgent pour nous d'arrêter l'escalade avant qu'il ne soit trop tard ?

A ce moment précis, l'inquiétude déjà générale de la Nation prend de la vitesse après ce viol qui vient de se passer à Port Salut et qui a été commis par des soldats uruguayens, ce qui n'est pourtant pas leur premier forfait contre le peuple haïtien. Pouvons-nous déjà oublier le massacre du mois de Décembre 2006 à Cité Soleil et tant d'autres massacres ?

En 2007, les casques bleus Sri Lankais avaient déjà été trouvés fautifs au point d'être rapatriés dans leur pays, suite à de pareils abus sexuels sur des mineures haïtiennes. L'année dernière, le 18 Août 2010, à l'intérieur de la base FPU de la MINUSTAH, au centre ville du Cap-Haïtien, un jeune de 17 ans, Gérald Jean Gilles a été assassiné par les soldats de la Minustah. Quelques mois plus tard, soit Octobre 2010, des soldats népalais ont contaminé le pays en introduisant l'épidémie de choléra à Mirebalais.

Bien que la Communauté scientifique indépendante ait clairement indiqué la source de la contamination du mal qui se propage de manière alarmante dans le pays, les rapports des soi-disant experts des Nations Unies tiennent mordicus que l'épidémie n'est la faute d'aucun groupe ou d'aucun individu. Comme les Nations Unies n'ont pas pour mission de cultiver quelque respect que ce soit pour le peuple haïtien, il est plus que normal que ces même uruguayens de la Minustah sodomisent notre jeune compatriote de 18 ans et continuent à amplifier les malheurs du pays en déversant des matières fécales aux abords de l'aviation civile de Port-salut. Qu'est ce qui explique tous ces affronts qui ne sont pas des cas isolés ?

Sur ordre de leurs patrons, ces envahisseurs modernes n'agissent qu'à dessein de déshumaniser le peuple haïtien afin de le remettre à sa place. D'ailleurs que de fois n'ont-ils pas tenté de nous avilir, pour en venir à bout de nous! Qui ne se souvient des boucs émissaires qu'ils ont voulu faire des Haïtiens lorsqu'ils se décidaient à nous faire passer pour être à l'origine du Sida ?

Politiquement, ils nous ont déjà humiliés. Maintenant il leur reste à nous ridiculiser socialement en se servant de nos sous-hommes. Cependant, il est une chose que nous devons savoir, surtout ceux qui ont encore un brin de patriotisme dans leur âme : celui auquel on a donné le titre de président d'Haiti, n'a rien à perdre. Il a été placé à ce poste pour faire un travail bien déterminé qui n'est autre que de jeter dans les poubelles de l'histoire, la fierté, la dignité et la souveraineté du pays acquises au prix de grands sacrifices.

Et ce n'est pas sans raison que la présidence n'a trouvé rien d'autre à dire que : « Tout acte de viol, sans égards au genre de la victime, ni du bourreau, constitue un délit grave qui ne saurait être toléré. Il est ainsi demandé aux instances concernées de se réunir en urgence avec les responsables de la Minustah pour que des mesures soient immédiatement prises pour éviter la reproduction de tels actes. » Et d'ajouter « En attendant que toute la lumière soit faite sur ce délit, et que justice soit rendue, la Présidence partage l'émotion de tout le peuple haïtien et donne la garantie que les coupables et complices d'un tel acte ne resteront pas impunis», alors que ce n'est pas une tâche qui revient au gouvernement haïtien même pas aux instances des Nations-unies. Quelle légèreté d'esprit et quelle gouvernance bâtarde !

Mais qui vont punir ces coupables ? Que de maux n'ont-ils pas déjà causés à notre pays ? Qui les ont déjà punis ? De toute façon, ce ne seront pas les Nations Unies car selon les normes légales internationales, c'est le pays d'origine des coupables qui doit se charger de rendre justice. Et assurément le gouvernement haïtien n'a et n'aura aucun rapport de cette justice, une façon de vous envoyer aux calendes grecques.

Michel Martelly jouit du titre de président, grâce aux Etats-Unis et c'est ce qui fait que tout le monde dans son entourage a plié l'échine lorsque Clinton a demandé de désigner Garry Conille comme Premier Ministre. Alors le président virtuel n'a eu qu'à se soumettre aux ordres de son patron, sans même tenir compte des considérations constitutionnelles, se foutant de tout.

Aujourd'hui, ils sont nombreux à faire un honteux mea culpa après avoir été les instigateurs des malheurs du pays, tel par exemple notre fameux Camille Chalmers qui a eu fini par lâcher : « En terme de construction d'une ambiance et d'une tradition démocratiques, nous avons régressé par rapport aux périodes précédant la venue de la MINUSTAH » …« Même si entre 2003 et 2004 il y a eu une crise politique très sévère, il n'y avait ni génocide, ni crime contre l'humanité, ni affrontements au sein de la population », ajouta t-il. Mais quelle était cette crise très sévère qui existait entre 2003 et 2004 si ce n'était celle orchestrée par la propagande impérialiste pour déstabiliser le pays et entretenue par le secteur GNBiste anti-peuple auquel s'était allié une frange estudiantine dévoyée ?

Il est regrettable de constater le manque de vérité, de courage et de morale politique chez certaines organisations et personnalités politiques. Il est donc bien navrant de constater malgré les insultes à notre dignité, combien le peuple haïtien apparaît désarmé, sans aucune boussole, face à l'offensive fasciste des forces occupantes. Qu'attendons nous donc pour occuper les rues, exiger leur départ?

Dans le passé nous avons su profiter des événements, mais présentement, c'est le silence. Alors qui ne dit rien consent. Nous ne pouvons pas perdre cette unique chance de nous mobiliser, suite aux actes et actions malhonnêtes et immondes de la Minustah de façon à empêcher le renouvellement de son mandat en Octobre prochain. C'est le seul moyen d'éviter que ces cruelles épreuves et calamités ne continuent de s'abattre sur le pays.

Violences sexuelles : les soldats de l'ONU pris en flagrant délit !





Manifestation à Port Salut pour dénoncer les soldats uruguayens de la Minustah

Par Yves Pierre-Louis

Depuis environ un mois, le Comité de recherches pour le Développement et l'Organisation de Port-Salut (CREDOP), Sud d'Haïti a clairement dénoncé, dans une note de presse, les actes immoraux, inhumains, sadiques, malhonnêtes et criminels des soldats de l'Organisations des Nations Unies, en Haïti depuis plus de sept ans sous couvert de Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH). L'un des responsables de cette organisation régionale, Ernso Valentin s'est étonné de constater que les soldats du contingent Uruguayen cantonné à Port-Salut se sont livrés à des actes immoraux sur des enfants (de deux sexes) défavorisés de la zone. Ils profitent de la situation de misère pour les harceler et prennent plaisir à filmer leurs actes malhonnêtes pour ensuite les exhiber.

Définitivement une Vidéo intitulée : « Minustah feat Johnny » a déjà fait le tour de Port-Salut avant d'arriver à Port-au-Prince pour se répandre maintenant dans le reste du monde, via l'internet. Cette video montre les actes de viol pédophile des soldats de l'ONU en flagrant délit de viol, de « kadejak », d'homosexualité sur le jeune Johnny Jean âgé de 18 ans. Elle est une preuve irréfutable, démontrant une fois de plus un autre scandale impliquant les soldats des Nations Unies.

Sur les ondes d'une station de radio de la capitale, la victime Johnny Jean a expliqué avec force de détails comment il a été violé par 4 soldats de l'ONU, du contingent Uruguayen de la Minustah, basé à Port-Salut. En sortant d'un terrain de football, en route pour se rendre chez lui, il a été contraint d'entrer à l'intérieur de la base et d'avoir des relations sexuelles avec deux soldats, alors que les deux autres qui cautionnaient cet acte bestial et immoral le frappaient à maintes reprises. « J'ai été sodomisé pendant 10 à 15 minutes par les soldats, Kolke, Rodriguez alors que Nicolas et Léo en profitaient pour m'infliger des sévices corporels. Les violeurs m'avaient attiré à l'intérieur de leur base, alors que je revenais tranquillement d'un terrain de foot où les jeunes du quartier ont l'habitude de se détendre », a indiqué Johnny Jean.

Il a fait savoir qu'il n'avait jamais eu auparavant de rapports sexuels avec un homme. Il réclame désormais justice et réparation. Il a confirmé avoir refusé tout arrangement à l'amiable proposé par ces violeurs. Finalement, la justice de Port-Salut a été saisie de cette affaire par une plainte formellement déposée au tribunal de paix de la zone. Le juge de paix, maître Paul Tarte a confirmé la nouvelle, et cette plainte est accompagnée d'un certificat médical délivré par un médecin d'un Centre sanitaire de référence de la commune, révélant que « Johnny Jean a réellement subi des agressions sexuelles. »

De plus, il a affirmé qu'il est en possession d'une vidéo de l'acte obtenue par téléphone et envoyée par Bluetooth. Cette vidéo a déjà fait le tour de Port-Salut et apporte davantage de preuves, car elle décrit de façon écoeurante la manière révoltante dont les soldats onusiens ont procédé au moment où ils commettaient leur forfait sur le jeune compatriote, élève de cinquième année fondamentale. « En violant le jeune homme dans une chambre de leur base, les soldats semblent heureux. Ils rient, ils sont en joie, ils paraissent jouir du bonheur le plus parfait de la terre. L'acte s'est produit depuis environ un mois. Cependant, par crainte de ses parents, l'agressé a dû jusque-là garder la chose secrète » a déploré le juge. Selon le juge, le dossier est au Parquet près le tribunal de première instance des Cayes pour les suites nécessaires.

Suite à cet acte crapuleux et bestial, les soldats de l'ONU impliqués dans le viol d'homosexuel collectif ont été transférés à Port-au-Prince, a-t-on appris. Le juge de paix, Paul Tarte a confirmé que les soldats incriminés ont été relevés de leur poste à Port-a-Salut où ils ont été placés en isolement. Ils ont été actuellement transférés à Port-au-Prince. Le juge a également indiqué qu'il a eu une rencontre avec le commandant du contingent uruguayen, Fernando Perez dans son bureau qui lui a annoncé que des mesures disciplinaires ont été prises contre les militaires qui se sont rendus coupables de cet acte odieux.

Selon une agence uruguayenne en ligne, les militaires homosexuels de l'ONU seront rapatriés sous peu et l'Uruguay a demandé à l'ONU le retrait progressif de ses troupes présentes en Haïti. Les forces d'occupation de l'ONU comptent 900 soldats uruguayens. Le ministère de la défense de l'Uruguay a sollicité l'ouverture d'une enquête urgente sur ce dossier. Le ministre uruguayen de la défense, Eleuterio Fernandez Huidrolo a confirmé que l'enquête se poursuivra en Uruguay jusqu'à ce qu'elle aboutisse et que les sanctions appropriées soient appliquées avec la plus grande rigueur aux responsables

Suite à la page (15)

L'insécurité bat son plein dans le pays !



Le porte-parole de la Police d'Haïti, le commissaire Frantz Lerebours

Par Yves Pierre-Louis

La recrudescence du phénomène de l'insécurité en Haïti ces derniers temps n'épargne personne. Elle frappe aux portes de toutes les catégories sociales, jetant le deuil dans les familles. C'est ainsi que le vendredi 26 Aout 2011, le notaire public, Emile Giordani, 62 ans a été kidnappé à l'intérieur de son Etude, à Lalue par des individus armés et son cadavre retrouvé à Canapé-vert le lendemain, samedi 27 août.

Huit jours après, la Police a annoncé au moins 4 arrestations dans cette affaire, l'un des présumés assassins est Lazarre Jean Sébastien et 3 gardiens de l'Etude du notaire. Il s'agit de Marcellus Marcelin, Chérisma Phalange et un autre suspect dont le nom n'a pas été révélé. L'un des membres d'un gang appréhendé à Ravine Pintade, tout près de l'Etude du notaire, Lazarre Jean Sébastien, 22 ans a fait des révélations intéressantes, selon le porte-parole de la Police d'Haïti, le commissaire Frantz Lerebours, à savoir qu'il avait été engagé par les gardiens de l'Etude du Notaire contre une promesse de 15 mille dollars US.

« C'est une très bonne nouvelle. Lazarre Jean Sébastien, 22 ans, l'un des auteurs de l'enlèvement du Me. Giordani a été arrêté. Lors de son audition, nous nous sommes rendus compte qu'il avait profité de la complicité des 3 gardiens du notaire. Jean Sébastien était pris sous filature depuis 48 heures environ. Il y a un deuxième bandit que nous avons essayé d'intercepter à la rue Acacia mais qui a réussi à s'échapper après un échange de tirs avec les policiers. Il y a une bande d'au moins 5 personnes dans laquelle 3 sont en cavale et nous avons un autre gardien à interpeller.

Dans ce gang, il y aurait un certain Ti Bouchon que nous avions déjà arrêté dans le cas de l'ingénieur Pady et qui a été de nouveau appréhendé. Il est actuellement au Pénitencier national », a confirmé Frantz Lerebours.

Le jeudi premier Septembre 2011, deux autres victimes de l'insécurité ont été annoncées aux environs de la zone métropolitaine, Marie Collin, responsable des ressources humaines de la Brasserie la Couronne a été assassinée au volant de sa voiture à Varreux, dans la commune de Cité Soleil. Elle a reçu 3 projectiles des individus armés. A Laboule 15, dans les hauteurs de Pétion-Ville, une fillette âgée seulement de 4 ans, Darolina Bien-Aimé a été kidnappée par des bandits armés. Les parents de cette petite fille ont été menacés de mort par les bandits avant de repartir avec elle.

Le samedi 3 septembre, un employé de l'ambassade des Etats-Unis à Port-au-Prince a été dépossédé de plus de 100 mille gourdes à sa sortie d'une banque à Delmas et sa voiture a été volée. Le vendredi 2 septembre, au milieu de la journée, Jacinthe Hudson, un agent de l'Unité Départementale de maintien d'Ordre (UDMO) de la PNH affecté au sous-commissariat de l'aéroport, Maïs gâté de Port-au-Prince, a été assassiné par les agent de sécurité de la Banque de la République d'Haïti (BRH) . Au moment où il s'apprêtait à effectuer une transaction, une altercation aurait eu lieu entre lui et les agents de Sécurité et il aurait reçu plusieurs projectiles de gros calibre.

Suite à cet incident, le directeur département de l'Ouest de la PNH, Michel-Ange Gédéon s'était rendu sur les lieux et il en a profité pour déclarer : « Il s'agit d'un policier qui était venu faire une transaction et suite à une altercation, d'après les premières informations qu'on nous a données, ce monsieur a perdu sa vie à l'intérieur de la Banque. »

Alors que les premières informations laissaient croire que le policier, Hudson Jacinthe avait délibérément provoqué l'incident en ouvrant le feu à l'intérieur de la Banque, le porte-parole de la PNH, quant à lui, a fait part d'une véritable exécution. Selon Frantz Lerebours, le fait que la scène du crime a été nettoyée et qu'une arme a été placée à côté de la victime avant l'arrivée des enquêteurs, d'après les premiers indices relevés par la Police scientifiques ont permis de tirer une telle conclusion. « Il est venu le moment de mettre un terme à cette réalité qui confère au corps de sécurité de la BRH un statut de véritable Etat dans l'Etat. » a-t-il déclaré. Il a toutefois rappelé que divers autres incidents ont été déjà enregistrés entre

Suite à la page (15)

Les révélations de WikiLeaks:

Nonobstant la tuerie de civils prévue, Boulos et Carney optent pour l'attaque du populeux bidonville

Par Ansel Herz

Un important homme d'affaires haïtien et un haut fonctionnaire de l'ambassade des États-Unis ont instamment invité les troupes d'occupation de l'ONU à attaquer un populeux bidonville, sachant pertinemment qu'il en résulterait des «*victimes civiles non intentionnelles*», selon des câbles diplomatiques secrets fournis par WikiLeaks à *Haïti Liberté*.

Le président de la Chambre de commerce d'Haïti, Réginald Boulos, à présent membre en règle de la Commission intérimaire de reconstruction d'Haïti (CIRH), rencontrait le chargé d'Affaires de l'ambassade des États-Unis, Timothy Carney, le 4 janvier 2006. Tous les deux étaient outrés de la réticence montrée par la Mission de l'ONU à effectuer une violente descente contre les groupes armés à Cité Soleil, un vaste bidonville côtier de Port-au-Prince.

Au cours de cette rencontre, « *Boulos exprimait que la MINUSTAH* [ou Mission pour la stabilisation d'Haïti, les forces de l'ONU ainsi nommées] *pourrait reprendre le bidonville si elle s'y prenait systématiquement, section par section, pour sécuriser les lieux* », mais Carney « *prévenait qu'une telle opération causerait inévitablement des victimes civiles non intentionnelles, étant donné les conditions de promiscuité et la fragile construction des maisons entassées l'une sur l'autre à Cité Soleil* », d'après le câble du 6 janvier 2006 rédigé par Carney.

Plutôt que de suggérer une alternative qui aurait pu éviter d'«*inévitables*» décès de civils, Carney poursuivait pour dire que « *En ce cas, les associations du secteur privé doivent vouloir porter rapidement assistance à la suite d'une telle opération, y compris d'apporter une aide financière aux familles des victimes potentielles.* »

« *Boulos acquiesçait* », disant « *que lui et d'autres groupes étaient prêts à intervenir aussitôt avec des programmes et des dépenses à des fins sociales* » indique ce câble.

La bataille pour Cité Soleil s'est poursuivie au cours des dix-huit mois suivants, avec un bilan de dizaines de « *victimes civiles non intentionnelles* ». De nos jours, Carney, à présent à la retraite, affirme n'avoir « *en aucune manière* » de regrets concernant son conseil à Boulos et à l'ONU, tout en admettant avoir appris « *qu'il n'existe pas de telle chose comme une opération chirurgicale.* »

À la rencontre entre Boulos et Carney se trouvaient aussi René-Max Auguste, président de la Chambre de commerce américaine, Gladys Coupet, présidente de l'Association des banquiers haïtiens, et Carl Auguste Boisson, président de l'Association des distributeurs de produits pétroliers.

Ces dirigeants du secteur privé aussi « *ont plaidé auprès du chargé d'Affaires pour que l'USG* [le gouvernement des États-Unis] *fournisse des munitions à la police* », et « *Boulos s'est mis à lire une liste spécifique de munitions.* » Mais Carney de dire que la Police avait plutôt besoin de formation que de munitions.



L'ambassadeur des États-Unis, Timothy Carney

Six jours plus tard, Boulos se plaignait à un journaliste de la National Public Radio en ces termes « *De grâce comprenez que nous apprécions le travail qu'a fait la MINUSTAH jusqu'à présent, mais ce n'est pas suffisant*. » Il alléguait qu'il y avait eu une « *distribution massive d'armes au cours des deux dernières semaines à Cité Soleil* », ajoutant que des gangs sont à même de « *de ramasser des gens, de tuer et d'y revenir, et personne ne peut les y poursuivre* ».

Comme *Haïti Liberté* l'a rapporté précédemment, Boulos a pris à sa charge d'armer la force de police du gouvernement *de facto*, qui a violemment réprimé les manifestations exigeant le retour d'exil du président Jean-Bertrand Aristide, tuant des dizaines de manifestants et de passants.

Le magnat haïtien des affaires Fritz Mevs disait à l'Ambassade que Boulos avait « *distribué des armes à la Police et lancé un appel à d'autres* [du secteur privé] *pour en faire autant de façon à couvrir ses propres actes* », selon un autre câble de Wikileaks (voir *Haïti Liberté*, Vol. 4, No. 49, 22 juin 2011).

Andy Apaid, principal propriétaire de sweatshops en Haïti, était un dirigeant, tout autant que Boulos, du Groupe des 184. La coalition de ladite «*société civile*», créée et soutenue par la National Endowment for Democracy (NED), organisme du gouvernement des États-Unis, a aidé à mener une campagne de déstabilisation contre Aristide jusqu'à l'éviction de ce dernier par le coup d'État de 2004 soutenu par les États-Unis.

Un câble daté du 24 juillet 2006 confirme des dépêches de presse qui rapportaient qu'Apaid finançait un gang anti-Aristide à Cité Soleil dirigé par Thomas Robenson, alias Labanyè, un chef de gang qui avait fait défection du mouvement Lavalas pour se joindre au camp pro-coup d'État, avant d'être tué par ses propres lieutenants.

Carney a été ambassadeur des États-Unis en Haïti de 1997 à 1999. Il devenait plus tard président du conseil d'administration de Haïti Democracy Project (HDP), un lobby de droite pro-coup d'État co-fondé en 2002 par le frère de Réginald Boulos, Rudolph.

Carney quittait le HDP pour devenir chargé d'Affaires des États-Unis en Haïti d'août 2005 à février 2006. Il est maintenant vice-président du Fonds Clinton-Bush pour Haïti, établi après le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

La campagne militaire pour écraser les groupes de résistance armée à Cité Soleil, dont Boulos et Carney avait discuté, réussissait finalement, mais avec beaucoup de «*victimes civiles non intentionnelles* » comme Carney l'avait prévu. Elle avait commencé le 6 juillet 2005, lorsque les troupes de l'ONU ont lancé un assaut massif contre le bidonville, tirant plus de 22.000 balles en l'espace d'environ sept heures et tuant le leader de la résistance anti-coup d'État Emmanuel «Drèd» Wilmer (voir *Haïti Liberté*, Vol. 4, No. 49, le 22 juin 2011).

Des 27 personnes qui sont venues à un hôpital de Médecins sans frontières avec des blessures par balles ce jour-là, les trois quarts étaient des femmes et des enfants. Des résidents de Cité Soleil ont dit à une délégation de syndicats de San Francisco et au journaliste Jean-Baptiste Jean Ristil que la MINUSTAH avait indiscriminément fait feu sur leurs logements, tuant des femmes, des enfants et des nourrissons. On a compté au moins 23 morts, et peut-être 50, selon la délégation.

Le journaliste haïtien Guy Delva « *a vu sept cadavres rien que dans une maison, dont deux bébés et une dame âgée dans la soixantaine* ». L'ambassadeur des États-Unis en Haïti James Foley admettait dans un câble du 26 juillet 2005 obtenu par le professeur Keith Yearman par l'intermédiaire d'une requête de FOIA, « *On ne sait pas tout de l'agressivité montrée par la MINUSTAH, car 22.000 projectiles représentent une forte quantité de munitions pour avoir fait seulement six morts* [le bilan officiel des victimes par l'ONU]».

« *Les étrangers sont arrivés en tirant pendant des heures sans interruption et ont tué 10 personnes* », de dire à l'agence Reuters Johnny Claircidor, un résidant de Cité Soleil, suite à une autre sanglante opération de la MINUSTAH le 22 décembre 2006.

« *Ils sont venus ici pour terroriser la population* », disait Rose Martel, une résidante, parlant de la police et des troupes de l'ONU, a rapporté l'agence Reuters. « *Je ne pense pas que ce soient réellement des bandits qu'ils ont tués, à moins qu'ils nous considèrent tous comme des bandits* », disait-elle.

Environ 300.000 personnes vivent dans les minuscules taudis et maisons de Cité Soleil, qui s'alignent près des allées et des rues. Les nombreux raids militaires de la MINUSTAH dans les bidonvilles en Haïti ont fait des dizaines de victimes en «dommages collatéraux» de 2005 à 2007.



Réginald Boulos

Les citoyens de Cité Soleil en portent encore les stigmates jusqu'à ce jour aux yeux de l'extérieur. La zone est de façon routinière taxée de «*zone rouge*» (c.-à-d. «à ne pas visiter») pour les coopérants étrangers. Le bidonville du bord de mer a été l'un des secteurs les plus affectés de la capitale quand l'épidémie de choléra a touché Port-au-Prince l'automne dernier. Cette maladie causée par l'eau contaminée peut tuer une personne en l'espace de quelques heures. Certains cadavres restent dans les rues pendant des jours avant d'être ramassés, et pour sa part l'hôpital de Médecins sans frontières était surchargé.

L'épidémie continue à travers le pays, apparaissant partout où les pluies augmentent. Un nouveau Projet Rapid Response de six mois contre le choléra vient d'être lancé, financé par l'UNICEF et mené par l'International Rescue Committee en consultation avec d'autres organisations humanitaires s'occupant de l'eau et des questions sanitaires. Le projet exclut spécifiquement Cité Soleil de sa «*liste de zones d'intervention*» à cause de «*questions de sécurité*», d'après des notes d'une rencontre du Groupe de contact (Cluster Group) de l'ONU obtenues par *Haïti Liberté*.

Les cordons de la bourse pour des milliards de dollars en aide humanitaire promise pour la «*reconstruction*» d'Haïti sont actuellement contrôlés par le CIRH. Boulos est l'un des 14 membres haïtiens avec droit de vote; les 14 autres membres votants sont des représentants de gouvernements étrangers et de banques internationales.

Dans un compte rendu de presse «*factuel versus fiction*», le CIRH proclame être « *une agence novatrice par le fait d'avoir donné à des Haïtiens un siège à la table des décideurs et une voix de poids pour dicter le cours à prendre par leur pays vers une reprise à court terme et une prospérité à long terme* ».

Boulos n'avait jamais été élu à son « *siège à la table des décideurs* » mais il y a été nommé par la «*communauté des affaires*» d'Haïti, qui détient un vote au conseil d'administration de l'CIRH, à l'instar du Premier ministre haïtien. Cette nomination était fortuite pour Boulos parce qu'il « *continue à nourrir des ambitions à court et à long termes de devenir Premier ministre et d'autre part d'exercer une influence déterminante dans la politique haïtienne* », d'expliquer un câble du 20 décembre 2005 de Carney intitulé «*Réginald Boulos vise à organiser la défaite de Préval*.»

Ce câble décrit une autre rencontre avec Carney où Boulos expliquait ses efforts, qui se sont avérés stériles, pour « *confectionner* » la défaite de l'ex-président haïtien René Préval à l'élection présidentielle du 7 février 2006. « *Boulos croit qu'une seconde présidence de Préval serait un 'désastre' pour le pays* », a écrit Carney, et que « *Préval était responsable de flagrants abus de la loi et de l'ordre durant sa présidence et qu'on ne pouvait lui faire confiance* ». Ironiquement, « *Boulos a confirmé que Préval avait fait un effort spécial pour se rapprocher de lui*», poursuit ce câble, « *mais que Boulos avait résisté à ces approches. Boulos restait profondément sceptique quant au changement de méthode de gouvernance qu'aurait Préval* [par rapport à son mandat de 1996-2001] *ou qu'il améliorerait sa performance comme président* ». Boulos accusait aussi Préval de « *soutenir des leaders de gangs et pour la grande corruption au sein de son gouvernement* » et prévenait Carney que « *Préval peut être trop faible pour empêcher Aristide et son cercle de revenir sur la scène politique haïtienne* ».

Malgré ses efforts, « *Boulos reconnaissait son désappointement de voir qu'après trois mois de négociations il avait été incapable de former une alliance plus solide* [politique] *pour s'opposer à Préval* », a écrit Carney. Ce dernier appréciait Boulos, qu'il a décrit comme étant « *d'une franchise revigorante et candide* ». Il connaissait et Reginald et son frère Rudolph, qui a été pendant trois ans sénateur pour le département du Nord-Est jusqu'à son renvoi du Sénat en 2009 quand on a su qu'il avait menti en niant détenir la citoyenneté étatsunienne, ce qui le rendait inéligible à ce poste.

Interrogé au cours d'une interview téléphonique le mois dernier s'il n'avait aucun remords pour son approbation d'un assaut contre Cité Soleil au lieu de chercher une alternative, Carney a répondu «*Aucun, en aucune manière.*» Interrogé à savoir s'il s'attendait à ce que des personnes innocentes soient blessées ou tuées au cours de l'invasion de Cité Soleil par les troupes de l'ONU, il a dit que « *cela m'était venu à l'esprit, certainement*» et qu'il savait qu'« *effectivement, il y aurait des conséquences incluant des morts et des blessés, mais la situation exigeait le rétablissement de la sécurité*». Il a ajouté que « *l'une des choses qu'on apprend, peut-être pas aussi vite qu'on le devrait dans ce business, c'est qu'il n'existe pas de telle chose comme une opération chirurgicale* ».

Cependant, lorsqu'on lui a demandé s'il sentait que c'était nécessaire ces déploiements violents contre les gangs, tout en sachant qu'il y aurait des dommages collatéraux, il a répondu : « *Absolument, la question ne se pose pas* ». Carney a critiqué le premier chef de la MINUSTAH, le diplomate chilien Juan Gabriel Valdés, car ce dernier « *croyait qu'aucune des troupes latino-américaines n'ouvrirait jamais le feu contre les mauvais éléments à Cite Soleil* », affirmant qu'« *on lui a prouvé qu'il se trompait, comme Edmund Mulet* [le successeur de Valdés] *l'a démontré plusieurs mois plus tard, quand la MINUSTAH a fait le nettoyage à Cité Soleil après la réélection de Préval* » en 2006, faisant fi de la « réticence de Valdés... à s'engager ».

L'ex-diplomate des États-Unis croyait aussi que le gouvernement du Premier ministre de facto Gérard Latortue « était clairement une structure assez inusuelle » mais qu'il était « *constitutionnel* » et « *avait l'autorité nécessaire... pour prendre des mesures avec la MINUSTAH pour assurer la loi et l'ordre partout dans le pays, y compris à Cité Soleil* ».

L'un des plus remarquables avocats haïtiens en droit constitutionnel et droits humains, Mario Joseph, qui dirige le Bureau des avocats internationaux (BAI), a écarté cette prétention. « *Le gouvernement Latortue était clairement et complètement inconstitutionnel* », a-t-il dit. « *L'administration Bush ainsi que d'autres puissances derrière le coup d'État de 2004 ont concocté une Commission tripartite et un Conseil des Sages, qui n'ont rien à voir avec la Constitution. Ils ont pris le pouvoir suite à un violent coup d'État et cuisiné ensuite un artifice légal pour couvrir leur crime* ».

Carney disait « *savoir la plupart du secteur des affaires* [d'Haïti]» et admet qu'« *il s'y trouve, sans aucun doute, un vaste foyer de prédateurs encore en place* ». Il a maintenu des contacts étroits avec des hommes d'affaires haïtiens pro-coup d'État même après son départ de l'ambassade. Carney « *a parlé de long en large avec Andy Apaid du Groupe des 184 juste avant le renversement d'Aristide* » le 29 février 2004, disait-il.

« *Nous l'avions toujours su, mais en fin de compte les câbles de WikiLeaks le confirment* », a dit Tony Jean-Thénor du groupe communautaire Veye Yo de Miami, fondé par le regretté Père Gérard Jean-Juste, quand on lui a montré les câbles cités dans ce rapport. « *L'Ambassade EU rencontre des membres de la bourgeoisie d'Haïti pour comploter contre le peuple, même pour des attaques armées, et ensuite ils essaient de passer pour des sauveurs* ». Ironiquement, « *ces mêmes bourgeois ont fini par décider de l'avenir du pays même s'ils ne sont pas parvenus à cette position par un vote transparent de la population. C'est toujours par un coup d'État, une élection truquée, ou par nomination par une puissance étrangère.* »

(Traduit de l'anglais par Guy Roumer)

Des victimes de la dictature des Duvalier demandent justice et réparation



Raymond Davius (à gauche) a dûment déposé une plainte, le 18 juillet dernier au Parquet près le tribunal de première instance de Port-au-Prince contre l'auteur de multiples crimes qualifiés de crimes contre l'humanité : Jean Claude Duvalier

Depuis le 20 Juillet 2011, plusieurs victimes de toutes sortes de la tyrannie duvalierienne qui a duré près de trois (3) décennies (1957-1986) ont décidé de se constituer en une structure appelée : « Collectif des citoyens pour juger Duvalier », (COSIJID). Selon son coordonnateur général, Raymond Davius, l'objectif de cette organisation est de réclamer justice et réparation pour les victimes des Duvalier et d'en faire le procès à travers différentes formes d'activités contre le régime dictatorial des Duvalier. Raymond Davius est un ex-militaire du corps médicale de l'exarmée d'Haïti et ancien membre du parti de feu Sylvio Claude dénommé Parti des Démocrates Chrétiens d'Haïti (PDCH) qui a été persécuté pour ses convictions politiques. Il a été arrêté et emprisonné 17 fois avant d'être exilé au Venezuela au début des années 80 ; il a été de retour en Haïti après la chute de Jean Claude Duvalier, le 7 février 1986. Voilà qu'après 25 ans, Jean Claude Duvalier est revenu à sa terre natale à la cloche de bois le 16 janvier 2011.

Six mois après le retour surprenant de l'ancien dictateur, Jean Claude Duvalier à Port-au-Prince, Raymond Davius a dûment déposé une plainte, le 18 juillet dernier au Parquet près le tribunal de première instance de Port-au-Prince contre l'auteur de multiples crimes qualifiés de crimes contre l'humanité. Cette plainte a augmenté la liste des dossiers déjà déposés contre Jean Claude Duvalier, en attente de jugement au moment opportun. Conscient qu'il ne pourra pas trouver justice et réparation tout seul, vu la lenteur de l'appareil judiciaire sur ce dossier et la corruption qui le gangrène, il a décidé, avec d'autres victimes de créer une organisation pour forcer le jugement de Jean Claude Duvalier. Et depuis lors il a déjà donné trois (3) conférences de



De gauche à droite Véronique Roy, Jean-Claude Duvalier et Louis Jodel Chamblain

presse pour encourager d'autres victimes à déposer plainte contre Duvalier à travers le Bureau des Avocats Internationaux (BAI).

Le mercredi 31 Aout dernier, dans la perspective d'exiger le procès contre Duvalier, le coordonnateur du COSIJID a rencontré la presse à Port-au-Prince pour continuer à expliquer au peuple haïtien le bien-fondé de cette demande de justice et envoyer un message clair aux avocats de la cause qui se servent régulièrement des espaces médiatiques pour induire en erreur la population. Selon Raymond Davius, les larmes n'ont jamais cessé de couler des yeux de plus de 30 mille familles qui ont été les principales victimes des Duvalier. « *Kolektif Sitwayen pou jije Duvalier (KOSIJID) ap gade ak dlo nan je plis pase trant mil fanmi k ap kriye jouk jounen jodi a pou pitit yo, mari yo, madanm yo, frè yo, sè yo elatriye, rejim sanginè Duvalier yo te touye pou senp kwayans yo, opinyon yo te genyen. Ata ti bebe yo te voye anlè, yo te touye yo sou pwent bayonèt yo. Eske nou ka bliye tout krim sa yo ? Nou pap janm bliye ! Nou pap ka bliye tout moman difisil sa yo. Janmen nou pap bliye ! Se poutèt sa n ap sèmante 7 fwa 77 fwa, fòk Duvalier jije ak tout akolit li yo pou krim kont limanite*», lit-on dans le texte de la conférence de presse.

Disparition, tortures, exécutions sommaires, viols, emprisonnements arbitraires, exils et tous autres actes portés atteinte à la dignité humaine, tels sont les crimes reprochés aux Duvalier. Dans les cas de disparition, par exemple, tant que la personne disparue n'a pas été retrouvée, le crime continue. Jean Claude Duvalier est accusé de crimes contre l'humanité, il doit être jugé à tout prix pour mettre une fin à l'impunité, pour qu'Haïti prenne la voie de la construction d'un Etat de droit. On ne peut pas ériger en Etat de droit sur une base faite d'impunité.

Une vingtaine de plaintes ont été déjà déposées contre Jean Claude Duvalier depuis des mois, les dossiers se trouvent au Cabinet d'instruction entre les mains du Juge Carvès Jean. Après plusieurs convocations de comparution, l'inculpé pour crimes contre l'humanité est toujours en liberté. Michel Forst, responsable de la section des droits humains à l'ONU encourage la justice haïtienne à faire avancer le procès de Duvalier.

Un député agressé par un sbire de Martelly

Patrick Joseph, le député de la circonscription Marmelade Saint-Michel de l'Atalaye du département de l'Artibonite, Nord du Pays, a été agressé par un bourreau du président Michel Joseph Martelly, nommé Roro Nelson, le mercredi 31 Août dernier. Ce jour-là, le président Martelly était de passage à Saint-Michel de l'Atalaye pour le lancement d'un projet de logements sociaux entamé par l'administration de René Préval. Du fait que le député avait rappelé que ce projet avait été initié sous l'ancienne administration de Préval, des grognes de la bande à Martelly commencèrent à se faire sentir.

Faisant le point sur l'incident au programme «Ranmase» de Radio Caraïbes, le député Joseph a rapporté ce qui suit : « J'ai demandé en cette occasion à la population, si elle m'avait voté pour bloquer le président, elle a répondu NON. Ensuite, j'ai ajouté que si le président fait quelque chose que je juge n'être pas dans l'intérêt de la nation, c'est mon devoir en tant que parlementaire de le lui dire en face». Puis le président Martelly a pris la parole, s'adressant au député Joseph sur un ton frisant la provocation, allant même jusqu'à dire que si le parlementaire se veut une star, lui, Martelly est «une superstar». Tout au cours de l'intervention du chef de l'Etat le nommé Roro Nelson s'amusait à tirer sur le veston du député Joseph, à huit reprises, selon Joseph, tout en lui intimant d'applaudir le président : «*bat bravo pou prezidan an non* !» Ce que le parlementaire a trouvé «inadmissible».

Le député Joseph a éventuellement approché le président pour lui faire part du comportement agressif et déplacé de Roro Nelson. « Le président m'a répondu que je ne devrais pas me frotter à Roro Nelson, car ce dernier au-



Michel Martelly et son homme de main Roro Nelson

rait pu m'étrangler. Ce petit (Roro Nelson) ne plaisante pas et si quelqu'un le contrarie, il peut l'étouffer» a eu à déclarer le représentant de la circonscription de Marmelade/Saint-Michel de l'Atalaye.

Le député Patrick a terminé pour dire qu'il prend très au sérieux les menaces de Martelly qu'il tient déjà pour responsable de tout ce qui pourrait lui arriver ainsi qu'à sa famille. Il a fait savoir de plus que « Michel Martelly est en train d'avilir la fonction présidentielle. », a conclu le parlementaire.

Depuis son accession à la magistrature suprême d'Haïti, Michel Martelly s'en prend à divers secteurs de la vie nationale. Il a une fois demandé aux médias de se taire : « taisez-vous », avait-il lancé haut et fort. Il a traité les agissements des 16 Parlementaires de « dictature législative ». Après l'assassinat crapuleux du député de la circonscription de Pestel, Dionald Pylite, un autre député proche de Martelly avait proféré des menaces verbales et d'agression physique. N'est-ce pas là une menace pour la démocratie et l'établissement d'un Etat de droit ?

Des manifestations dans plusieurs villes du pays

Par Yves Pierre-Louis

A la fin du mois d'Août 2011, des manifestations en série ont eu lieu dans plusieurs villes du pays pour réclamer des services de base tels : l'eau potable, l'électricité, logements, l'éducation, la baisse du coût de la vie et le départ des forces d'occupation de l'ONU, la Minustah. Outre le sit-in du Mouvement de Liberté d'Egalité des Haïtiens pour la Fraternité (MOLEGHAF) chaque mardi devant les locaux du ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST) pour exiger l'amélioration des condition de vie des gens des quartiers populaires et la baisse du coût de la vie, d'autres villes de provinces se soulèvent pour ces mêmes revendications.

C'était le cas des habitants de Gaillard, une section communale située à la frontière de la République Dominicaine. Ils ont déjà organisé plusieurs journées de protestation, telles le mardi 23 Août et le jeudi premier Septembre 2011, réclamant dédommagement pour environ 50 familles qui ont perdu leurs logements pour faire place à l'établissement d'une zone franche dans cette localité. Ils réclament aussi l'achèvement des travaux d'adduction d'eau potable à Gaillard qui a enregistré le plus grand nombre de cas de choléra, importé par les soldats de l'ONU, le raccordement du réseau électrique à Gaillard et enfin les manifestants exigent également le départ des forces d'occupation de l'ONU de leurs localité, qui ne font qu'exacerber une situation déjà tendue avec la propagation de l'épidémie de choléra. Ces mouvements de revendications ont paralysé presque toutes les activités à Ouanaminthe. Le marché binational qui se tient toutes les semaines, les lundis et vendredis a été largement touché, les travaux de la nouvelle route reliant Gaillard à la frontière et les activités de la zone franche ont été perturbés par les manifestants en colère. Des pneus enflammés et des barricades ont été installés dans plusieurs endroits. Le maire de la commune de Ouanaminthe, Rony Pierre, menace de recourir à la force pour réprimer les manifestants, selon ses déclarations sur les ondes d'une station de radio locale.

Dans le bas Artibonite, particulièrement à l'Estère, Pont-Sondé et Saint-Marc, la population a organisé deux journées de protestation le lundi 29 et le mercredi 30 Aout 2011 pour exiger la réalimentation en énergie électrique Vue que la région est privée d'électricité depuis plus de deux mois, les manifestants ont érigé des barricades au niveau de l'Estère, bloquant ainsi la route nationale #1 qui relie les départements du Nord, du Nord-Ouest, du Nord-Est à la capitale.

Dans la foulée, le bilan s'est soldé par un mort du côté de la population et de plusieurs blessés dont un policier UDMO, l'Unité départementale de Maintien d'Ordre. Les manifestants en colère ont envahi le commissariat de l'Estère, l'a saccagé avant de l'incendier, facilitant ainsi la libération des prisonniers qui s'y trouvaient.

Une délégation officielle conduite par le député-chanteur de Marchand Dessalines, Gracia Delva, pour aller essayer de calmer la tension a dû rebrousser chemin sous une pluie de jets de pierres et de tessons de bouteilles. Les manifestants du bas de l'Artibonite menacent de passer à une vitesse supérieure dans leur mouvement si leurs revendications ne trouvent pas satisfaction immédiate.

A Port-au-Prince, des organisations sociales dont l'Union Nationale des Normaliens Haïtiens (UNNOH) de Josué Mérilien ont lancé un ensemble de mobilisations pour exiger la publication de la loi sur les frais scolaires, votée par le Parlement et l'éducation gratuite obligatoire sans démagogie. Un sit-in devra se tenir devant le palais national le mercredi 7 septembre en faveur de la publication de cette loi, à l'occasion de la rentrée des classes. Alors que MOLEGHAF se poursuit avec la mobilisation contre la cherté de la vie et le chômage tous les mardis devant le ministère des Affaires sociales.

Par ailleurs, le taux de la population haïtienne en situation d'insécurité alimentaire augmente rapidement, atteignant presque la moitié de la population. Dans un rapport d'enquête préliminaire intitulé « analyse compréhension de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité. », la coordination nationale pour la sécurité alimentaire (CNSA) a indiqué qu'environ 45% de la population haïtienne se trouvent en situation d'insécurité alimentaire. De ce chiffre, 8.9% se trouvent touchées par une insécurité alimentaire élevée soit 800 mille habitants vivant en milieu rural et dans la zone métropolitaine de la capitale et 33.6% de la population qui se trouve en situation d'insécurité modérée. Donc la misère tend à s'aggraver, quand la dégradation de la situation des pauvres va en s'empirant. Pourtant, la population reste déterminée à lutter pour que les conditions de vie changent.

Kolektif Mobilizasyon Pou Dedomaje Viktim Kolera yo

Pozisyon Kolektif Mobilizasyon Pou Dedomaje Viktim Kolera yo sou yon seri zak malonèt MINISTA kontinye ap poze nan peyi a

Depi nan mwa oktòb 2010, MINISTA lage nan kò nou, yon epidemi kolera ki deja touye plis pase 6000 moun epi voye plis pase 400.000 lòt al kouche sou kabann lopital. Malgre tout rechèch montre se MINISTA ki te vin ak maladi kolera a nan peyi a, pòt pawòl MINISTA yo pa janm sispann fè je chèch pou demanti yon verite ki fin demontre. Si tout chemen mennen a wòm tout etid syantifik, ekspè Ewopeyen ak Etazinyen fè konnen orijin maladi Kolera sa a se Loni-Minustah. Dènye etid chèche « Translational Genomics Research Institute » nan Arizona ak Frank Aorestrup nan Inivèsite Teknik peyi Danemark fè konnen Souch maladi Kolera ki ann Ayiti a sanble tèt koupe ak souch maladi Kolera ki sòti Nepal la e yo mande Loni pou l tire leson.

Malgresa, nou konstate sòlda Nasyonzini yo, pa tire okenn leson sou sa ki pase a. Sòlda yo pa sispann vyole dwa Lasante ak anviwonnman pèp ayisyen an, nan lage matyè fekal (KAKA) nan rivyè ak kanal nou yo, jan yo kontinye ap fè sa nan depatman Sant lan.

Nan dat 6 out 2011, sòlda MINISTA lage matyè fekal nan katye Sully ki tou pre rivyè Gwayamouc nan Ench. Majistra zòn nan André Renard pat mete dlo nan bouch li pou denonse zak sa a epi pran mezi pou boule matyè fekal yo, pou yo pa kontamine popilasyon an. Malgre denonsyasyon otorite lokal yo ak kòlè popilasyon an, MINISTA kontinye fè zak malonèt, kriminèl, imoral sa yo. Konsa, nan dat 21 out 2011, sòlda LONI yo tounen lage matyè fekal ankò nan Plato santral, nan yon kanal ki al debouche sou rivyè Ahibon. Rivyè sa a koule nan rivyè Tomond ki alimante flèv Latibonit lan. Dapre moun nan zòn nan, sòlda yo lage matyè fekal la a 4trè nan maten, nan lè yo panse popilasyon an t ap dòmi.

Nou konstate tou sòlda Loni yo pa sispann komèt yon seri zak imoral, malonèt, kriminèl sou jèn yo nan Pò-Sali, Sid peyi a, kote y ap fè pwostitisyon sou minè, fimen marigwana devan yo epi fè foto yo pou y al fè egzibisyon. Nan mwa dawout ki sot pase a, 4 sòlda Urigueyens, pami yo, Léo ak Rodriguez, fè kadejak sou jèn gason 18 lane Johny Jean. Sòlda kadejakè yo toufounen Johny anba kou, anvan yo fè kedejak sou li. Malgre jij Pòsali a, Paul Tarte voye dosye a nan pakè Okay, otorite politik yo ki kontinye ap griyen dan ak MINISTA, pa janm di anyen nan dosye sa a. Okontrè, otorite yo deja ap prepare dosye pou al mande Nasyonzini renouvle manda kadejakè yo.

Noumenm òganizasyon ki nan mouvman sosyal popilè a, ki regwoupe andedan Kolektif la, k ap batay pou viktim kolera yo jwenn dedomajman epi pou peyi a reprann dwa granmoun li, nou pa ka rete ap gade sòlda Minustah k ap touye pèp ayisyen an ak Kolera epi kontinye fè kadejak sou jenn gason ak jenn fanm nan peyi a. Se sa k fè nou leve vwa nou byen wo pou n kondane zak malonèt, imoral, kriminèl sa yo.

Nan sans sa a, Kolektif Mobilizasyon pou Dedomaje Viktim Kolera yo, ap prepare yon ansanm aktivite kont fòs okipasyon an nan peyi a epi pou fòse Nasyonzini repare tout viktim Kolera yo. Pami aktivite sa yo, nou anvizaje trenen Minustah-Loni devan tribinal pou repare tout viktim Kolera Minustah yo. Oganizasyon sa yo ap prepare yon petisyon pou voye bay Palman Ayisyen an pou mande senatè ak depite yo pran yon rezolisyon pou mande prezidan peyi a pa renouvle manda Minustah. Akote 2 aktivite sa yo, n ap òganize yonTribinal popilè pou n kondane tout move zak kriminèl fòs okipasyon Loni an komèt sou pèp ayisyen an pandan 7 lane ki sot pase yo. Tribinal popilè a ap jije tou, tout moun k ap sipòte MINISTA nan peyi a ak tout zak l ap poze yo.

Oganizasyon ki siyen nòt sa a sipòte komisyon ankèt entènasyonal la ki sot rankontre ak Nasyonzini, jedi 25 Out la pou mande l pa renouvle manda Minustah nan peyi Dayiti. Ann kontinye mobilize toupatou nan peyi a pou fòse okipan yo, kadejakè yo kite peyi Jean Jacques Dessalines, esklav yo ak Charlemagne Peralte te goumen kite pou nou an.

Viv yon Ayiti granmoun !!! Aba okipasyon kolera !!! Aba kadejakè Nasyonzini yo !!!

Pou Kolektif pou Dedomaje Viktim Kolera yo

Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo: Yves PIERRE-LOUIS; MODEP: Guy NUMA; Bri Kouri Nouvèl Gaye : Olriche JEAN PIERRE; MOLEGHAF : David OXYGENE; PEVEP : F. Gérald CHARLES; KRD : Salvatory ST VICTOR; AVS: Andy JEAN-LOUIS; Débats-Jeunes: Wikenson SYLVAIN ; Batay Ouvriy : Jean Veniel JEAN BAPTISTE

Pòtoprens, 6 sektanm 2011

Eskandal Stanley Lucas nan anbasad Wachintonn

Nan kòmansman mwa out la, Stanley Lucas, ansyen ajan International Republican Institute (IRI) an Ayiti, te voye yon imèl an angle adwat agòch pou anonse tout moun, se li Prezidan Martelly nonmen *"Anbasadè"* ak *"Konseyè espesyal pou zafè etranjè, èd ak envestissman etranjè, ak zafè dyaspora."* Li te anonse tou, li *"pral genyen yon biwo nan Anbasad Ayisyen nan Wachintonn, DC ak nan Palè Prezidansyèl (sic) nan Pòtòprens."*

Se konsa, kèk jou apre, misye debake nan anbasad ayisyen an nan Wachintonn kote li te prezante Chajedafè Anbasad la, Harold Joseph, yon lèt, Prezidan Martelly te ba li. Harold Joseph limenm, se Préval ki te lonmen li nan pòs la, aprè Anbasadè Raymond Joseph te demisyone pou l t al patisipe nan maskarad eleksyon prezidansyèl 2010 yo, kandida a pat menm gentan rive fè kanpay paske yo te ba l kanè.

Harold Joseph sa a se yon ansyen nan diplomasi ayisyen an, li te nan Anbasad Wachintonn lan depi epòk premye koudeta sètadi depi 1991 jouk 1994, apresa misye te al Anbasadè Bahamas, epi li te vin retounen Wachintonn.

Lè Lucas te lonje bay li lèt la, Harold Joseph te yon tijan sezi. Men li te resevwa misye kòdyalman. Lucas te mande yon biwo, yon chofè, sekirite, elatriye.

Harold Joseph te aksepte voye yon chofè al chache Stanley Lucas nan apatman li nan Alexandria, Virginia chak maten. Mezanmi fò n ta wè kòman Stanley ap fè chèlbè, fè moun wè l nan machin diplomatik.

Harold Joseph te pran biwo yon konseyè minis akredite, William Exantus, nimèwo 2 nan anbasad la, li te bay


Stanley Lucas

Lucas li. Se konsa Stanley Lucas etabli tèt li nan anbasad, li kòmanse fe reyinyon ak anplwaye anbasad la. *"Li komanse enpoze tèt li kòm yon anbasadè defakto,"*. *"Se konmsi se li ki anbasadè. Li di moun yo se sa l di pou yo fè.."*

Antretan, Joseph te rele Ministè Afè Etranjè nan Pòtòprens pou mande yo dekiprevyen sou afè Stanley Lucas a. Se konsa yo te vin aprann tou, Palè Nasyonal te voye lèt pou prezante Lucas deja bay Minis Afè Etranjè, yo te mande minis la voye lèt la pou Depàtman deta Lezetazini pou yo rekonèt Stanley Lucas. Men Minis Afè Etranjè la te reponn moun Michel Martelly yo, Wachintonn pa ka rekonnet yon *"anbasadè"* osnon yon *"konseyè"* ak yon tit konsa, paske li pa genyen okenn fòs legal osnon diplomatik se sa k fè minis la pat janm voye okenn lèt Wachintonn.

Nan sans sa a. Minis la di Harold Joseph « pa okipe Lucas, se pawòl pa m pou ou swiv, pa pawòl Lucas. *"Se sa nou di w pou fè"*. Se konsa Harold Joseph vin dekouvri Stanley Lucas sou blòf oubyen laprezidans lan pa konn sa y ap fè.

Donk demen maten Harold Joseph fè Lucas konnen chofè anbasad la pap vin chache l ankò. Byen move, Lucas pran yon taksi, li vini nan anbasad la. *"Lè li rive, li di li bezwen yon bidjè pou li achte konpitè, materyèl pou biwo a, li mande sekirite, elatriye," "Harold Joseph di misye nou pa genyen bidjè pou sa a. Si se Palè Nasyonal ki voye ou, se Palè ki pou bay w yon bidjè, paske noumenm se sou kont Ministè Afè Etranjè nou ye."*

Depi lè sa a, eskandal, gwo chirepit, osnon gè fwad, nan anbasad la. *"Lucas izole nan kan pa li, pou kont li."* *"Anbasadè a fè reyinyon ak anplwaye yo, li di yo misye la, men li pa reprezante anyen"* sa vle di misye pa yon diplomat.

Kounyea, Chajedafè ak Lucas, youn pa pale ak lòt. Chak maten, Lucas monte anlè nan biwo li, li fèmen pòt li. *"Tout moun pa okipe misye ankò,"* yon nan sous nou an di. *"Lè misye fèk rive, tout moun te pè li, yo te pè pou djob yo."*

Fo n raple lektè yo, Stanley Lucas te nan IRI kote li fe bon travay pou koudeta 2004 la, men IRI te oblije revoke l paske li gte antre nan gwo konfli ak anbasadè Lezetazini alepòk Brian Dean Curran. Depwi lè sa a, misye fe kavalye sèl, aparaman, l ap voye monte sou internet la tout la sent jounen, voye yon pakèt imèl tèt chat toupatou, chaje ak manti ak dezenfòmasyon.

Poukisa Martelly voye misye Wachintonn apre Minis Afè Etranjè di l yo pa bezwen li? Eske se paske li te bezwen debarase l ak Lucas?

Kim Ives

Pozisyon plizyè òganizasyon sosyal ak popilè nan okazyon ouvèti lekòl la

Noumenm òganizasyon sosyal ak popilè ki fè nòt sa a, n ap suiv ak je nou byen kale, dewoulman zafè lekòl la ane sa a. Depi nan moman kanpay elektoral, nouvo prezidan repiblik la te pwomèt pou li voye tout timoun lekòl gratis. Prezidans lan pwomèt pou li voye 246 mil timoun lekòl ane sa a. Ladan yo: 146 mil timoun ki poko ale lekòl epi 100 mil lòt ki deja nan sistèm eskolè a. Alòske pa gen anyen ki di sou kondisyon travay pwofesè yo. Malgre pwomès sou pwomès ki kontinye ap fèt sou zafè lekòl la, pesonn pa wè klè sou sa laprezidans ak edikasyon nasyonal ap regle.

Nan jou ki sot pase yo, laprezidans ansanm ak ministè edikasyon nasyonal anonse yo repòte ouvèti lekòl la pou 3 oktòb k ap vini an. Men, kontrèman ak sa k ap di nan laprès, nou konstate gen divès lekòl k ap prepare pou ouvè lekòl yo nan mwa sektanm nan. Alòske, jouk jounen Jodi a, anpil paran pa anmezi pou pran kanè nan lekòl yo, akòz lajan yo pa genyen. Chak lekòl pran plezi ogmante frè anyèl ak mwa lekòl yo jan yo pi pito. Se yon veritab masuife paran yo ap monte anba lekòl sa yo.

Nan lane 2009, sou prezidan Preval, palman an vote yon lwa sou frè eskolè ki pa janm pibliye nan jounal repiblik la. Malgre limit lwa sa a, nou kwè se yon lwa ki kapab pote yon ti soulajman pou paran yo. Men, malgre prezidan Michel Martelly ap fè pwomès sou pwomès, nou konstate menm pouvwa sa a sanble pa enterese pibliye lwa sou frè eskolè a. Nan dat 24 daout ki sot pase a, yon asosyasyon direktè lekòl prive (COSPEH) rankontre prezidans lan nan palè nasyonal. Dapre enfòmasyon nou genyen, COSPEH ta mande prezidans lan pou li pa pibliye lwa sou frè esklolè a, menm jan yo te deja fè sa sou prezidan Preval. N ap raple, se menm batay sa a boujwa/patwon yo te mennen kont 200 goud salè mnimòm nan. COSPEH mande tou pou laprezidans pran mezi pou lekòl prive ki pare yo louvri pòt yo nan mwa sektanm nan. Direktè lekòl prive yo, ap fè mannèv sa a, yon mannyè pou yo ka gentan ranmase frè eskolè yo nan men paran yo, anvan lwa a pibliye. Sa ki pi grav, ta sanble prezidans lan jwenn yon antant pa anba ak direktè sa yo. Nou ka konstate, gen lekòl ki bay elèv yo randevou 5 ak 12 sektanm epi gen lòt ki bay randevou pou 3 oktòb. Yon konplo ki kapab kreye plis tansyon nan sosyete a ant lekòl ki louvri an sektanm ak lekòl ki louvri nan mwa oktòb. Si pouvwa anplas la pa konplis nan konplo sa a, li dwe pran sanksyon kont tout lekòl ki pa respekte desizyon ministè edikasyon nasyonal la.

Pou tout rezon sa yo, nou mande:

1) Pou pouvwa anplas la sispann fè dilatwa ak lwa sou frè eskolè yo epi pibliye lwa a tousuit, pou paran ka rale yon souf anba direktè lekòl prive k ap mande 15, 20, 25, 30 mil goud kòm frè eskolè pou yon sèl timoun.

2) Pou leta ayisyen peye Katòzyèm (14e) mwa, pou anplwaye leta yo kapab prepare rantre lekòl pitit yo

3) Pou leta ayisyen peye tout viktim antrepriz leta yo kòb dedomajman yo, pou yo ka voye pitit yo lekòl

4) Pou pouvwa anplas la pran mezi pou lopital jeneral ki se lopital pèp la fonksyone kòmsadwa epi ogmante salè ti pèsonèl la pou pitit yo ka pran wout lekòl epi pa pran chans fèmen lopital jeneral.

5) Pou leta ayisyen pran mezi pou konstui bonjan lekòl piblik gratis, nan tout komin ak seksyon kominal nan peyi a. Se sèl sa ki kapab fè tout pitit pèp la al lekòl gratis tout bon. Olye lajan transfè yo ak apèl telefonik yo al nan pòch direktè lekòl prive atravè sibvansyon, se pou lajan sa yo envesti nan konstui lekòl pou tout moun.

6) Pou leta pran bonjan mezi pou amelyore kondisyon travay pwofesè yo epi repare tout lekòl ki nan move eta yo. Pa gen lekòl san pwofesè ak bonjan kondisyon travay pou elèv ak pwofesè.

Pou fòse otorite yo reponn revandikasyon nou yo epi tabli yon sèl dat pou tout lekòl louvri, nou envite: paran, pwofesè, elèv, etidyan, manm sendika, òganizasyon katye, òganizasyon popilè, òganizasyon fanm ak jèn, tout moun alawonnbadè, nan yon sitin k ap fèt mèkredi 7 sektanm, 10zè nan maten, devan palè nasyonal. Yon sèl peyi, yon sèl lekòl, yon sèl rantre klas 3 oktòb!

UNNOH, PEVEP, MODEP, Batay Ouvriye, MOJEK, GREPS, SPEH, STS/HUEH, MJA, ASOJDEV, ACREPH, CONELH, ALYPREH, KRD

Pou òganizasyon yo: Jean Willy Belfleur. Mathurin Irvenson, Siméon Wisly

De Bellerive à Conille, Bill Clinton garde la main sur Haïti



Garry Conille(à gauche), Bill Clinton et Michel Martelly serrant les mains

Par Catherine Charlemagne

Qui est le véritable homme fort d'Haïti présentement ? Interrogation banale, disent certains. Pas simple d'y répondre, reprennent d'autres. La vraie réponse, en effet, peut être trompeuse. De Port-au-Prince à Washington, la course pour le leadership du pouvoir en Haïti se révèle redoutable entre différents clans politiques des deux côtés du golfe du Mexique. La semaine dernière, nous avions parlé des pressions qui pesaient sur les épaules du Président Michel Joseph Martelly de la part de l'extrême droite américaine pour reprendre la main sur Haïti, dans leur offensive sur l'Amérique latine.

Aujourd'hui, on peut remarquer que les extrémistes de Washington ne sont pas les seuls à s'intéresser à nos palmiers ensoleillés. Plus que les palmiers et les cocotiers, ce ne sont pas seulement ces fruits tropicaux qui intéressent les amis américains d'Haïti. Il y a bien d'autres choses, plus gratifiantes, plus lucratives peut-être. Sans qu'on ne sache les raisons exactes, les Clinton s'intéressent de manière particulière à Haïti et ont pris non seulement une bonne longueur d'avance sur leurs concurrents, mais ils comptent maintenir cet avantage. Jusqu'où et jusqu'à quand ? On n'en sait rien. Ce qui est sûr, ils contrôlent déjà l'appareil de l'Etat et ne comptent pas lâcher prise.

Ils entendent garder la main tant que la classe politique haïtienne accepte de les laisser faire au vu et su de tout le monde et ce, même en foulant aux pieds la Constitution. Le Président Martelly s'est trouvé pris entre deux feux dans la bataille pour le contrôle de Port-au-Prince. D'une part, entre ses propres amis de longue date qui l'entourent et d'autre part, entre les intérêts divergents étrangers n'ayant rien à voir avec le pays. Lorsque, sous la pression de la Communauté internationale et de Washington en particulier, les autorités haïtiennes d'alors avaient accepté d'inverser l'ordre d'arrivée des candidats pour le second tour de la présidentielle, certains disaient ce n'est que justice. D'autres, pourtant, savaient que cela avait un coût et que tôt ou tard, l'heureux élu allait devoir envoyer l'ascenseur.

On se souvient que Madame Hillary Clinton s'était personnellement déplacée vers la capitale haïtienne pour arranger les choses. A l'époque, on avait dit que celui qui était pressenti comme le probable successeur du Président René Préval aura à payer forcément la note auprès de ses protecteurs. Mais, une fois élu, le nouveau chef de l'Etat s'était empressé de dire que personne ne lui dictera la marche à suivre. Pas plus que l'ancien Président Bill Clinton ne lui dira quelle personnalité devrait être désignée comme Premier ministre. Cette déclaration faisait suite à la demande à peine voilée du Co-Président de la CIRH, *Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti*, pour la reconduction dans ses fonctions du Premier ministre sortant, le caméléon Jean-Max Bellerive.



Le Dr Gary Conille, (à droite) ancien directeur de cabinet du vrai homme fort d'Haïti, l'ancien Président des Etats-Unis d'Amérique, Bill Clinton

La réponse du tac au tac du nouveau Président de la République avait été saluée par tout le monde y compris par ses opposants. D'une part, l'on trouvait la demande de Bill Clinton un peu déplacée, voire une provocation de la population et ensuite que cela avait l'air d'un dictat aux nouvelles autorités haïtiennes. De l'autre, la réaction de Martelly ressemblait à une forme d'indépendance que le nouveau pouvoir voulait marquer par rapport à ses prédécesseurs vis-à-vis de la Communauté internationale. S'ensuivit une série de déclarations du Président Martelly allant dans le sens qu'il entendait maintenir le cap dans cette direction.

D'un autre côté, si les extrémistes poursuivent leurs offensives sur la nouvelle équipe, Bill Clinton, entretemps, change de tactique. Il ne dira plus rien, en tout cas pas publiquement, sans pour autant lâcher la pression. Loin s'en faut ! Il continue en coulisse la campagne en faveur de son ami Jean-Max Bellerive tout en faisant pression sur les parlementaires contre toutes personnalités susceptibles d'être désignées Premiers ministres par le Président Michel Martelly. Le cas de Me. Bernard Gousse a été une aubaine pour l'ancien Président américain, dans la mesure où, il n'avait aucun effort à faire pour faire échec à cette candidature. Le passé de l'avocat jouait en sa défaveur.

Pendant ce temps, il continuait à travailler au corps d'un Martelly totalement perdu dans ses illusions de changer le système. Comme disait d'ailleurs Evans Paul : quel système ? Et, changement avec qui ? Du coup, on a vu l'homme du changement entrer petit à petit dans les rangs avec des déclarations et des gestes qui enlèvent toutes ambigüités sur son retournement moins de cent jours de son arrivée au pouvoir. Le signe avant-coureur a été la confirmation de la CIRH dans sa mission intégrale, sans modification aucune. Alors qu'au début, non seulement il critiquait vertement cet organisme dont l'efficacité et les résultats restent à prouver, mais il disait qu'il fallait revoir son statut.

Rien ne sera fait. Comble de l'ironie, le Co-Président de la CIRH, Bill Clinton, sera décoré de la plus haute distinction de la République pour service rendu au pays et de son travail à la tête d'un organisme dont il faut une loupe pour apercevoir ses réalisations selon les propres termes du Président. Ha la politique ! Quel revirement ! Certains appellent cela, du pragmatisme. Tandis que d'autres, du renoncement. On en a déjà vu en Haïti. Michel Joseph Martelly n'est pas le premier, malheureusement, il ne sera pas le dernier dans ce registre. Qu'importe. Le Président du changement devient celui de la continuité. Est-ce par lâcheté ou de la realpolitik à l'haïtienne ?

En tout cas, au lieu de résister aux sirènes du statu quo, il préfère abandonner ses promesses de campagnes. Sous la pression constante des Clinton, il a dû jeter l'éponge. Genoux à terre et la mort dans l'âme, il a choisi devant l'unique alternative qui lui restait soit de désigner son dernier vieil ami de l'équipe de campagne, Wilson Laleau, vice-Recteur de l'université d'Haïti, soit le protégé et homme de confiance de Bill Clinton, Dr Garry Conille. Wilson Laleau aurait pu faire l'affaire. Il avait toutes ses chances devant les deux Chambres du Parlement. N'ayant pas de passé politique connu, cet intellectuel ne suscitait aucune animosité ni hostilité dans les médias ni au sein de la population.

Peu connu du grand public, à part son engagement dans le milieu universitaire, Laleau aurait été l'homme de consensus. La seule question qu'on peut se poser, était-il vraiment l'homme de la situation ? On ne le saura jamais. Coiffé aux poteaux par le Dr Garry Conille, ancien directeur de cabinet du vrai homme fort d'Haïti, l'ancien Président des Etats-Unis d'Amérique, Wilson Laleau reste pour le moment en réserve de la République. Aujourd'hui, certains ont compris que le vrai pouvoir d'Haïti se trouve en dehors de son territoire. Certes, tout le monde savait que Bill Clinton, avant même sa désignation par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Ban Ki Moon, comme son représentant Spécial en Haïti et adoubé de son titre de Co-Président de la CIRH, avait une certaine influence sur la politique haïtienne.

Mais aujourd'hui, en imposant à Michel Martelly le choix de Garry Conille, son ancien Directeur de cabinet pour être chef de gouvernement à défaut de faire reconduire Jean Max Bellerive, il n'est plus un secret pour personne qu'en tant que vice-Président de la CIRH, Bill Clinton est devenu le véritable chef d'Etat d'Haïti. Car, ni lui ni le futur Premier ministre Conille ne feront croire à personne que l'un va s'opposer à l'autre dans le cadre de la politique devant être mise en place pour la Reconstruction du pays. D'ailleurs, la ratification du Dr Gary Conille, ne fait aucun doute. Les déclarations des parlementaires de différents regroupements au Parlement vont toutes dans le sens d'une approbation du futur locataire de la Primature.

Certains disent même: qui oserait s'opposer au choix de Clinton en Haïti ? Quand le Président Martelly lui-même, en dépit de la méfiance qu'il peut avoir envers le Dr Conille, est obligé de le désigner à ce poste. Le danger pour la présidence est que l'homme de Clinton, une fois ratifié, s'accaparera de la totalité du pouvoir en évoquant la Constitution et s'imposera comme un vrai chef de gouvernement qui gouverne en laissant au Président juste le soin d'inaugurer les chrysanthèmes.

Le risque de conflits entre les deux hommes demeure possible dans la mesure où le Président Michel Joseph Martelly pourrait ne pas accepter le rôle que tenterait de lui faire jouer le duo Clinton-Conille. Pour les deux options qui se présentent, il n'y aura qu'un seul perdant : Haïti. Car les opposants du système peuvent déjà faire le deuil du grand changement annoncé par l'homme de la rupture et le prochain Premier ministre qui est un homme du système aura tout intérêt à ne pas bousculer l'ordre ancien. Ainsi, de Jean-Max Bellerive à Garry Conille, le Co-Président de la *Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti*, Bill Clinton, garde la main haute sur la politique haïtienne.

C.C



On se souvient que Madame Hillary Clinton s'était personnellement déplacée vers la capitale haïtienne pour arranger les choses

On se souvient que Madame Hillary Clinton s'était personnellement déplacée vers la capitale haïtienne pour arranger les choses

La militarisation d'Haiti



Immédiatement après le séisme, les militaires ont établi leur base d'opérations sur l'aéroport Toussaint-Louverture

Par Fabrizio Lorusso

À Port-au-Prince, la capitale d'Haiti dévastée par le tremblement de terre du 12 janvier 2010, qui a fait 250 mille victimes, les États-Unis y maintiennent leur quatrième plus grande ambassade au monde. Deux jours après le séisme, des milliers de marines armés ont fait route vers l'Ile pour une "mission humanitaire" sans l'autorisation du gouvernement local. L'ambassade des EU n'avait pas signalé la présence de dangers pour la sécurité de sorte que les critiques concernant la "militarisation de l'aide" ont été nombreuses et fort justifiées. De même, les Nations unies en Haiti avaient déclaré que les Casques bleus déployés sur place – qui sont passés de 9 mille à 12 mille unités en ce même mois de janvier– seraient plus que suffisants. Néanmoins, Hillary Clinton écartait les critiques en les taxant de "journalisme irresponsable".

Entre-temps, l'administration de Obama continuait à soutenir la nécessité d'une intervention armée et, une semaine après l'invasion de fait, "elle a conseillé" au président haïtien, René Préval, l'émission a posteriori d'un communiqué pour demander aux États-Unis une "assistance pour accroître la sécurité", selon ce que révèlent les câbles de Wikileaks en possession de l'hebdomadaire Haïti Liberté. Nombre d'analystes ont considéré ces manoeuvres comme un masque pour la troisième invasion étatsunienne d'Haiti, sous un type quelconque de couverture internationale, en moins de vingt ans. La première a eu lieu en 1915. La deuxième en 1994 pour appuyer le retour du premier président élu démocratiquement, Jean-Bertrand Aristide, suite au coup d'État qui l'avait empêché de gouverner durant les trois années antérieures. La troisième, en février 2004, basiquement pour enlever ce même Aristide du pays et installer un président plus complaisant.

Immédiatement après le séisme, les militaires ont établi leur base d'opérations sur l'aéroport Toussaint-Louverture, mais au cours des deux premières semaines la majorité des troupes s'était déjà établie dans les camps de réfugiés qui ont surgi à travers toute la ville et ses alentours. Plus d'un million et demi d'Haïtiens se sont rendus aux 1,354 campements de la capitale, mais seulement les plus chanceux pouvaient y trouver assistance, nourriture, tentes de campagne et prélarts minimalement appropriés. Sous chacun d'eux, la nuit, pouvaient trouver abri jusqu'à vingt personnes qui partageaient aussi la ration hebdomadaire de riz et de fèves. Cette tâche était assignée par les ONG à une femme "chef de foyer" qui se chargeait de la préparation et de la distribution. C'est ainsi que fonctionnait le campement principal du quartier Delmas-Pétion-Ville, une énorme agglomération de 60 mille déplacés, là où antérieurement se trouvait un terrain de golf. Paradoxalement, ce centre sportif de l'élite de la capitale avait



Evel Fanfan

Suite à la page (19)

Onze Mois Au Lieu de Trois Semaines Pour Montrer Que le Choléra en Haïti Provient Du Népal



Il est intéressant de noter que la source de choléra en Haïti a été identifié, non pas par des chercheurs américains ou européens plusieurs mois après l'épidémie, mais par les Haïtiens chez eux et dans la diaspora dans les premiers jours du choléra

Par Dady Chery

Il a fallu presqu'un an depuis le début de l'épidémie de choléra en Haïti pour que les scientifiques obtiennent une preuve concluante que la bactérie du choléra en Haïti est identique à une bactérie au Népal. Drs Frank Aarestrup du Danemark, Paul Keim de l'Arizona, et Geeta Shakya de Katmandou ont récemment mené une étude qui a fourni cette preuve.

Lorsque le choléra infecte l'homme, l'ADN de cette bactérie change rapidement. Cela rend le choléra une cible mouvante et très difficile pour combattre avec des vaccins. D'autre part, lorsque deux sources de choléra se révèlent être identiques, on peut dire avec assurance qu'elles proviennent du même endroit / de la même personne / des mêmes personnes infectée(s).

En comparant les séquences complètes de l'ADN (également appelées «génomes») provenant du choléra en Haïti aux séquences complètes de l'ADN provenant du choléra au Népal, le groupe international de scientifiques a constaté que [la souche de] choléra en Haïti correspond exactement à l'une des quatre [souches de]choléra Népalaises. La ressemblance entre les souches haïtiennes de choléra et népalaises a été si forte que, dans une séquence d'environ 4.000.000 de bases de l'ADN, toutes correspondaient sauf une ou deux. La ressemblance est aussi bonne que de comparer un volume complet des œuvres de Shakespeare à un autre, [pour] découvrir seulement une ou deux lettres de différence, et conclure que les deux volumes sont en effet les mêmes oeuvres de Shakespeare. Les techniques pour ce type d'étude sont extrêmement chères, mais très rapides et pas particulièrement difficiles.

On pourrait raisonnablement se demander s'il est nécessaire de comparer chaque lettre entre deux volumes de Shakespeare pour décider qu'ils sont les mêmes. Pourquoi ne pas vérifier, par exemple, les titres de section pour les mêmes séquences d'actes de théâtre et la même succession de poèmes? En effet, il existe des techniques plus anciennes et moins coûteuses pour examiner l›ADN qui se font come cela. C›est ainsi que le Center for Disease Control (CDC) a constaté que la souche de choléra en Haïti est le Vibrio cholerae O1 Ogawa biotype El Tor. C'est ainsi également que le CDC a découvert que tous les haïtiens qui ont été atteints par le choléra portaient des bactéries identiques, ce qui a été interprété comme signifiant que l›épidémie haïtienne avait une source unique.

Si le coût a été un problème pour le CDC, ce n›était certainement pas le cas pour les groupes qui favorisaient la technologie la plus moderne. Selon ces derniers, deux "livres" du choléra peuvent être examinés à une résolution «d'une seule lettre" plus de 30 fois en moins de 24 heures.

Alors pourquoi a t-il fallu 11 mois pour connaître la source du choléra en Haïti? La seule raison pour laquelle il a fallu si longtemps pour découvrir que le choléra en Haïti provenait le Népal est parce que les scientifiques n'avaient jusqu›à présent pas pris la peine de comparer le choléra en Haïti au choléra du Népal.

À l'époque où une connaissance précise de la source de l'épidémie aurait sauvé la vie à tant de personnes, et probablement causé la chute du renouvellement de l'ONU (MINUSTAH) en Haïti, le groupe scientifique de John Mekalanos à Harvard avait promis qu'il réaliserait l›étude qui a été finalement réalisé par Aarestrup, Keim et Shakya. Mekalanos avait dit que la preuve concluante de l›origine du choléra ne pourrait provenir que des études utilisant les méthodes les plus modernes. D›autres scientifiques se sont excusés du projet, parce que premièrement c'était Harvard, et deuxièmement, ils ne pouvaient pas acheter cette nouvelle technologie. Cependant, au lieu de faire une étude appropriée, le groupe Mekalanos a comparé l›ADN du choléra d'Haïti à l›ADN de trois types de choléra provenant d'autres épidémies. Pas un seul d'entre eux n'était du Népal.

En fin de compte le groupe de Harvard a publié un article dans lequel le mot «Népal» n'apparaissait pas même une seule fois. Ils ont utilisé les souches de choléra d›une épidémie au Pérou et de deux épidémies différentes au Bangladesh. Ils ont simplement conclu que le choléra en Haïti est asiatique: un fait qui était déjà connu des études du CDC.

Dr Mekalanos avait ceci à dire au cours d›un entretien avec Science Watch en Février 2011: "Mes collègues et moi avons été très clairs en disant que les preuves génomiques disent que cette souche en Haïti a son origine en Asie du Sud. Certes, le Népal fait partie de l›Asie du Sud. On a besoin de plus d›enquêtes pour savoir mieux, et une commission a été établie par l›ONU pour examiner la possibilité."

Sans exagérer, on peut dire, par exemple, que l›étude du choléra par Harvard correspondait à à peu près ceci: obtenir les instruments les plus sensibles et les scientifiques les mieux formés pour évaluer les radiations de Fukushima, chercher partout dans le monde entier sauf au Japon, annoncer que les catastrophes nucléaires ont probablement eu lieu quelque part en Asie, et puis proposer que des sociétés de l›énergie nucléaire finissent l›enquête.

Contrairement au groupe de Harvard, les scientifiques du Danemark et de l›Arizona ont collaboré avec des chercheurs du Katmandhu qui leurs ont donné des échantillons du choléra recueillis dans 5 districts du Népal entre le 30 Juillet et le 1er Novembre 2010. Étant donné que le gouvernement népalais avait violemment protesté toute mention d'une association avec l›épidémie, les scientifiques népalais qui ont participé à ce projet l›ont fait à des risques personnels considérables. Il était logique de chercher au Népal une source possible du choléra en Haïti, parce que les soldats de l›ONU sont arrivés lors des épidémies de choléra au Népal juste avant le premier cas de la maladie en Haïti.

Le fait que les chercheurs de Harvard n'aient rien trouvé de nouveau sur le choléra d'Haïti ne les a pas empêché de recommander aux Haïtiens de se vacciner immédiatement. Ils l›ont dit malgré que les vaccins contre le choléra ne sont pas recommandés par l›Organisation de la Santé (OMS, aussi WHO) même pour les touristes entrant dans les zones où le choléra est endémique. Ces vaccins sont considérés comme pire qu›inutiles, car ils donnent l›illusion de protection et encouragent un comportement imprudent. Le choléra change rapidement, et la vaccination ne dure qu'à peu près six mois, même contre les souches de choléra pour lesquelles les vaccins sont préparés. Par ailleurs, les vaccins donnent nulle protection contre les autres souches de choléra.

Mais voici ce que le collègue de Mekalanos , le Docteur Matthew Waldor a déclaré: "Il est temps d›envisager sérieusement la vaccination des personnes qui vivent en Haïti et la République dominicaine, non seulement pour sauver des vies, mais pour éviter la propagation de cette nouvelle souche dans d›autres pays de la région."

Sciences, Universités, Compagnies, et Profits

J'ai été tellement impressionné par cet enthousiasme pour les vaccins que j'ai décidé de vérifier la liste de divulgation que les scientifiques de Harvard ont dû remplir pour leur publication. J'ai trouvé ce qui suit: Plusieurs des scientifiques de Harvard tiennent le stock de Pacific Biosciences, une compagnie qui fabrique les machines et toutes les fournitures pour la méthode plus coûteuse de séquençage de l'ADN pour laquelle ils faisaient la promotion. Une personne sur le projet était un employé de Pacific Biosciences. On pourrait dire, en un sens, que l'étude du choléra en Haïti a été une publicité pour des produits de Pacific Biosciences.

Le Docteur John Mekalanos et ses Intérêts

Dr Mekalanos a participé dans la formulation d'un vaccin du choléra. Lui et l'Université de Harvard reçoivent des redevances de Vaccine Technologies Inc (VTI), une compagnie qui est entré en licence exclusive et accord de développement avec Celldex Therapeutics Inc (anciennement AVANT Immunotherapeutics Inc.) en Janvier 2009. L'accord permet à VTI de développer et commercialiser un programme de vaccination pour CholeraGarde Celldex (R).

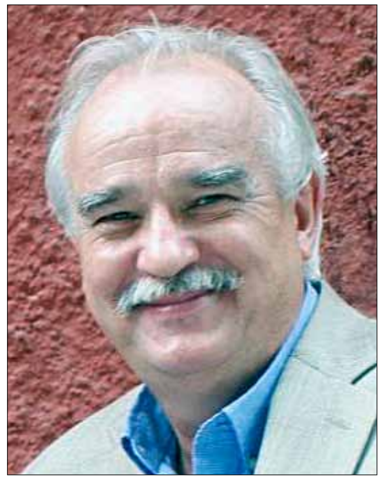
Il est co-fondateur de trois entreprises de biotechnologie: Virus Research Institute, PharmAthene et plus récemment, Matrivax. Virus Research

Suite à la page (14)

Comment on a puni Haïti



La Minustah s'est transformée en une sorte d'armée d'occupation complice de la répression officielle



Le diplomate brésilien Ricardo Seitenfus, représentant de l'OEA en Haïti

Par Juan GELMAN *

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies avait déclaré en 2004 que la crise politique et humanitaire d'Haïti avait transformé le pays en une menace pour la paix et la sécurité internationale. Un coup d'Etat avait renversé le président Jean Baptiste Aristide, élu en 2004 par 91,69 pour cent de l'électorat et prêtre adepte de la théologie de la libération. Les USA et la France se chargèrent de le "sauver" au moyen d'un véritable enlèvement à bord d'un avion usaméricain qui le laissa à Bangui en Afrique Centrale. En application du chapitre VII de la Charte de l'ONU, le Conseil a établi la Mission de Stabilisation des Nations Unies en Haïti (Minustah en français) composée de 9000 militaires et de plus de 3700 policiers [en provenance] de 40 pays.

On comprend bien pourquoi le Conseil de Sécurité a recouru au chapitre VII, intitulé "Action en cas de menace à la paix, violations de la paix ou actes d'agression", qui l'autorise à "exercer, au moyen des forces aériennes, navales ou terrestres, l'action qui sera nécessaire pour maintenir la paix et la sécurité internationales". Haïti ne traversait pas alors une guerre civile, n'était en guerre contre personne et aurait pu difficilement en provoquer une. A la demande de Washington, le président Lula proposa l'intervention de l'ONU en Haïti, plutôt en application du chapitre VI de la Charte, "Arrangement pacifique de controverses", qui s'abstient de toute action armée. Ils n'en tinrent pas compte et la Minustah qui s'est transformée en une sorte d'armée d'occupation complice de la répression officielle.

Cela se produisit précocement : "Les troupes de la Minustah et des paramilitaires haïtiens embusquèrent et tuèrent plus de 4000 membres de Fanmi Lavalas (le parti d'Aristide) immédiatement après sa déposition en 2004 (http://canadahaitiaction.ca/, 18-8-11). Les présumés chargés de garantir la paix et la sécurité ont réalisé de nombreuses incursions dans les bidonvilles ("villas miserias") comme Cité Soleil, toujours pour persécuter les partisans d'Aristide. Il est clair que l'objectif était le président déposé. Edmond Mulet, ex chef de la Mission de l'ONU, en vint à recommander qu'il fallait qu'une commission lui impute des délits pour empêcher son retour. (http://mrzine.monthlyreview.org/, 21-7-11).

Les fonctionnaires usaméricains accusèrent de ces faits des bandes de pillards des quartiers pauvres, mais il y a des documents [montrant] des opérations de contingents jordaniens et brésiliens de la Minustah et qui témoignent de victimes abattues dans les rues de Port-au- Prince [dont une atteinte] d'un tir à la tête (www.teledyol, 7-5-06). Le général brésilien Augusto Ribeiro Pereira, premier chef militaire de la Mission, renonça à ses charges à la suite d'un massacre de civils le 6 juillet 2005. Lui succéda le général brésilien Urano Texeira de Matta, qui mourut cinq mois après sa prise de fonction "par suite d'un accident avec une arme à feu". Ce n'est là qu'une forme élégante [pour masquer] un suicide. La Mission a introduit en Haïti d'autres façons d'en finir avec les gens.

Le 21 octobre 2010, le Ministère de la Santé Publique d'Haïti a enregistré 1000 cas de choléra. Le 9 février, il informa que la maladie avait causé la mort de 4549 personnes et que s'élevait à 231.070 le nombre de personnes contaminées. Aujourd'hui on estime que, depuis, le nombre de victimes a augmenté de deux à quatre fois. La source de contamination est très probablement la base des troupes népalaises dans l'Aribonite, qui continuent à jeter leurs selles dans la rivière du même nom. En dépit des protestations quotidiennes, la Minustah refuse jusqu'à aujourd'hui d'enquêter sur l'origine de l'épidémie et [d'y trouver une solution]. Bien sûr, ce n'est pas pour prendre soin de la santé de la population.

En novembre 2007, 111 soldats et trois officiers du bataillon envoyé par le Skri Lanka furent rapatriés pour avoir exploité et abusé sexuellement de mineures haïtiennes. Mais aucun de ces abuseurs n'a pu être jugé par les tribunaux haïtiens : l'accord en vigueur entre l'ONU et le gouvernement de Haïti qui établit le statut légal de la Minustah garantit une large immunité à ses militaires qui commettent des délits, par exemple aux auteurs de 640 violations commises depuis le tremblement de terre de l'année passée, selon les chiffres donnés par Kofaviv, une organisation de femmes du pays. Ainsi ce ne sont pas tous les casques bleus de l'ONU qui se consacrent à maintenir la paix.

A la veille du renouvellement du mandat de la Minustah pour une année supplémentaire, il faut rappeler l'opinion que formula le diplomate brésilien Ricardo Seitenfus, représentant de l'OEA en Haïti : "Le système actuel de l'ONU destiné à prévenir les querelles est inapproprié pour Haïti. Haïti n'est pas une menace internationale. Nous ne sommes pas au milieu d'une guerre civile. Haïti n'est ni l'Irak ni l'Afghanistan. Mais, à mon sens, sur la scène internationale, Haïti paye surtout sa proximité avec les USA. Il y a longtemps que le système international prête une attention négative à Haïti. Il est revenu à l'ONU de se coaliser avec ce pouvoir et de transformer les Haïtiens en prisonniers sur leur propre terre". Le quotidien suisse Le Temps a publié ces déclarations le 20 décembre dernier. Deux jours après, Seitenfus fut démissionné.

Pagina 12, 25 de agosto de 2011**
Traduit de l'espagnol par GJ
LGS 2 septembre 2011

NDLR. * **Juan Gelman**, poète argentin, traducteur, journaliste, militant révolutionnaire, il quitte l'Argentine en 1975, un peu avant que ne s'installe dans le pays la dictature de Pinochet.

** «*Página 12*» est un quotidien publié à Buenos Aires, qui a été créé le 26 mai 1987 par le journaliste Jorge Lanata.

As UN Mission Mandate Faces Renewal:

UN Soldiers' Sexual Assault of Haitian Man Provokes Outrage and Protest

By Democracy Now!

[The following is an edited version of *Democracy Now*'s Sep. 6 interview with Ansel Herz, the independent journalist and *Haïti Liberté* collaborator who broke the story in the international press about recent events in Port Salut.]

The commander of the Uruguayan Navy's United Nations mission in Haiti has been dismissed after the circulation of a video that allegedly shows Uruguayan occupation troops sexually assaulting an 18-year-old Haitian man.

The video appears to show four UN troops in camouflage attacking the young man, named Johnny Jean. The men are laughing and standing over Jean while he lies face down on a mattress, his trousers pulled down. Two of the men can be seen holding his arms behind his back. The uniformed men speak Spanish, but it's inaudible. The Uruguayan Defense Ministry said yesterday it had begun a "*repatriation of the troops involved.*"

Although it occurred in July, a graphic cell-phone video of the alleged attack only surfaced in recent days. This latest episode of abuse follows others by UN forces. In December 2007, 111 Sri Lankan soldiers were deported from Haiti following charges of sexual abuse of under-age girls. In 2005, UN troops went on the rampage in Cité Soleil, one of the poorest areas in Port-au-Prince, killing at least 23 people, including children. On Sep. 5, there were demonstrations in Port Salut, the



A frame from the cell phone video depicting the alleged sexual assault of Uruguayan UN occupation troops on a Haitian man in July

Southwestern seaside town where the incident is alleged to have occurred. We go to Port Salut to speak with journalist Ansel Herz, who broke the story.

Amy Goodman: Yesterday there were demonstrations in Port Salut. Ansel Herz spoke to a town resident Katia Daniel at the protest.

Katia Daniel: We are here in support of Johnny Jean, because of what happened to him. It could happen to my brother, my sister, or anybody. So, this has to stop... Those people are here as so-called peacekeepers, but they are not peacekeepers here... They are not helping us... We don't want them here.

continued on p(14)

Update:

Clinton Shelters Still Unsafe, Say Léogâne Officials



Some of the trailers provided to the town of Léogâne by the Clinton Foundation

By Isabeau Doucet & Isabel MacDonald

The Clinton Foundation has made public the results of its inspection of 20 trailers designed to be used as hurricane shelters and classrooms in Haiti, after a *Nation* magazine investigation found high levels of formaldehyde in one unit as well as problems including mold, leaking, shoddy construction, lack of sanitation and poor ventilation in others.

While the foundation has backed off previous claims that the shelters built in the southern town of Léogâne are "*hurricane proof,*" they maintain that the 20 trailers, built in the U.S. by Clayton Homes and funded to the tune of $1 million by the foundation, are "*safely designed and structurally sound for their intended purpose.*"

However, the Léogâne mayor's office maintains that they are unfit as emergency hurricane shelters or classrooms. Léogâne civil protections officer, Philippe Joseph, says that without adequate sanitation facilities, he will not approve the shelters' use in times of emergency, adding "*there needs to be electricity to permit ventilation; there must be water and latrines; this is the minimum for us to be able to use these whether as emergency shelters or as schools.*"

The Clinton Foundation report, which contains four recommendations from structural engineer Liam O'Hanlon who assessed the units, does not address the issues of water, latrines or electricity. O'Hanlon reported moisture in the units but no mold or leaking, although he had access to the interiors of only four of the 20 shelters.

continued on p(19)

WikiLeaks Reveal:

Expecting Civilian Deaths, US Embassy Approved of Deadly Attack on Crowded Haitian Slum

By Ansel Herz

A prominent Haitian businessman and a top U.S. Embassy official urged UN occupation troops to attack a crowded Haitian slum, fully expecting that "*unintended civilian casualties*" would occur, according to secret diplomatic cables provided by WikiLeaks to *Haïti Liberté*.

Haitian Chamber of Commerce President Reginald Boulos, now a voting member of the Interim Haiti Recovery Commission (IHRC), met with U.S. Embassy Chargé d'Affaires Timothy Carney on Jan. 4, 2006. Both the Embassy and Haiti's private sector leaders were upset with the UN mission's reluctance to launch a violent crackdown on armed groups in Cité Soleil, a vast waterside slum in Port-au-Prince.

At the meeting, "*Boulos argued that MINUSTAH [or UN Mission to Stabilize Haiti, as the UN force is known] could take back the slum if it were to work systematically, section by section, in securing the area.*"

Carney "*cautioned that such an operation would inevitably cause unintended civilian casualties given the crowded conditions and flimsy construction of tightly packed housing in Cité Soleil,*" according to the Jan. 6, 2006 cable, which Carney wrote.

Rather than suggest an alternative that would avoid "*inevitable*" civilian deaths, Carney continued, "*Therefore, the private sector associations must be willing to quickly assist in the aftermath of such an operation, including providing financial support to families of potential victims.*"

"*Boulos agreed,*" saying "*that he and other groups were prepared to go in immediately with social programs and social spending,*" the cable said.

The battle for Cité Soleil continued for the next year and a half, producing scores of "*unintended civilian casualties.*" Today, Carney, now retired, says that he has no regrets "*whatsoever*" about the advice he gave Boulos and the UN, although he admits to learning that "*there's no such thing as a surgical operation.*"

Also at the meeting between Boulos and Carney were Rene-Max Auguste, president of the American Chamber of Commerce, Gladys Coupet, president of the Haitian bankers association, and Carl Auguste Boisson, president of the petroleum distributors association.

The private sector leaders also "*pleaded with the Charge for the USG [U.S. Government] to provide ammunition to the police,*" and "*Boulos began reading off a specific list of ammunition.*" But Carney said the police needed more training, not ammunition.

Six days later, Boulos complained to an NPR reporter, "*Please understand that we appreciate the work that MINUSTAH is doing so far, but it's not enough.*" He alleged that there had been a "*massive distribution of weapons over the last two weeks in Cité Soleil,*" adding that gangs are able to "*pick up people, kill people and go back inside, and nobody can go after them.*"

As *Haiti Liberté* has previously reported, Boulos took it upon himself to arm the *de facto* government's police force, which violently repressed protests demanding exiled President Jean-Bertrand Aristide's return, killing scores of demonstrators and bystanders.

Haitian business magnate Fritz Mevs told the U.S. Embassy that Boulos had "*distributed arms to the police and had called on others [in the private sector] to do so in order to provide cover to his own actions,*" according to another



Reginald Boulos is President of the Haitian Chamber of Commerce and sits on the board of the Interim Haiti Recovery Commission



Former U.S. Chargé d'Affaires Timothy Carney: "There's no such thing as a surgical operation."

WikiLeaked cable (see *Haïti Liberté*, Vol. 4, No. 49, Jun. 22, 2011).

Andy Apaid, Haiti's foremost sweatshop owner, was a leader, along with Boulos, of the Group of 184. The so-called "civil society" coalition, spawned and supported by the U.S. government's National Endowment for Democracy (NED), helped lead a destabilization campaign against Aristide until his ouster in a 2004 U.S.-backed coup d'état.

A Jul. 24, 2006 cable confirms press reports that Apaid financed an anti-Aristide gang in Cité Soleil led by Thomas Robenson, alias Labanyè, a gang-leader who defected from the Lavalas movement to the pro-coup camp before he was killed by his own lieutenants.

Carney was U.S. Ambassador to Haiti from 1997 to 1999. He later became Chairman of the Board for the Haiti Democracy Project (HDP), a right-wing pro-coup think-tank co-founded in 2002 by Reginald Boulos' brother, Rudolph. Carney left HDP to become U.S. Chargé d'Affaires in Haiti from August 2005 to February 2006. He is now Vice-President of the Clinton Bush Haiti Fund, established after the Jan. 12, 2010 earthquake.

The military campaign to crush the armed resistance groups in Cité Soleil, which Boulos and Carney discussed, eventually did succeed, but resulted in many "*unintended civilian casualties*" as Carney predicted.

It had begun on July 6, 2005, when UN troops mounted a massive assault on the slum, firing over 22,000 bullets in about seven hours and killing coup resistance leader Emmanuel "Drèd" Wilmer (see *Haïti Liberté*, Vol. 4, No. 49, Jun. 22, 2011).

Of the 27 people who came to a Doctors Without Borders hospital with gunshot wounds that day, three-quarters were women and children. Cité Soleil residents told a labor delegation from San Francisco and journalist Jean Baptiste Jean Ristil that MINUSTAH had indiscriminately fired on their homes, killing women, children and infants. The death toll was at least 23, and possibly as many as 50, according to the delegation.

Haitian journalist Guy Delva "*saw seven bodies in one house alone, including two babies and one older woman in her 60s.*"

U.S. Ambassador to Haiti James Foley admitted in a Jul. 26, 2005 cable obtained by Professor Keith Yearman through a FOIA request, "*It remains unclear how aggressive MINUSTAH was, though 22,000 rounds is a large amount of ammunition to have killed only six people [the UN's official death toll].*"

"*The foreigners came in shooting for hours without interruption and killed 10 people,*" Johnny Claircidor, a Cité Soleil resident, told Reuters after another bloody MINUSTAH operation in Dec. 22, 2006.

"*They came here to terrorize the population,*" said resident Rose Martel, referring to the police and U.N. troops, reported Reuters. "*I don't think they really killed the bandits, unless they consider all of us as bandits,*" she said.

Some 300,000 people live in Cité Soleil's tiny shacks and houses lining narrow alleys and streets. Many MINUSTAH military forays into Haiti's slums caused scores of deaths in "collateral damage" from 2005 through 2007.

Cité Soleil's citizens remain stigmatized to this day by outsiders. The area is routinely labeled as a "red zone" (meaning "not to be visited") for foreign aid workers.

The seaside slum was one of the most-affected areas in the capital when a cholera outbreak reached Port-au-Prince last fall. The water-borne illness can kill a person within hours. Some bodies lay in the street for days before being picked up, while the Doctors Without Borders hospital was overwhelmed.

The epidemic continues throughout the country, surging whenever rainfall increases. A new six-month cholera Rapid Response Project is being launched, funded by UNICEF and led by the International Rescue Committee in consultation with other water- and sanitation-oriented humanitarian organizations.

The project specifically excludes Cité Soleil from its "*list of areas for intervention*" due to "*security issues,*" according to UN Cluster meeting notes obtained by *Haiti Liberté*.

The purse strings to billions of dollars in humanitarian aid pledged for Haiti's "*recovery*" are currently controlled by the IHRC. Boulos is one of 14 voting Haitian members; the other 14 voting members are representatives of foreign governments and international banks.

In a "*fact versus fiction*" press sheet, the IHRC claims it is "*an unprecedented agency in that it has given Haitians a seat at the decision-making table and a strong voice in dictating the course that their nation takes towards short-term recovery and long-term prosperity.*"

Boulos was never elected to his "*seat at the decision-making table*" but was named to it by Haiti's "*business community,*" which has one vote on the IHRC board, as does Haiti's Prime Minister. The appointment was fortuitous for Boulos because he "*continues to harbor short-term and long-term ambitions to become prime minister and otherwise exercise key influence in Haitian politics,*" explains a Dec. 20, 2005 cable by Carney entitled "*Reginald Boulos Aims to Engineer Préval's Defeat.*"

continued on p(15)

SOMALIE : UNE FAM

Par Lee Wengraf

La Somalie, en Afrique de l'Est, est le théâtre d'un cauchemar humanitaire- une famine massive qui a coûté des dizaines de milliers de vies somaliennes ces derniers mois, d'après les Nations Unies.

Plus de 3 millions de personnes sont affectées pour l'instant et plus de 10 millions sont menacées à travers la Corne de l'Afrique.

La BBC a dit le 6 août qu'environ 640 000 enfants sont actuellement mal-nourris en Somalie, et 3,2 millions de personnes ont un besoin vital d'une assistance immédiate.

Antonio Guterres, chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés, a dit en Juillet que la Somalie était « le pire désastre humanitaire » au monde.

L'ONU a officiellement qualifié la crise de famine, désignation employée pour la première fois depuis 1984.

Des milliers de somaliens se sont déversés dans les camps de réfugiés au Kenya et en Éthiopie. La population du camp le plus grand, au Kenya, Dadaab, croît de plus de 1300 âmes par jour. Elle pourrait monter jusqu'au demi-million, a déclaré Oxfam.

La BBC a affirmé : « Certaines parties de la capitale, où il y a des camps pour les déplacés, ont été parmi les trois zones que l'ONU a déclarées affectées par la famine la semaine dernière. »

La BBC a rapporté le 4 Août que l'ONU avait déclaré que 4 millions de kényans étaient menacés par la faim.

Le 4 août, l'Unité des Nations Unies pour l'Analyse de la Sécurité Alimentaire et la Nutrition disait que la famine était « probablement destinée à persister au moins jusqu'à décembre ».

Les fonctionnaires des États-Unis ont accusé la rébellion al-Shabab, qui contrôle le Sud de la Somalie, d'être responsables de la faim.

Al-Shabab- qui a affronté durant les quatre dernières années le Gouvernement Fédéral de Transition soutenu par les États-Unis- a été étiquetée organisation terroriste et branche d'Al-Quaida par les États-Unis.

Washington prétend que le groupe est responsable d'une aggravation des conséquences de la sécheresse en bloquant les voies d'acheminement de l'aide humanitaire dans les zones les plus affectées.

Les rebelles ont annulé une décision antérieure de lever l'interdiction des agences internationales. Cela a encouragé la Secrétaire d'État Hillary Clinton à prétendre le 4 août que al-Shabab « empêchait l'assistance aux populations les plus vulnérables en Somalie ». Mais il y a plus en jeu. Les responsabilités de la crise en Somalie reviennent entièrement aux États-Unis.

Des décennies d'intervention occidentale se trouvent au cœur de la crise. Des responsables d'organisations humanitaires ont cité un manque de moyens- et non pas al-Shabab- comme l'obstacle principal pour atteindre les victimes de la famine.

Le 4 Août, The Guardian, a rapporté que Anna Schaaf, porte-parole pour le Comité International de la Croix Rouge, avait dit : « Les limites de notre action se situent plus du côté de la logistique que de celui de l'accessibilité ».

L'UNICEF et la Croix Rouge ont cité des problèmes d'achats d'aliments et de planification de vols comme leurs principales préoccupations. « L'insuffisance des stocks en Somalie incombe gravement aux organisations humanitaires », a dit à The Guardian Tony Burns, le directeur des opérations pour Saacid, la plus vieille ONG en Somalie.

Al-Shabab bloque peut-être des voies d'exode pour les réfugiés partant vers le Sud, mais, poursuit Bruns, les rebelles « ne sont pas monolithiques » et on peut négocier avec eux. « Ils sont radicaux dans certaines zones, mais très modérés dans d'autres. Dans des zones où ils sont faibles, ce sont plutôt les clans qui font la loi » a déclaré Bruns.

Le New York Times a affirmé le 20 Juillet : « Les responsables des ONG soutiennent que, les règles du gouvernement américain, qui interdisent le soutien matériel aux activistes, qui exigent souvent des « taxes » pour autoriser le passage des livraisons, entravent aussi les efforts d'urgence »

Enfin, les prix alimentaires mondiaux- alimentés par la spéculation et la soif de profit- ont recommencé à monter en flèche en 2010 après être descendus de leur sommet de 2008.

Le prix des céréales en Somalie était de 240% plus élevé en Mai par rapport à l'an dernier, ce qui continue d'aggraver les dangers de la sécheresse.

L'ONU a demandé 1,6 milliards de dollars pour faire face à la crise, mais n'en a reçu environ que la moitié. Les États-Unis ont promis quelques pitoyables 28 millions en réponse à la requête de l'ONU. Clinton a prétendu que les États-Unis avaient déjà donné 431 millions de dollars en nourriture et en aide d'urgence à la Somalie pour cette année uniquement.

Mais une lourde part de ce que les États-Unis allouent à la Somalie arrive sous forme d'assistance militaire, au gouvernement Somalien comme à la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM) forte de 9000 hommes, majoritairement des militaires d'Ouganda et du Burundi.

La présence de l'AMISOM a alimenté une guerre civile qui a terrorisé des millions de somaliens ordinaires.

L'implication directe dans le contre-terrorisme est également un élément majeur de la politique étrangère étasunienne dans la région. Ce rôle s'intensifie avec l'extension de la guerre des drones et d'autres activités.

Dans une récente visite en Somalie, le journaliste Jeremy Scahill a rapporté dans un article de The Nation daté du 12 Juillet qu'il avait découvert une base de la CIA,où des prisonniers du Kenya et d'Éthiopie sont interrogés, près de l'aéroport de Mogadiscio.

La base est également impliquée dans des frappes militaires clandestines. Black Agenda Report a affirmé le 13 Juillet que la famine était directement liée à l'escalade du conflit militaire étasunien : « Les États-Unis ont armé toute une série de milices opérant près des frontières avec l'Éthiopie et le Kenya, rendant l'agriculture normale impossible,



Abdihakin Omar, un enfant de 3 ans souffrant de malnutrition à l'hôpital Banadir à Mogadiscio, Somalie le 21 Juillet 2011



Les fonctionnaires des États-Unis ont accusé la rébellion al-Shabab, qui contrôle le Sud de la Somalie, d'être responsables de la faim



Les responsabilités de la crise en Somalie reviennent entièrement aux Etats-Unis, par ailleurs Obama a annoncé en Juillet dernier qu'il envoyait des marines pour entraîner les « soldats de la paix » africains sur place



Combien de temps cet enfant va-t-il pouvoir su



Les camps pour les déplacés, ont été parmi le
par la



Un enfant sur dix âgé de moins de cinq ans r
cause de la famin



Washington prétend que le groupe Al-Shab
conséquences de la sécheresse en bloquant les

MINE MADE IN USA



urvivre sans une aide humanitaire d'urgence ?



es trois zones que l'ONU a déclarées affectées famine



meurt toutes les onze semaines en Somalie à ne qui progresse



bab est responsable d'une aggravation des s voies d'acheminement de l'aide humanitaire



La sécheresse tue également des animaux à Mogadiscio



La Corne de l'Afrique est actuellement touchée par un épisode de sécheresse sans précédent et 10 millions de personnes sont menacées



Des habitants du Sud de la Somalie en attente de recevoir des aides dans un camp de Mogadiscio



Pour ceux qui veulent voir la fin de la guerre et de la famine en Somalie, les forces de la paix de l'ONU ne sont pas une solution

et l'actuelle énorme catastrophe était inévitable. »

L'AFRICOM [United States Africa Command, commandement unifié pour les opérations étasuniennes en Afrique, ndt] a été créé en 2007. Son budget pour l'an prochain est proche des 300 millions de dollars, une augmentation de plus de 20 millions de dollars par rapport à l'année dernière.

La Somalie est un élément central dans l'implantation de l'AFRICOM. L'administration Obama a annoncé en Juillet qu'elle envoyait des marines pour entraîner les « soldats de la paix » africains sur place. Elle a promis plus de 75 millions de dollars pour l'assistance antiterroriste en Somalie.

La responsabilité occidentale dans la crise remonte à plusieurs décennies. L'austérité et la privatisation mondiales- conduites par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International (FMI)- ont semé le désordre dans le Tiers-Monde, à l'ère des « ajustements structurels », qui a commencé en 1970.

Un article de Pambuka News daté du 3 Août signalait que la Somalie était autosuffisante jusqu'à la fin des années 1970, en dépit de conditions de sécheresse. Mais la politique financière mondiale a tiré les salaires vers le bas et augmenté les coûts pour les paysans, aplanissant la route pour la guerre civile, qui a éclaté en 1988.

Les États-Unis ont longtemps vu la Corne de l'Afrique comme une zone stratégique, par sa proximité avec des routes commerciales passant par le Canal de Suez, et son accès au Moyen-Orient et à l'Asie du Sud.

La militarisation, l'ajustement structurel et la dernière guerre civile des années 1980 ont produit une horrible famine qui, en 1991 avait pris 300 000 vies.

Les États-Unis ont pris la famine comme prétexte pour une intervention militaire et envoyé des troupes en 1992, avec le soutien de l'ONU, et cela, en dépit du fait que la plus sévère période de famine s'était achevée plusieurs mois plus tôt, et que le taux de mortalité avait chuté de 90%.

Les fonctionnaires étasuniens ont estimé que leurs forces ont fait entre 6000 et 10 000 victimes- dont les deux tiers sont des femmes et des enfants- durant les six premiers mois de 1993 seulement.

Depuis l'intervention, la Somalie a constamment été classée au bas de l'échelle du développement humain, de l'espérance de vie à la mortalité infantile.

Depuis 1991, elle a été dévastée par des guerres civiles, alimentées par le soutien américain à divers camps de belligérants.

En 2006, l'Éthiopie voisine a envahi la Somalie pour renverser l'Union des Cours Islamiques (UCI), qui détenait le pouvoir depuis à peine quelques mois, mais parvenait à apporter un faible degré de stabilité au pays.

Le soutien, l'entraînement et le financement étasunien du renversement éthiopien de l'UCI ont été un secret de Polichinelle- de même que le soutien de Washington à l'installation du Gouvernement Fédéral de Transition à la place de l'UCI.

Quand l'Éthiopie s'est retirée au début de 2009, elle a laissé derrière elle une guerre civile aggravée et une crise des réfugiés. Environ 10 000 personnes ont été tuées et 1,1 million de somaliens sont devenus des réfugiés.

Human Rights Watch a publié un rapport en décembre 2008 d'après lequel 40% de la population de la Somalie du Sud et du centre avaient un besoin urgent d'assistance humanitaire.

Alex Thurston a déclaré dans un commentaire sur africaisacountry.com : « La chute et la fragmentation de l'UCI, combinées à la brutalité de l'occupation éthiopienne, ont facilité l'émergence d'Al-Shabab, l'aile militaire de l'ICU »

Le danger d'une intervention militaire étasunienne en Somalie refait surface pour l'avenir proche. La famine- exactement comme en 1992- fournit une couverture potentielle pour une implication de plus en plus forte.

Le 6 Août, al-Shabab, a fui les zones rebelles de la capitale, Mogadiscio. Au sommet de sa gloire, l'organisation contrôlait à peu près le tiers de la ville. Mais la question de savoir si le gouvernement peut garder le contrôle de la ville reste ouverte.

Schahill a décrit la situation : « Dans la bataille contre Shabab, les États-Unis ne semblent pas, en fait, avoir accordé leurs violons avec ceux du gouvernement somalien »

« La stratégie étasunienne qui émerge en Somalie- politique officielle, présence secrète étendue, financement de plans divers- a deux orientations principales : d'une part, la CIA entraîne, paie et parfois dirige les agents de renseignement somaliens qui ne sont pas fermement contrôlés par le gouvernement somalien, tandis que le JSOC [Joined Special Operation Command] conduit des frappes unilatérales sans en avertir le gouvernement ; d'autre part, le Pentagone accroît son soutien et ses livraisons d'armes aux opérations de forces militaires africaines non-somaliennes ».

Pendant ce temps, le président ougandais Yoweri Museveni, un solide allié des États-Unis, a appelé à ce qu'une zone d'interdiction de vol soit établie au Sud de la Somalie.

Et à Washington, NewsDay.com a affirmé le 27 Juillet que le parlementaire républicain Peter King aidait à alimenter la pression pour une intervention soulevant le spectre du terrorisme aux États-Unis- (parce qu'Al-SHabab recruterait des somaliens-américains).

Pour ceux qui veulent voir la fin de la guerre et de la famine en Somalie, les forces de la paix de l'ONU ne sont pas une solution. Les troupes de l'ONU suivent les décrets des États-Unis et leurs priorités, comme elles l'ont fait durant l'intervention humanitaire de 1993.

Les Etats Unis s'inquiètent surtout d'assurer leur domination sur une région stratégique. Une famine dévastatrice et des milliers de morts ne sont qu'un faible prix à payer pour atteindre cet objectif. Pour mettre un terme aux misères du pays il faut que les États-Unis se tirent de la Somalie maintenant.

Source: Green Left Weekly/ Socialist Worker
Traduit de l'anglais par Marc Harpon
Changement de Société 31 août 2011

La réforme du modèle économique cubain (2e partie) Causes et perspectives

Par Salim Lamrani *

Les facteurs internes

D'un point de vue national, plusieurs facteurs – dont une partie substantielle sont en lien direct avec l'état de siège imposé par les Etats-Unis – sont à mettre en exergue tels que la bureaucratie, la corruption au niveau intermédiaire – et parfois au plus haut niveau – de la structure étatique entraînant le renforcement du marché parallèle, le manque de débat critique, la faible productivité, l'hypertrophie du secteur public, la production insuffisante de matières premières alimentaires, la décapitalisation de l'industrie et de l'infrastructure productive, ainsi que le vieillissement de la population.

1. La bureaucratie

La bureaucratie est un réel problème à Cuba et affecte des pans entiers de la société. La presse cubaine, qui a longtemps éludé le sujet, n'hésite désormais plus à en dénoncer l'indolence, l'inefficacité et les dérives. Le principal quotidien du pays, Granma, porte-parole du Parti communiste, a virulemment stigmatisé le poids de la bureaucratie et exhorte à « un changement de mentalité » dans une chronique intitulée « Bureaucratisme, de règle à exception ». Selon l'article, « il y en a encore qui ferment les yeux face au nouveau scénario qui se met en place pour l'économie et la société ». Certains ont « la bureaucratie dans les veines, inoculée comme un virus mortel », alors que d'autres ne souhaitent pas que change « le système d'obstacle, de dilation, d'impunité et l'amende ou le bakchich pour qu'une démarche quelconque arrive à son terme ». Nombre de fonctionnaires « profitent de leurs huit heures quotidiennes de bourreaux rendant la vie impossible » aux citoyens. Granma appelle le gouvernement à mettre un terme à ce « fléau parasitaire au sein de l'administration publique », notamment pour l'application des nouvelles mesures d'élargissement du secteur privé [1].

Le quotidien Juventud Rebelde a également dénoncé une bureaucratie « aux méthodes autocratiques et verticalistes », insensible aux problèmes de la population. Le journal fustige son comportement « impardonnable et paradoxal », notamment en cette période de grands changements à Cuba. Cette dernière ne daigne même pas répondre aux courriers de la population dans plus de 30% des cas et refuse « d'évaluer les problèmes à la racine ». « Un autre élément préoccupant est l'impunité avec laquelle les lois, les normes et même les droits des citoyens sont transgressés, devant les yeux de supérieurs [2] ».

Alfredo Guevara, père du cinéma cubain et ami personnel de Fidel Castro, a approuvé la volonté de réforme du gouvernement et a appelé à mettre fin à l'étatisation outrancière de la société cubaine. « Nous sommes en train de vivre un processus de destruction de l'étatisation de la société et j'espère que nous aurons un Etat qui s'autolimite dans ses fonctions et qui permette à la société de se développer [3] ». Cela permettra d'atteindre « un niveau d'indépendance et de maturité qui sera un grand apport » pour le pays. Guevara a souvent dénoncé la bureaucratie cubaine « absurde et inefficace [4] » ainsi que le paternalisme contre-productif de l'Etat. D'après lui, « la bureaucratie est représentée par des dirigeants inutiles qui pensent que leur tâche consiste uniquement à donner des ordres. L'Etat, ce n'est pas la bureaucratie, mais évidemment un Etat disproportionné crée un phénomène idéologique bureaucratique [5] ».

Le président de la République Raúl Castro a mis en garde les partisans du statu quo, qui refusent le changement : « Nous serons à la fois patients et persévérants face aux résistances au changement, qu'elles soient conscientes ou inconscientes. J'avertis que toute résistance bureaucratique à l'accomplissement stricte des accords du Congrès, massivement soutenus par le peuple, sera inutile [6] ».

2. La corruption



Le président de la République Raúl Castro a mis en garde les partisans du statu quo, qui refusent le changement

La corruption est également un phénomène endémique à Cuba et gangrène les niveaux intermédiaires de la structure étatique, y compris les inspecteurs des impôts, et parfois la plus haute hiérarchie [7]. Le marché noir s'est substantiellement développé à Cuba depuis la chute de l'Union soviétique. Elle est principalement due à l'insuffisance du revenu mensuel. Raúl Castro l'a d'ailleurs reconnu sans ambages : « Le salaire est encore clairement insuffisant pour satisfaire tous les besoins, et il a pratiquement cessé de remplir son rôle d'assurer le principe socialiste selon lequel chacun apporte selon sa capacité et reçoit selon son travail. Cela a favorisé des manifestations d'indiscipline sociale [8] ». Or, toute augmentation du traitement mensuel ne peut survenir qu'en parallèle à une augmentation de la production, laquelle génèrera plus de revenus.

Une étude réalisée en 2005, à la demande expresse de Fidel Castro, avait révélé l'ampleur du vol de combustible dans les 2 000 stations à essence du pays. Durant quarante-cinq jours, les employés de ces points de vente avaient été remplacés par des travailleurs sociaux et renvoyés chez eux, avec le maintien intégral de leur salaire. Le premier rapport rendu public avait montré que plus de 50% de l'essence était détourné. En effet, les revenus quotidiens générés par les 2 000 points de ventes avaient augmenté de 100 000 dollars, soit une croissance de 115% par rapport à la situation antérieure. Dans la province de Santiago de Cuba, les revenus avaient explosé de 553%, illustrant ainsi le fait que plus de 80% du combustible était dérobé à l'Etat et revendu dans l'économie souterraine [9]. Un détournement d'une telle ampleur ne peut être effectué sans la complicité active de hauts-fonctionnaires occupant des postes à responsabilité. Par le passé, plusieurs ministres ont été destitués, traduits en justice et condamnées à de lourdes peines de prison pour corruption et détournements de fonds [10]. Récemment trois ministres ont été limogés pour diverses raisons [11]. Face à ce constat alarmant, Fidel Castro avait mis en garde contre un effondrement total du système : « Ce pays peut s'autodétruire lui-même ; cette Révolution peut s'autodétruire [...], nous pouvons la détruire, et ce serait notre faute [12] ».

Raúl Castro, conscient que la corruption n'épargne pas les hauts-fonctionnaires, a envoyé un message clair aux responsables de tous les secteurs : « Il faut mettre un terme définitif au mensonge et à la tromperie dans la conduite des cadres, de tout niveau ». De manière plus insolite, il s'est appuyé sur deux des dix commandements bibliques pour illustrer son propos : « Tu ne voleras point » et « tu ne mentiras point ». De la même manière, il a évoqué les trois principes éthiques et moraux de la civilisation Inca : « ne pas mentir, ne pas voler, ne pas être paresseux », lesquels doivent guider la conduite de tous les responsables de la nation [13]. En effet, le marché noir est alimenté par le détournement massif de marchandises importées par l'Etat et implique forcément de hauts dirigeants. Raúl Castro a été explicite à ce sujet : « Face aux violations de la Constitution et de la légalité établie, il n'y a d'autres alternatives que de recourir au Procureur et aux Tribunaux, comme nous avons déjà commencé à le faire, pour exiger des responsabilités aux contrevenants, quels qu'ils soient, car tous les Cubains, sans exception, sommes égaux devant la loi [14] ».

Gladys Berejano, vice-présidente du Conseil d'Etat et responsable de la lutte anticorruption du gouvernement cubain, a reconnu que le combat contre les malversations restait un défi majeur et l'une des grandes priorités nationales. Selon un récent audit réalisé en 2011, à peine 46% des entités publiques évaluées à Cuba présentaient un bilan acceptable. Dans le reste des agences et entreprises d'Etat, les administrateurs ont falsifié les livres de comptes afin de détourner des articles vers le marché noir, avec la complicité des experts-comptables chargés d'évaluer la santé financière de la structure[15].

L'affaire Esteban Morales est édifiante dans la mesure où elle permet de faire la lumière sur la lutte entre les forces obscures et conservatrices toujours présentes au sein du Parti Communiste Cubain et ses secteurs plus critiques et progressistes. Dans un article publié sur le site Internet de l'Union nationale des écrivains et artistes de Cuba (UNEAC), Esteban Morales, économiste et membre du Parti communiste cubain à la réputation honorable, spécialiste de la question du racisme et des relations avec les Etats-Unis, avait mis en garde en avril 2011 contre le principal danger qui menaçait le processus révolutionnaire cubain : la corruption. Il avait dénoncé l'enrichissement illicite de certains haut-fonctionnaires et membres du gouvernement sans citer de noms, les accusant de préparer le transfert des biens publics entre des mains privées, en cas de chute du régime, dans un processus similaire à ce qui s'était passée dans l'ex Union Soviétique. « Il est indéniable que la contre-révolution prend peu à peu des positions à certains niveaux de l'Etat et du gouvernement ». Il avait cité en exemple la distribution récente de terres en usufruit et les nombreux cas de « fraudes, illégalités, favoritismes, lenteur bureaucratiques » qui se sont ensuivis, ainsi que d'autres cas de hauts-fonctionnaires qui se sont rendus coupables de détournements de fonds et ont ouvert des comptes bancaires à l'étranger[16].

Suite à la publication de cette réflexion sévère et implacable sur la forme mais fondamentalement avérée, Morales a été exclu du Parti Communiste Cubain et son article retiré du site de l'UNEAC. Néanmoins, face au large soutien dont il a bénéficié parmi les membres du Parti – y compris celui de Raúl Castro –, la Commission d'Appel du Comité Central a désavoué la décision prise en première instance et a réintégré Morales dans ses fonctions [17].

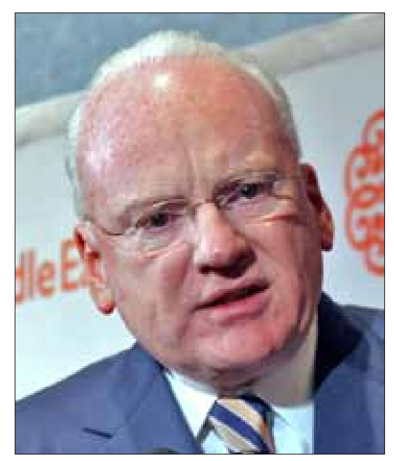
3. La culture du débat

L'absence d'une véritable culture du débat critique à Cuba constitue un frein au développement de la nation. Les plus hauts dirigeants sont conscients cette réalité. Ainsi, Fidel Castro regrette l'unanimité de façade trop souvent présentée, notamment dans la presse cubaine : Pendant longtemps on a eu tendance ici à supposer que les remarques critiques, la dénonciation de ce qui n'allait pas faisaient le jeu de l'ennemi, aidaient la contre-révolution. Certains ont peur parfois d'informer sur quelque chose en pensant que cela pourrait servir à l'ennemi. Or nous savons pertinemment que le travail des médias est très important dans la lutte contre les faits négatifs. C'est pourquoi nous avons encouragé à l'esprit critique. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il était nécessaire de développer bien davantage l'esprit critique [18].

Raúl Castro a également fustigé les non-dits, la complaisance et la médiocrité. Il a appelé à plus de franchise. « Il ne faut pas craindre les divergences de critères [...], les différences d'opinions [...], qui seront toujours préférables à la fausse unanimité basée sur la simulation et l'opportunisme. Il s'agit de surcroît d'un droit dont personne ne doit être privé ». Castro a dénoncé l'excès de la « culture du secret à laquelle nous nous sommes habitués durant plus de cinquante ans » pour occulter les erreurs, les défaillances et les manquements. « Il est nécessaire de changer la mentalité des cadres et de tous nos compatriotes [19] », a-t-il ajouté, en proposant de limiter à 10 ans les mandats politiques « afin d'assurer un rajeunissement

Suite à la page (16)

L'ex-chef de l'antiterrorisme accuse la CIA d'avoir protégé les terroristes du 11 septembre 2001



Répression des forces armées chiliennes sur les étudiants

Par Bill Van Auken

L'ex-conseiller en chef de l'antiterrorisme à la Maison blanche, ayant servi sous les gouvernements de Clinton et George W. Bush, accuse la CIA, dans un entretien récemment publié, d'avoir délibérément caché la présence aux États-Unis de deux membres saoudiens d'Al Quaida qui ont par la suite participé aux attentats du 11 septembre 2001. « Une décision a été prise en haut de la hiérarchie de la CIA interdisant aux gens de partager cette information, » affirme Richard Clarke, ex « tsar » de l'antiterrorisme, dans un entretien réalisé en octobre 2009 qui n'a été rendu public que cette semaine par les réalisateurs d'un documentaire devant sortir bientôt intitulé « Qui est Richard Blee ? » Blee est un officier de la CIA qui a dirigé l'unité chargée de Ben Laden dans la période précédant le 11 septembre.

Interrogé sur le niveau hiérarchique auquel cette décision aurait été prise, Clarke a répondu, « J›imagine qu›elle aurait dû être prise par le directeur, » le directeur à l›époque était George Tenet.

Tenet a réagi à ces accusations dans une déclaration conjointe avec Blee et Cofer Black, ex-chef du centre antiterroriste de la CIA, qui est ensuite devenu l›un des dirigeants de Blackwater et d›autres compagnies privées opérant dans le secteur du renseignement et de la sécurité. Ils ont qualifié les accusations de Clarke de « hâtives et profondément erronées. » Ils ont ajouté qu›ils avaient été exonérés de toute faute par la commission du 11 septembre, l›enquête du Congrès, et le rapport de l›inspecteur général de la CIA.

Toutes ces enquêtes n›ont servi qu›à blanchir le rôle des agences gouvernementales dans les événements du 11 septembre. Faisant référence à leur propre participation à ces enquêtes, ces trois responsables de la CIA écrivent, « nous avons témoigné sous serment sur ce que nous avons fait, ce que nous savions et ce que nous ne savions pas. Nous maintenons ces témoignages. »

D›après les réalisateurs du documentaire, lorsque Clarke a été informé de cette déclaration, il a dit qu›il maintenait la position qu›il exprimait dans l›entretien de 2009.

Dans cet entretien, Clarke, quand il lui est demandé s›il a interrogé Tenet et les autres responsables de la CIA au sujet des informations qu›on lui avait cachées, répond, « ils s›en sont tirés. Même si vous leur faisiez subir une simulation de noyade sous torture [Waterboarding, ndt] ils ne diraient rien. »

La CIA suivait les deux agents d›Al Quaida – Nawaf Al-Hazmi et Khalid al-Mihdhar – dès 1999. Ce sont les premiers des terroristes du 11 septembre à être entrés sur le territoire américain, ils ont été identifiés comme deux des passagers du vol American Airlines 77, qui s›est écrasé sur le Pentagone ce jour-là.

Travaillant de concert avec les renseignements malaisiens, la CIA a suivi leurs activités et les a filmés quand ils se sont rendus à une réunion de préparation réunissant Al Quaida et d›autres groupes terroristes islamistes à Kuala Lumpur, la capitale malaisienne. Ils se sont ensuite envolés pour la Thaïlande, où la CIA a affirmé qu›elle avait perdu leur piste, puis ont pris un vol pour les États-Unis, arrivant à Los Angeles le 15 janvier 2000.

Alors que la CIA savait que l›un des deux membres d›Al Quaida avait obtenu un visa pour les États-Unis, elle n›a fait aucune tentative de prévenir le FBI ou le ministère de l›intérieur américain, ce qui aurait placé leurs noms sur une « liste de surveillance des terroristes » pour qu›ils puissent être appréhendés ou suivis à leur arrivée sur le sol américain.

Dans l›entretien filmé de 13 minutes, posté par les réalisateurs du documentaire à venir sur leur site web, secrecykills.com, Clarke suggère que la CIA ait protégé les membres d›Al Quaida de l›attention des autres agences parce qu›elle voulait les «retourner», les recruter comme informateurs dans le groupe terroriste. Il dit que cette théorie est « la seule explication que j›ai pu trouver » de la raison pour laquelle la CIA n›aurait pas informé le FBI ou même la Maison blanche de leur présence aux États-Unis.

Il remarque que, si le FBI avait appris la présence des deux saoudiens aux États-Unis, ils seraient passés dans son ressort, interférant avec les plans qu›il attribue à la CIA de les recruter et de les utiliser comme ses propres «taupes.» Clarke spécule ensuite sur le fait que l›Agence est passée par l›intermédiaire des services de renseignement saoudiens pour contourner les restrictions légales à ses opérations à l›intérieur des États-Unis.

Clarke a rejeté les affirmations de Tenet selon lesquelles il n›était pas au courant des informations relatives aux deux agents d›Al Quaida. « George Tenet prenait connaissance de toutes les informations sur Al Quaida à la loupe, » dit-il dans l›entretien. « Il lisait les rapports bruts avant même les analystes en antiterrorisme, et il m›appelait à 7h30 le matin pour en discuter. »

Clarke a dit que si, au début, il avait pensé que l›incapacité de la CIA à prévenir les autres agences au sujet d›al-Hazmi et al-Mihdhar était la faute d›un « analyste isolé de la CIA » qui n›aurait pas reconnu l›importance de l›information, il sait maintenant que « Non, il y avait cinquante, 5 suivi d›un 0, employés de la CIA qui étaient au courant de cela. Parmi ces cinquante personnes de la CIA qui savaient que ces types étaient dans le pays, il y avait le directeur. »

Il a ajouté que le fait qu›il n›ait pas été informé ne pouvait être que le résultat d›un ordre direct d›empêcher l›information de remonter jusqu›à la Maison blanche. « À moins que quelqu›un ne soit intervenu pour arrêter la distribution automatique normale [des dossiers de renseignement], j›aurais nécessairement dû la recevoir. » a-t-il dit.

« Pour moi à ce jour, » ajoute-t-il, « il est inexplicable, alors que je recevais tous les autres détails sur tout ce qui touchait au terrorisme, que le directeur ne m'ait rien dit, que le directeur du

Suite à la page (18)

Les cinq : Lettre de septembre à Obama

Libérez les Cinq Cubains !


Fernando González


Ramón Labañino


Antonio Guerrero


Gerardo Hernández


René González

Combattants héroïques contre la terreur de l'impérialisme américain

Monsieur le Président Obama
The White House
1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500

Monsieur le Président,

Comme chaque mois depuis votre élection à la Maison Blanche, au nom des amis des Cinq de Monein, je m'adresse à vous.

Voilà maintenant treize ans que les cinq cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino et René González sont emprisonnés dans votre pays.

Treize ans d'enfermement dans des conditions extrêmement dures, dans diverses prisons des Etats-Unis, pour ces cinq hommes victimes d'un complot politique.

Treize ans que Gerardo Hernandez n'a pu embrasser son épouse Adriana à qui les autorités de votre pays refusent le visa d'entrée, et presque autant d'années qu'il en est de même pour René Gonzalez et son épouse Olga.

Dans un mois, le 7 octobre 2011, l'un des Cinq, René Gonzalez sera libéré. Mais que signifie une telle libération, qui obligerait cet homme à rester pendant trois ans à Miami ?

Miami est une ville où quelques nostalgiques du dictateur Batista entretiennent une haine farouche à l'égard de la révolution cubaine.

C'est à Miami que les cinq ont été jugés dans les conditions iniques que vous connaissez Monsieur le Président.

C'est à Miami que réside la mafia qui est prête à tout pour détruire un régime qu'elle abhorre, mafia qui vénère le terroriste Luis Posada Carriles.

Vous imaginez, Monsieur le Président, dans ce repaire de tueurs, les conditions de vie d'un patriote Cubain sortant de treize années de prison pour avoir défendu son pays? Autant l'envoyer directement à l'abattoir !

C'est à Miami qu'ont été programmés les plus violents attentats. L'opération Condor est encore dans toutes les mémoires, avec sa litanie de crimes.

La congressiste républicaine de Floride Ileana Ros-Lehtinen a osé déclarer en mars 2006, lors d'une interview pour le documentaire britannique 638 Ways to Kill Castro : « J'approuve la possibilité de voir quelqu'un assassiner Fidel Castro ». Ros-Lehtinen est vice-présidente du Comité des relations internationales de la Chambre des Représentants. Il ne faut pas compter sur elle pour fournir des gardes du corps à René Gonzalez pendant trois ans, elle paierait plutôt des hommes de main pour l'abattre !

Croyez-vous qu'il serait aisé à ce patriote cubain de trouver un employeur? Bien sûr tous les habitants de Miami ne sont pas des ennemis de la révolution cubaine, mais j'imagine déjà les menaces de mort que recevraient ceux qui auraient le courage d'offrir du travail à René Gonzalez ! Nous avons vu comment ont été traitées les personnes qui avaient été pressenties pour être jurées lors du procès des Cinq à Miami!

Dans cette ville, René pourrait-il vivre sereinement en famille? Comment penser que sa femme obtiendrait tout d'un coup le visa qui lui a été refusé pendant des années ? Quand bien même Olga l'obtiendrait, comment imaginer une vie familiale dans une angoisse permanente face à des conditions de vie aussi dangereuses ?

René Gonzalez pourrait-il témoigner impunément, depuis Miami, des treize années passées dans vos prisons ? C'est impensable !

Monsieur le Président, c'est avec la plus grande gravité que je m'adresse à vous. Il vous reste à peine un mois pour prendre la décision de renvoyer ces cinq hommes valeureux à Cuba.

En refusant de signer leur libération, vous porteriez une responsabilité écrasante dans les événements prévisibles qui suivraient.

Certes, vous risqueriez de perdre quelques électeurs de Floride, mais vous gagneriez l'estime et le respect de millions de citoyens des Etats-Unis et du monde. Vous sortiriez grandi, face à la Justice de votre pays, et face à vous-même, Monsieur le Président.

Nous attendons tous votre signature qui doit rendre à ces cinq courageux Cubains la liberté dont ils n'auraient jamais dû être privée.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Le premier septembre 2011

Jacqueline Roussie
Quartier Castet (64360 Monein)

Copies envoyées à: Mesdames. Michelle Obama, Nancy Pelosi, Hillary Clinton, Janet Napolitano; à Messieurs Harry Reid, Eric Holder, John F. Kerry, Pete Rouse, Donald Werrilli, et Charles Rivkin,Ambassadeur des Etats-Unis en France.

LGS 2 septembre 2011

Choléra

Suite de la page (14)

Institute s'est ensuite fusionné avec une autre compagnie et est devenu Avant Immunotherapeutics Inc., une entreprise qui reçoit aussi des bourses du NIH.

La PharmAthene de Mekalanos est une compagnie de biodéfense pour le développement et la commercialisation de contre-mesures médicales contre les armes biologiques et chimiques. Leurs clients incluent le Département de la Défense des Etats-Unis, l'Institut National des Allergies et des Maladies Infectieuses, Biomedical Advanced Research Authority and Development, et les Instituts nationaux américains de la santé. Pour le 2e trimestre de 2011, PharmAthene a vu des revenus de 6.4 millions de dollars comparativement à 4.8 millions de dollars à la même époque pour l'année 2010: une augmentation de 1.6 millions de dollars. Son programme d'entreprise SparVax, a totalisé 5.3 millions de dollars pour les trois mois se terminant en Juin 30, 2011, comparativement à 2.1 millions de dollars pour la même période en 2010.

La troisième compagnie de Mekalanos, Matrivax Research & Development Corporation à Boston est une petite compagnie privée, avec seulement 8 employés qui a reçu un revenu de 710.000 dollars l'an dernier, partagé par Mekalanos et ses deux partenaires et employés. Il est directeur du Matrivax qui reçoit des fonds privés, y compris les bourses de la Fondation Bill Gates.

Mekalanos est également le fondateur de Versicor qui fait des recherches sur les virus. Versicor est au moins une compagnie de plusieurs millions de dollars, gagnant 22 millions de dollars en investissements dans l'année 1997. Cette même année, ils ont ciblé "le besoin important médical dans tout le monde pour les antibiotiques [qui] se témoigne a la taille actuelle du marché, qui dépasse actuellement $ 23 milliards de dollars." La société "a eu accès à une technologie exclusive pour l'identification de nouvelles cibles thérapeutiques dans les bactéries provenant du laboratoire du Professeur John Mekalanos, qui est le Chef du Département de Microbiologie et de Génétique Moléculaire.»

Selon son profil exécutif en Bloomsberg / Businessweek, des informations sur le revenu annuel de Mekalanos, ses stocks, et sa rémunération totale ne sont pas disponibles.

Mekalanos n'a laissé aucun conflit d'intérêt l'empêcher de promouvoir son vaccin: « Quand j'ai entendu en Janvier 2010 qu'il y avait un tremblement de terre en Haïti, la première chose qui m'a traversé l'esprit était 'combien de temps?' Je savais que le choléra passerait là, tôt ou tard, la seule question était quand.

« Pourquoi le pays n'avait-il pas stocké le vaccin? Vous n'aurez jamais les stocks de ce vaccin si quelques organisations de la santé mondiale ne disent pas qu›il est logique de le faire. Et l›organisation évidente est l›OMS (WHO). Il faut du courage pour faire cette déclaration et de s›y tenir.

« En guise de divulgation complète, j›ai été impliqué dans le développement de vaccins contre le choléra, sorte que vous pourriez dire que je suis en conflit. Toutefois, d›autres ont aussi fait des vaccins contre le choléra. Le problème n›a pas été celui de bien faire un vaccin sûr et efficace. C'est aux agences de dire qu›ils sont prêts à l›utiliser dans le cadre de la politique publique. Après cela je suis sûr que nous pourrons savoir comment obtenir des stocks mondiaux »

L›idée que les tremblements de terre causent le choléra est absurde. Les tremblements de terre ne peuvent pas créer le choléra. Le choléra peut être libéré par la contamination de l'eau potable par des eaux usées lors des tremblements de terre, mais ceci ne peut pas arriver dans des endroits où le choléra n'existe pas déjà dans les eaux usées. Il n›existe aucune preuve que le choléra ait jamais existé en Haïti avant l'Octobre 2010. La première apparition du choléra fut explosive et dans la région de l›Artibonite: une zone rurale qui n›avait pas subi de dommages par le séisme. A Port-au-Prince, où les dégâts du tremblement de terre ont été massifs, l›incidence du choléra a été cinq fois moindre que dans l›Artibonite.

Fait intéressant: le soutien le plus enthousiaste pour les efforts de Harvard pour vacciner les Haïtiens est venu de nul autre que l›ONU, du Directeur de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS, aussi PAHO), le Dr John Andrus.

« Je vois une réelle opportunité de vacciner les groupes vulnérables dans les pays qui n›ont pas encore vu l›épidémie, mais que nous savons seraient très vulnérable si le choléra est importé .... Je m›inquiète au sujet de certains des pays les plus pauvres des Caraïbes. Je m›inquiète de l›Amérique centrale. »

La première action d'Andrus pendant l›épidémie a été de donner une conférence de presse. Là, il a annoncé que l›on doit s›attendre à plusieurs milliers de morts Haïtiens du choléra, et il a plaidé pour des dons de 164 millions de dollars à l›ONU et un groupe de 42 ONG qu›il avait rapidement réuni sous l›égide de l›OPS.

Plusieurs fois, l›ancien gouvernement du président Préval est venu sous une forte pression de l›ONU pour vacciner la population haïtienne, et chaque fois le ministère haïtien de la Santé Publique a refusé. Si le ministère avait acquiescé aux campagnes de vaccination, l›ONU, par l›intermédiaire de l›OPS, aurait acheté des doses massives du vaccin de Mekalanos. Harvard et ses affiliés d'affaires aurait réalisé de grands bénéfices.

Il est intéressant de noter que la source de choléra en Haïti a été identifié, non pas par des chercheurs américains ou européens plusieurs mois après l›épidémie, mais par les Haïtiens chez eux et dans la diaspora dans les premiers jours du choléra. Dans un article paru dans Axis of Logic, j›ai écrit que l›épidémie avait été introduite en Haïti par les Nations Unies. Peu après le Maire et les citoyens de Mirebalais ont porté à l›attention de la presse leur observation que l›épidémie avait commencé en aval de la base de l›ONU des soldats népalais près du village de Meille dans la région de l›Artibonite.

Une étude épidémiologique plus formelle publiée cet été par le Docteur Renaud Piarroux a confirmé et renforcé les observations initiales faites par des Haïtiens.

Surtout, le groupe Piarroux en France a conclu qu›il doit y avoir eu des cas actifs de choléra parmi les troupes de la MINUSTAH népalais en Octobre dernier pour que la dose de choléra dans l›eau du fleuve Artibonite ait été mortelle: "A notre connaissance, seules des doses infectieuses plus de 10.000 bactéries peuvent produire une infection bénigne sur des volontaires sains et des doses plus élevées sont nécessaires pour provoquer des infections graves. Atteindre de telles doses dans la rivière Meille n'est pas compatible avec la quantité de bactéries excrétées par des porteurs asymptomatiques, alors que si un ou plusieurs soldats ont été en incubation de la maladie en arrivant, ils auraient ensuite excrétés des selles diarrhéiques contenant 10000 à 10000000 millions de bactéries par litre. Nous pensons donc que les cas symptomatiques ont survenus à l›intérieur du camp de la MINUSTAH."

Cela implique un cover-up par l›ONU, qui continue à prétendre qu›aucun de ses troupes n›a jamais été malade et atteint du choléra.

Au moins six études scientifiques ont résulté de l›épidémie de choléra haïtienne, mais seulement deux ont abouti à des résultats de conséquence. Chacune de ces études a rejeté les découvertes par les Haïtiens comme une simple "rumeur", bien que ces résultats fussent basés sur des dossiers tenus par des haïtiens et cubains, et qui ont rendu possible l›étude épidémiologique par les Français. Si les haïtiens n›avaient pas identifié la source du choléra, il ne pourrait jamais avoir été découvert, mais plutôt l›épidémie aurait été mise sur le compte de la supposée mauvaise hygiène des pauvres, et l›ONU et les ONG auraient exploité l›épidémie comme une autre occasion de s›enrichir du malheur des Haïtiens.

Étonnamment l'étude française n'a fourni aucune explication pour le fait que le choléra ait réussi à atteindre l'île de la Gonâve, et a accepté l'explication du gouvernement que les prisonniers qui sont morts du choléra avaient reçu l'eau de la rivière pour boire. En fait, au début le choléra s'est répandu beaucoup trop rapidement à travers le pays pour être expliqué par autre chose qu›une grande distribution de la bactérie dans l›eau infectée en bouteille. Après, j'ai signalé cela au début de l›épidémie, le gouvernement haïtien a interrompu les distributions des «dlo nan sachèt» (l›eau dans des sacs en plastique) qui se distribuaient comme de «l›eau purifiée» dans tout le pays. L›arrêt de cette distribution de l›eau infectée a probablement sauvé des vies.

Piarroux arrêta de suggérer que certains moyens de distribution d›eau hautement infectée ont été impliqué dans l›épidémie. Il a dit, toutefois, qu›il ne pouvait pas expliquer le mécanisme par lequel les gens ont été mortellement infectés bien en aval de l›affluent Meille de l›Artibonite, où l›eau du fleuve, se déplaçant à plus de 100 mètres cubes par seconde, aurait rapidement dilué le choléra à des doses non létales.

Certainement l›un des enseignements les plus importants du tremblement de terre et de l›épidémie de choléra est que les Haïtiens peuvent se procurer leur propre salut. Pendant les premiers jours de l›épidémie, lorsque les enquêtes scientifiques de l'origine du choléra étaient ce qui comptait le plus, il n›y avait pas de plan pour une étude épidémiologique approfondie ni pour une comparaison de l›ADN du choléra en Haïti à ceux du Népal. Il a fallu à la communauté scientifique internationale près d›un an pour faire son travail, et à chaque étape, elle fut obligée de le faire par honte de voir les Haïtiens s'entraider.

La preuve que l›ONU a apporté l›épidémie de choléra en Haïti est venue beaucoup trop tard, mais peut-être à quelque chose malheur est bon, mise à part les publications et distinctions pour les chercheurs occidentaux. Lorsque le Conseil de Sécurité des Nations Unis considérera le prochain mandat de la MINUSTAH, en Octobre de cette année, les Docteurs Renaud Piarroux, Frank Aarestrup, et Paul Keim devront se lever et expliquer pourquoi les soldats de la MINUSTAH doivent être immédiatement retirés d›Haïti afin de prévenir des épidémies nouvelles. Les scientifiques devront en outre proposer que les pays de la MINUSTAH fassent des réparations pour leur pollution des rivières et sources aquifères d›Haïti.

Au lieu de promouvoir les vaccins inutiles aux Haïtiens, l›ONU devrait indemniser les familles des victimes du choléra et financer la construction d›égouts et stations d›épuration à travers le pays en utilisant des haïtiens pour cette entreprise à tous les niveaux.

Axis of Logic 29 Août 2011

Sexual Assault

continued from p(9)

They have to leave. And we need justice, justice for Johnny Jean and the others.

Amy Goodman: Ansel, explain what has unfolded, how you got this videotape, and what has happened since.

Ansel Herz: In late July – it's not totally clear exactly what date it occurred – Johnny Jean was assaulted in some form inside the base. That's what the cell phone video appears to show. And what I've understood is that one of the soldiers who was present in that room was making a video of this on his cell phone. He then came outside of the base one day about a week later, and two young Haitian men were walking by the base. They were playing some music on their cell phone. The soldier said, "*Hey, I like that music. I'd like it on my phone.*" He gave the two Haitian men his phone. These guys were then looking through his phone to see if this soldier had any good music on it. They saw this video on this soldier's cell phone, and one of the young men recognized his own cousin, Johnny Jean, in that video and was shocked. He transferred that video, using Bluetooth, over to his friend's phone. And, at that point, the video had gotten out.

Those boys later gave that video to a local journalist and activist. They were later also in a meeting, they told me, with MINUSTAH [UN Stabilization Mission in Haiti] officials. They told me that the MINUSTAH official who was there denied that this had happened. Then they showed him the video, and he broke out sweating. He was shocked at what he was seeing.

I arrived here in Port Salut on Wednesday [Aug. 31] for the first time. When I arrived, Johnny Jean's family was making a criminal complaint at the courthouse about this incident. Time had passed, and Johnny Jean had not spoken out about this. I think that he was afraid. His mom said that he stayed in the house for two weeks after it first happened, and she didn't know what was going on. And then somebody was walking by her house and asked her, "*Hey, do you know that MINUSTAH soldiers raped your son?*" She was, of course, shocked, and she questioned him. And then they decided to go forward with this criminal complaint. They gave me a copy of the video last Wednesday...

There is a state of tension between the population and the UN troops, especially in light of the fact that these troops brought cholera to Haiti. That's been documented now by several scientific studies. Nepali UN soldiers in central Haiti somehow brought the disease with them, which is endemic in Nepal, and introduced it through negligent waste disposal into the water system in central Haiti last October. Cholera has since killed over 6,000 Haitians. It's still an epidemic in the country. There were riots last October against the UN for that.

Amy Goodman: So, right now, the protests that have taken place through the weekend, what are people demanding right now?

Ansel Herz: There's a range of demands. Some people want MINUSTAH, the entire force in the country – it's now about 12,000 soldiers – to simply leave. And that's a demand I've heard elsewhere in Haiti, as well; it's not just here in Port Salut. Whether it's Cité Soleil, which is a very heavily policed slum in Port-au-Prince, whether it's Cap-Haïtien, the northern city where a young man was hung inside a UN base last year, a 17-year-old, and there was never a clear investigation into what happened. The UN claimed that he committed suicide. People here in Port Salut, the opposite end of the country, have spoken about that to me. That's in their memory. They know that there are these cases where things have not been investigated. So, some people believe that they need to get out of the country right now.

Others are asking that they transform their mission from one of military so-called peacekeeping into development – building roads and schools, helping create the infrastructure that Haiti needs to get back up on its feet after the earthquake, which happened Jan. 12, 2010.

Other people here in Port Salut are more angry with specific problems that they're having with the UN, like a pool of dirty water that has amassed right next to the sea, right alongside some homes. It's down the road, basically, from another Uruguayan UN base here in Port Salut. I watched this water actually flow out at night, as the residents told me that it did. This dirty water smells terrible, and it comes out of the base. You can see the canal or the pipes that connect the base that come down to this beach area, and then it just pools up in this foul-looking pool. The residents there say that this pool attracts mosquitoes and is subjecting them to the risk of malaria contraction. One man showed me his young girl, who seemed to have lots of mosquito bites on her arm. So they're really upset about that. They've said they've asked MINUSTAH to take care of this, and MINUSTAH hasn't.

There are other allegations made by the deputy here in Port Salut that women are engaging in food for sex, although that's unproven. I haven't been able to find evidence of that.

There's a fourth thing now. There's a 17-year-old woman here in Port Salut who has had a child by one of the UN soldiers. Her name is Rosemina Joseph. She's 17 and she showed me photos of the Uruguayan soldier. His name is Julio. She has a photo with him attending her birthday party. She's nine months pregnant, and she's about to give birth this month, she believes Sep. 20, with his child. She doesn't feel like he's supporting her the way he should. She doesn't know if she has the money to pay for the services she'll need when she gives birth. According to her, this was consensual but she is a minor, and that obviously goes against the regulations that the UN soldiers have.

She's not the only one who's engaged in sexual relations with the UN soldiers here. There are two other women that I've met now. One is named Narlande Azar. She's 22. And another is named Odette. These are very poor women. They don't really have steady work. Narlande and Odette both have had children. One of them is a toddler, six months old, and the other is a little bit older, two years old. They're light-skinned. You can see that they have hair which comes from a light-skinned person. So there are a range of complaints here in Port Salut against the UN soldiers.

ERRATA

Suite à une très malencontreuse erreur technique qui s'est glissée dans notre livraison de la semaine dernière V. 5 no. 7. page 5. Nous republions la photo des avocats avec la correcte légende



De gauche à droite : Me. Thevenot Bazelais, Me. Dyliet Jean-Baptiste et Ouvens Jean-Louis

Continued from page (9)

The cable describes another meeting with Carney where Boulos explained his efforts, which proved unsuccessful, to "*engineer*" the defeat of former Haitian President René Préval in a Feb. 7, 2006 presidential election.

"*Boulos believes that a second Préval presidency would be a 'disaster' for the country,*" Carney wrote, and that "*Préval was responsible for gross abuses of law and order during his presidency and could not be trusted.*"

Furthermore, "*Boulos confirmed that Préval had made a special effort to reach out to him,*" the cable continues, "*but that Boulos had resisted those overtures. Boulos remained deeply skeptical that Préval had altered his approach to governance [from his 1996-2001 term] or would improve his performance as president.*"

Boulos also accused Préval of "*support of gang leaders and widespread corruption within his government*" and warned Carney that "*Préval may be too weak not to allow Aristide and his circle back into Haitian politics.*"

Despite his efforts, "*Boulos acknowledged his disappointment that after three months of negotiation he had been unable to form a more solid [political] alliance to oppose Préval,*" Carney wrote.

Carney appreciated Boulos, whom he described as "*refreshingly straightforward and candid.*" He knew both Reginald and his brother Rudolph, who was for three years a Senator for Haiti's Northeast province until he was ejected from the Senate in 2009 when his colleagues learned that he had lied in denying that he was a U.S. citizen, which made him ineligible for the post.

Asked in a telephone interview last month if he had any regrets about approving of an assault on Cité Soleil instead of finding an alternative, Carney replied "*none whatsoever.*" Asked if he expected innocent people to be hurt or killed in the UN troops' take-over of Cité Soleil, he said that was in "*the back of my mind, sure*" and that he knew "*yes, there would be consequences including deaths and injuries but the situation required the reestablishment of security.*"

He added that "*one of the things that you learn, perhaps not as quickly as you should in this business, is that there's no such thing as a surgical operation.*" Nonetheless, when asked if he felt it was necessary to violently crackdown on the gangs, knowing there would be collateral damage, he replied, "*absolutely, no question.*"

Carney criticized the first MINUSTAH leader, Chilean diplomat Juan Gabriel Valdés, for his "*belief that none of the Latin American troops would ever fire on bad elements in Cite Soleil,*" asserting that "*he was proved wrong, as [Valdés' successor] Edmund Mulet demonstrated several months later, when MINUSTAH did clean out Cité Soleil after Préval's re-election*" in 2006, overcoming Valdés' "*reluctance... to engage.*"

The former U.S. diplomat also believed that the government of de facto Prime Minister Gérard Latortue "*was clearly an unusual structure*" but that it was "*constitutional*" and "*had the necessary authority... to take measures with MINUSTAH to ensure law and order everywhere in the country including in Cité Soleil.*"

One of Haiti's foremost Constitutional and human rights lawyers, Mario Joseph, who heads the Office of International Lawyers (BAI), scoffs at this claim. "*The Latortue government was clearly and completely unconstitutional,*" he said. "*The Bush administration and other powers behind the 2004 coup concocted a Tripartite Commission and a Council of Sages, which have nothing to do with the Constitution. They took power through a violent coup and then they cooked up a legal ruse to cover their crime.*"

Carney said he "*did know much of [Haiti's] business community*" and admits that "*there's definitely a huge predatory element still there.*" He maintained close contact with Haiti's pro-coup business leaders even when he was not in the U.S. Embassy, saying he "*did talk at length with Andy Apaid of [the] Group of 184 just before Aristide was forced out*" on Feb. 29, 2004.

"*We always knew it, but finally the WikiLeaks cables confirm it,*" said Tony Jean-Thénor of the Miami community group Veye Yo, founded by the late Father Gérard Jean-Juste, when shown the cables cited in this report. "*The U.S. Embassy meets with members of Haiti's bourgeoisie to plot against the people, even armed attacks, and then they try to pose as the saviors.*" Ironically, "*these same bourgeois end up deciding the country's future although they never get in that position by a transparent vote from the people. It is always by a coup, a trick election, or being appointed by a foreign power.*"

Suite de la page (3) *Violences sexuelles*



Rose Marie Jean la mère de Johnnie, montrant le pantalon déchiré de son fils violé

de cette pratique infâme. Le chef du contingent uruguayen de la Minustah a été révoqué par les responsables des forces d'occupation de l'ONU.

Le président haïtien, Michel Joseph Martelly a légèrement condamné cet acte barbare en déclarant : « Cet acte de viol, a révolté la conscience nationale, et il attend un rapport détaillé rétablissant l'exactitude et les circonstance des faits. » Le chef civil des forces d'occupation de l'ONU en Haïti, le chilien, Mariano Fernandez, selon des informations diffusées aurait présenté des excuses aux autorités haïtiennes après ce scandale d'agression sexuelle. Parait-il, il a téléphoné au Premier ministre démissionnaire, Jean Max Bellerive pour lui présenter ses excuses et annoncé que les mesures conservatoires ont été prises pour isoler les soldats coupables de ce forfait. Cependant, certains estiment que ces excuses doivent être publiques et Mariano Fernandez doit faire de même pour tous les autres crimes commis sur nos compatriotes, notamment la propagation de l'épidémie de Choléra qui a déjà tué plus de 6 mille Haïtiens.

Cet acte odieux a soulevé la colère et l'indignation de la population de Port-Salut. Des habitants ont clairement affirmé que la MINUSTAH est un fléau pour la population de la région. La Minustah avait récemment démenti les allégations d'abus sexuels commis par ses soldats dans le Sud du pays. Certains estiment que, si les casques bleus de l'ONU en Haïti se sentent confortables dans ces actes de violence et d'abus sexuels, c'est que généralement ils sont tolérés et couverts par les responsables des forces onusiennes, toujours prêts à les innocenter, mêmes en cas de flagrant délit. « Si pat gen sitirè, pa ta gen vòlè. » dit-on en Haïti très souvent. Bien que des études scientifiques prouvent que l'épidémie de Choléra a été bel et bien importée en Haïti par les soldats de l'ONU, les responsables de la Minustah continuent de le nier.

L'insécurité

Suite à la page (3)

les agents de sécurité de la banque et des policiers. Il en a profité pour souligner une sorte de « syndrome militariste », parce que la plupart des agents de sécurité de la BRH sont des anciens militaires.

Dans une note signée par le gouverneur adjoint de la BRH, Philippe W. Lahens, la direction de la Banque des banques a dû regretter cet incident : « La Banque de la République d'Haïti (BRH) informe l'opinion publique que dans la journée du 2 septembre 2011, un incident s'est produit dans ses guichets à la Rue Pavée. Dans le cadre de cet incident, un homme armé a été tué. L'appareil judiciaire appelé sur les lieux en vue d'effectuer le constat légal et les autorités policières ont été saisis de la question.

La BRH tient à déplorer cet incident et a eu l'assurance des autorités policières que des dispositions seront prises pour éviter la répétition de tel acte en vue du fonctionnement normal de l'institution et de la sécurité de la zone. »

Le samedi 3 septembre, dans le Sud du pays, l'ancien Directeur Central de la Police Judiciaire (DCPJ), Jean Denis Fortin, âgé de 41 ans a reçu des balles de bandits à Torbeck, dans des circonstances non encore élucidées. Transporté à l'Hôpital en toute urgence à la ville des Cayes, il n'a pas eu la vie sauve. Le commissaire divisionnaire, Godson Orélus, l'actuel DCPJ, s'était dépêché sur les lieux pour s'enquérir de certaines informations, mais arrivé là-bas aucun impact de balles n'a été trouvé sur le véhicule que pilotait Fortin, il s'agissait d'un poids lourd. La victime était en possession de son arme personnelle.

Probablement, il y a maintes autres victimes de la résurgence de l'insécurité, particulièrement dans les environs de la capitale, qui n'ont pas été signalées. Surtout les cas de kidnapping très fréquents ces derniers jours. Pour donner une réponse rapide à ce phénomène, le Conseil Supérieur de la Police Nationale (CSPN), présidé par le Premier ministre démissionnaire, Jean Max Bellerive s'était réuni le samedi 3 Août dernier, en présence du président Martelly, qui selon le Secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, Aramick Louis, a passé des instructions formelles aux forces de l'ordre pour combattre l'insécurité qui fait rage dans le pays.



Le criminel notoire Louis Jodel Chamblain du Fraph avec les lunettes

« Le gouvernement, la force publique et également tous les citoyens déplorent la situation d'insécurité qui règne dans le pays. C'est pour cette raison qu'un ensemble de mesures sont prises tant au niveau du gouvernement qu'au niveau de la Police pour nous permettre de rassurer la population que nous sommes très concernés par ce qui se passe actuellement. Des mesures vont être prises pour protéger la population et à l'assurer que les actions des criminels ne vont pas continuer, comme elles se font sentir actuellement. Au niveau de la Police, comme vous pouvez le constater, il y a une meilleure visibilité (pas vraiment monsieur le secrétaire d'Etat), il y aura une plus grande visibilité (peut-être, quand ? et où !). Il y aura également un travail de renforcement des instances contre les enlèvements dans le pays (on l'aurait souhaité). »

Quelques jours auparavant, soit le jeudi premier septembre, le Directeur Départemental de l'Ouest de la PNH, Michel-Ange Gédéon, lors d'une conférence de presse, a indiqué que le nombre de cas d'enlèvement était en baisse au mois d'Août, en comparant des chiffres du mois de mai et juin 2011. « Pour le mois de mai, nous avons eu 12 cas d'enlèvement et 5 au mois de juin, donc vous voyez, il y a une réduction de plus de 50%. Au mois de juillet, nous avons eu 4 cas et au mois d'Août nous en avons 4 cas.

Donc c'est pour vous dire que contrairement à la tendance qui voudrait faire croire qu'il y a une remontée des actes de banditisme au niveau de la capitale, les chiffres que nous avons à notre disponibilité au niveau de la DDO traduisent nettement le contraire», a déclaré Michel-Ange Gédéon. De toute évidence, la réalité dément le directeur de la DDO, puisque même l'institution policière dont il est l'un des dirigeants a été victime au plus haut niveau.

Le phénomène d'insécurité qui sévit en Haïti actuellement, a pris plusieurs formes : kidnapping, assassinats, meurtres, braquage, cambriolage, menaces etc. C'est le cas du directeur du Journal Haïti Liberté, un hebdomadaire édité à New-York qui a reçu des menaces verbales de la part de l'ancien coresponsable du groupe armé paramilitaire (FRAPH), Louis Jodel Chamblain avec l'agent de la CIA Emmanuel Toto Constant. Suite à un article publié au Vol 5 #7, du 31 Août au 6 septembre 2011 intitulé : « Les souris accouchées par la montagne Guy Philippe» dans les colonnes du Journal, le nommé Louis Jodel Chamblain a appelé le responsable du Journal en Haïti pour lui proférer des menaces en demandant au téléphone : « Kote Berthony ? Ki kote Jounal la enprime ? M ap fout pran nou kanmenm, bann Lavalas, nou fout konnen Lavalas ap tounen sou pouvwa a ankò…. » a-t-il fulminé. Il est temps que des hommes de main de l'ancien régime dictatorial des Duvalier cessent de menacer des journalistes.

DÉCÈS

La servante du Seigneur **Marie Freda Compère Pelissier** part pour la Cite Céleste.

Mme Freda Compère Pélissier naquit à Port-au-Prince Haiti le 12 Octobre 1934.Elle rendit l'âme à l'hôpital Elmhurst de Queens le 31Aout 2011 à l'âge de 76ans.Femme courageuse rempli d'amour. Elle a couvert son monde au bruit de son nom "Freda, Dada pour ses enfants et proches, Pélissier pour les autres.

Nos condoléances et sympathies vont à ses filles Melle Junie Pelissier, A Mme Lydie Pélissier Dieudonné et famille, son fils Mr Pierre Pelissier Jr. et famille.

Ses petits enfants : Kyril, Alexandre, David, Adam, Chavell Finley, Chanon Finley.

A Mr Anatanael Dieudonné et famille ; A Taylor Pelissier et famille ; A Tracey Banks Pelissier et famille.A son frère Fresnel Jeudi et famille. A sa nièce Marly Jeudi Macornack. Aux enfants de Frank Jeudi et famille. A ses frères et sœurs Mr le pasteur, l'ing Lesly Chery et famille ; l'économiste Jn François Chery et famille, Mme Lunie Chery D'Alexis et famille. A Mr L'ingénieur Duckens Chery et famille. A Mr Edwidge Chery et famille, Mme Ghislaine Chéri actuellement en Haiti et famille, Mme Emmanuel Yanick Chery et famille ; l'ingénieur Gérard Sylvestre et famille ; l'ingénieur Agronome Salem Sylvestre et famille ; Mr Harry Sylvestre et famille. Au docteur Maryse Tessier et famille, Mme Fernande Gervais et famille, A tous les amis du Fort National, De Belladere, Des Cités à Port-au-Prince Mme Jn Claude Sully et famille, Mme Claudette Edwald et famille.

Aux membres des Eglises chrétiennes de NY, Eglise Baptiste d'Expression Chrétienne de Clermont NY. Aux membres de l'église Baptiste de Beraca.

L'exposition se fera le vendredi 9 sept 2011 à l'église Baptiste de Beraca située au 9602 Flatlands Ave à Carnasie Brooklyn, NY 11236 Tel. 718-257-1000

Une courte exposition d'une demi-heure précédera les funérailles qui seront chantées à la même église le samedi 10 septembre

Les services seront à 9h 15am. La dépouille sera inhumée au cimetière Pine Lawn Cimetery. Pour les contact à la famille 917 496 1665 et 718 276 8986

Nous annonçons la mort de Mme Veuve Dumas Marc, née Elvire François, survenue le Dimanche 28 Août à 9 heures du matin.

En cette douloureuse circonstance, nous présentons nos condoléances aux parents: Madame Vve Josette Marc Siguë et enfants ; Mr. & Madame Saurel Marc et enfants ; Mr. Yverle Marc ; Mr. Gérard Marc et enfants ; Mr. & Madame Jean Robert Marc et enfants ; Mr. Kesly Marc et enfants ; Mr. & Madame Philippe Marc et enfants Mr. & Madame Gerald Hocelito Degro et enfants; Mademoiselle Virginie Marc; Mr. & Madame Roger Samy et enfants; Mr. & Madame Faubert Marc et enfants; Mr. & Madame Roger François et enfants; Madame Vve Gabriel Fanfan et enfants Madame Vve Carmina Péralte et enfants ; Mr. & Madame Serge Gaudin et enfants Mr. Hubert Renoüs et enfants ; Madame Vve Maude Adolphe et enfants ; Mr. & Madame Kesnel Samy et enfants ; Mr. & Madame Jean Emmanuel Siguë et enfants ; Mr. & Madame Jotaire Siguë et enfants ; Mr. & Madame Jamil Marc et enfants ; Mr. & Madame Olivier Gentillon ; Mr. & Madame Hughes Noel et enfants ; Mr. & Madame Edgar Larosilière et enfants

Condoléances aux familles Marc, Siguë, François, Degros, Samy, Adolphe, Fanfan, Péralte, Gaudin, Renoüs, Gentillon, Noel, Larosilière, et à tous les parents, alliés et amis affectés par ce deuil.

Le cadavre sera exposé le Vendredi 9 Septembre entre 5 et 9 heures du soir à Frank J. Barone Funeral Home sis au 4502 Avenue D, Brooklyn, NY 11203, (718) 629-2047

Les funérailles seront chantées le Samedi 10 Septembre à 9 heures du matin à l'église de Saint Jérôme située au 2900 Newkirk Avenue à l'angle de Nostrand Avenue, Brooklyn, NY 11226

L'enterrement se fera à Holy Cross Cemetery situé au 3620 Tilden Avenue, Brooklyn, NY 11203, (718) 284-4520

Suite de la page (12)

systématique de toute la chaîne de responsabilité [20] ». A destination des médias, il a tenu les propos suivants : Notre presse parle assez de cela, des conquêtes de la Révolution, et nous en faisons autant dans les discours. Mais il faut aller au cœur des problèmes […]. Je suis un défenseur à outrance de la fin de la culture du secret car derrière ce tapis doré se cachent nos manquements et ceux qui ont intérêt à ce que rien ne change. Je me souviens de quelques critiques apparues dans la presse il y quelques années avec mon soutien […]. Immédiatement, la grande bureaucratie s'est mise en branle et a commencé à protester : « Ces choses n'aident pas et démoralisent les travailleurs ». Quels travailleurs vont être démoralisés ? De même, dans une grande entreprise laitière de l'Etat de Camagüey, Le Triangle, pendant des semaines, on donnait le lait produit à des cochons du coin car le camion citerne était en panne. J'ai alors demandé à un secrétaire du Comité Central de dénoncer cela dans Granma. Certains sont venus me voir pour me dire que ce genre de critiques était contreproductif car cela démoralisait les travailleurs, etc. Mais, ce qu'ils ne savaient pas, c'est que j'en étais à l'origine [21].

Le 1er août 2011, lors de son discours de clôture de la VIIe Législature du Parlement Cubain, Raúl Casto a réitéré la nécessité du débat critique et contradictoire au sein d'une société : « Toutes les opinions doivent être analysées, et quand il n'y a pas consensus, les divergences seront portées auprès des instances supérieures habilitées à prendre une décision ; de plus, personne ne dispose des prérogatives pour l'empêcher [22] ». Il a appelé à mettre fin « à l'habitude du triomphalisme, de l'autosatisfaction et du formalisme dans le traitement de l'actualité nationale et à générer des matériaux écrits et des programmes de télévision et de radio qui par leur contenu et leur style captent l'attention et stimulent le débat au sein de l'opinion publique », afin d'éviter les matériaux « ennuyeux, improvisés et superficiels » au sein des médias [23].

Granma a également fustigé la culture du secret de la part des fonctionnaires qui empêchent la presse cubaine d'informer correctement la population. Ainsi, la collecte d'information devient un véritable parcours du combattant dans un labyrinthe bureaucratique où les autorisations pour tout reportage sont nécessaires. Le quotidien dénonce « l'incompréhension de nombreux fonctionnaires administratifs qui semblent vivre insensibles au droit des citoyens et à l'irritation que cause à la population le fait de ne pas expliquer à temps les raisons d'un phénomène ou d'une mesure ». Les obstacles sciemment érigés dans l'accès à l'information violent « les principes démocratiques » établies par la Constitution de la République. « Offrir une information systématique, véritable, diverse, qui permette d'aborder la réalité dans toute sa complexité, ne constitue pas une faveur mais un droit du peuple », conclut le journal [24].

4. Le sectarisme

A Cuba, certaines pratiques discriminatoires sont toujours persistantes au plus haut niveau de l'appareil étatique, malgré les efforts déployés par le président de la République lui-même pour y mettre un terme. Raúl Castro a ainsi publiquement dénoncé à la télévision certaines atteintes à la liberté religieuse dues à l'intolérance « encore enracinée dans la mentalité de nombreux dirigeants à tous les niveaux ». Il a évoqué le cas d'une femme, cadre du Parti communiste, au parcours exemplaire, qui a été écartée de ses fonctions, en février 2011, en raison de sa foi chrétienne et dont le salaire a été réduit de 40%, en violation de l'article 43 de la Constitution de 1976 qui interdit tout type de discrimination. Le président de la République a ainsi dénoncé « le mal occasionné à une famille cubaine par des attitudes basées sur une mentalité archaïque, alimentée par la simulation et l'opportunisme ». Rappelant que la personne victime de cette discrimination était née en 1953, date de l'attaque de la caserne Moncada par les partisans de Fidel Castro contre la dictature de Fulgencio Batista, Raúl Castro a tenu les propos suivants :

Je ne suis pas allé au Moncada pour ça […]. J'ai évoqué cette affaire lors de la réunion du 30 juillet, qui marquait également le 54ème anniversaire de l'assassinat de Frank País et de son fidèle compagnon Raúl Pujol. J'ai connu Frank au Mexique, je l'ai revu dans la Sierra, et je ne me souviens pas avoir connu une âme aussi pure que la sienne, aussi courageuse, aussi révolutionnaire, aussi noble et modeste, et m'adressant à l'un des responsables de cette injustice qui a été commise, je lui ai dit : Frank croyait en Dieu et pratiquait sa religion, que je sache il n'avait jamais cessé de la pratiquer, qu'auriez-vous fait de Frank País [25] ?

Pourtant, les relations avec l'Eglise catholique romaine n'ont jamais été aussi bonnes depuis le triomphe de la révolution en 1959. Le scénario de confrontation avec les institutions religieuses a peu à peu laissé place au dialogue, limant ainsi les aspérités du passé où « les deux parties ont fait preuve d'excès ». Raúl Castro a ainsi virulemment condamné ces pratiques « qui portent atteinte à notre principal arme pour préserver l'indépendance et la souveraineté nationale, c'est-à-dire, l'Unité de la Nation ». Selon lui, il est urgent de briser « la barrière psychologique formée par l'inertie, l'immobilisme, la simulation ou la double morale et l'insensibilité » qui conduit à tout type d'abus. « Notre pire ennemi n'est pas l'impérialisme et encore moins ses salariés présents sur notre sol, mais nos propres erreurs. Si elles sont analysées en profondeur et avec honnêteté, elles se transformeront en leçons [26] ».

5. Une productivité faible

La productivité est également un problème endémique dans une société habituée à recevoir la même rémunération quelle que soit la qualité et la quantité du travail fourni. Les employés du secteur public ne s'intéressent guère aux problématiques de productivité et d'efficience. Il y en en effet « une absence de culture économique chez la population ». Par ailleurs, la soviétisation de l'économie cubaine à partir de 1968, avec la nationalisation de tous les petits commerces, a eu des conséquences désastreuses pour le pays en termes de rendement. Au lieu d'adapter la politique économique aux particularités nationales, Cuba avait suivi par mimétisme le modèle russe. Raúl Castro admet désormais l'erreur dictée à la fois par l'inexpérience de la direction de la nation et par le contexte géopolitique de l'époque : « Nous ne pensons pas copier de nouveau quelqu'un, car cela nous a causé de nombreux problèmes par le passé et, par-dessus le marché, nous avions mal copié [27] ». Le gouvernement cubain est lucide au sujet de ses manquements en matière économique. Il reconnaît que « la spontanéité, l'improvisation, la superficialité, le non-accomplissement des objectifs, le manque de profondeur dans les études de faisabilité et le manque de vision intégrale pour entreprendre un investissement » portent un grave préjudice à la nation [28].

Cuba dispose de terres extraordinairement fertiles et pourrait être un exportateur de matières premières alimentaires. Au lieu de cela, Cuba importe 83% des produits alimentaires qu'elle consomme. Par exemple, Cuba importe chaque année 47 millions de dollars de café alors qu'il serait parfaitement possible d'en produire à Cuba d'une excellente qualité. En 1975, le Vietnam, au sortir de la guerre, avait sollicité l'aide cubaine pour produire du café. Le Vietnam est désormais le second exportateur de café au monde…grâce à l'expérience et au savoir-faire cubains. Un diplomate vietnamien a fait part de sa surprise à son homologue cubain face à cette contradiction : « Comment est-il possible que vous nous achetiez du café alors que vous nous avez appris à le semer[29] ? ». Il y a une raison à cela : Sur les 6,6 millions d'hectares de surface agricole, 3,6 millions restaient en jachère ou sous-exploités en 2008[30].

La politique agricole du gouvernement révolutionnaire a ainsi été l'un de ses plus graves échecs. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette dépendance stratégiquement dangereuse. Tout d'abord, le métier de la terre est par définition un travail difficile et ingrat, surtout dans une société qui a atteint un niveau de développement humain sans précédant dans l'histoire de l'Amérique latine et du Tiers-monde. Il est en effet difficile de convaincre des citoyens ayant obtenu des diplômes universitaires d'aller produire du café ou du blé pour obtenir, de toute façon, le même salaire qu'un employé de bureau. Pour cela, il est indispensable « que les agriculteurs obtiennent des revenus justes et raisonnables pour leur dur labeur[31] », comme l'a rappelé le président cubain. Ainsi, depuis 2008, sur un fonds disponible de 1,8 millions d'hectares de terres non cultivées, plus d'un million a été concédé – pour des surfaces allant de 13 à 40 hectares – en usufruit gratuit pour une période de 10 ans pour les particuliers et de 25 ans pour les coopératives. De la même manière, le gouvernement a décidé de baisser de 60% le prix du matériel et des produits agricoles afin d'inciter la population à investir ce domaine [32].

6. L'hypertrophie du secteur public et la faiblesse de l'infrastructure productive

L'hypertrophie du secteur public est une réalité indéniable. En effet, l'Etat emploie près de 84% de la population active, qui s'élève à 5,2 millions de personnes. La fonction publique se charge de fournir un emploi aux Cubains, même si certains secteurs sont saturés. Le suremploi permet d'obtenir une certaine stabilité sociale mais près d'un million d'emplois sont considérés comme peu ou pas productifs [33].

La décapitalisation de l'industrie et de l'infrastructure productive constitue un sérieux obstacle économique. Cuba a un besoin urgent de nouveaux investissements, notamment en capitaux étrangers. Néanmoins, les menaces de sanctions en provenance des Etats-Unis freinent les potentiels investisseurs [34].

7. Une transition démographique avancée

Cuba se trouve enfin à stade de transition démographique avancée, tout comme des pays tels que l'Argentine, l'Uruguay ou le Chili, en raison de son indice de développement humain élevé. Le pays est donc confronté au vieillissement de sa population, dont l'espérance de vie est de près de 80 ans. Selon le Bureau national des statistiques (ONE), près de deux millions de personnes ont plus de 60 ans, soit 17,8% de la population du pays. Dans vingt ans, le chiffre passera à 30%[35]. Cuba compte actuellement 1 551 centenaires et doit faire face non seulement au problème du financement des retraites – l'âge de départ est passé de 55 ans à 60 ans pour les femmes et de 60 ans à 65 ans pour les hommes en 2009 –, mais également au danger de non-renouvellement générationnel qui affecte l'économie et la société. En effet, le nombre d'habitants a diminué en 2010 en raison du faible taux de natalité [36].

Suite de la page (20)

son exil parisien et libéré de prison depuis peu, fut pour lui fondamentale : « ce sera la lutte entre un tigre et un éléphant » prophétisa Ho Chi Minh. Giap, qui n'avait jamais mis les pieds dans une académie militaire, répondait à qui discutait de sa maigre préparation guerrière : « la meilleure école est la lutte armée populaire ».

En 1992, très ému, je rencontrai pour la première fois le général Giap, désormais à la retraite. J'étais avec une équipe de la Rai, et pour il manifesto, et nous devions nous faire tout raconter sur la bataille de Dien Bien Phu. Il nous accueillit lui-même dans sa petite villa à Hanoi, au bras de sa femme. Après nous avoir fait installer dans un très beau jardin qu'il cultivait lui-même, il nous demanda avant l'interview de faire une photographie tous ensemble : il m'expliqua qu'il aimait conserver les photos des personnes amies qui venaient le voir. « Nous étions en décembre 1953, les pertes de l'armée française commençaient à être sensibles. Les parachutistes français occupèrent la conque de Dien Bien Phu, vraiment à la frontière du Laos, où ils construisirent une base aérienne d'appui aux troupes de terre. La position, qui allait ensuite se révéler fatalement une place forte peu défendable, aurait dû être une tête de pont pour des sorties rapides à l'intérieur du territoire ennemi. Le 13 mars 1954, cinquante mille hommes à mes ordres commencèrent l'assaut à Dien Bien Phu, en couronnant une patiente manœuvre qui avait duré sept ans. Nous avions créé les conditions d'une bataille décisive sur un théâtre opérationnel choisi et préparé par nous. Après 55 jours de combat, la base tomba aux mains des forces vietnamiennes ». C'était le 7 mai 1954, les accords de Genève cassèrent le pays en deux.

Il ne pouvait pas y avoir de paix sans réunification du Vietnam. Le 8 mars 1965 les premiers 3.500 marines débarquèrent dans le port de Da Nang, lançant une très rapide escalade militaire étasunienne. La disparité entre les deux armées était nette. Giap cogita la construction de minuscules cachettes souterraines ; pour limiter les bombardements aériens, il ordonna aux soldats de toujours garder un contact avec l'ennemi et de ne s'éloigner que quand c'était strictement nécessaire. Pour contourner et confondre l'ennemi et pour s'approvisionner en armes et en vivres, on planifia des franchissements de la frontière au Cambodge et au Laos à travers la « piste Ho Chi Minh ».

Peu de temps avant l'offensive du Têt, au début de 1968, Giap déclara au quotidien français Le Monde que si après tant de mois d'affrontements l'armée étasunienne, qui avait alors atteint les cinquante mille unités, n'avait pas encore eu le dessus, alors elle ne pourrait jamais dompter la résistance du peuple vietnamien. « Les Etats-Unis font la guerre avec l'arithmétique. Ils interrogent leurs ordinateurs, ils font des additions et des soustractions et ils agissent à partir de çà. Mais ici l'arithmétique n'est pas valide : si elle l'était ils nous auraient déjà exterminés ». Le 30 avril 1975, les troupes du général Giap entrèrent à Saigon en chassant les américains (Etasuniens, NdT) et leur fantoche, Thieu.

Depuis des années le général Giap n'est plus dans la nouvelle nomenclature (inévitable catégorie utilisée par la majorité des rédacteurs anticommunistes du manifesto, voir plutôthttp://fr.vietnamplus.vn/Home/Le-general-Vo-Nguyen-Giap-va-c… NdT) vietnamienne, mais sa bataille continue, même écologique (nouvelle inévitable catégorie, chez les mêmes, NdT) pour rappeler aux nouvelles générations que l'histoire d'un pays ne doit pas être oubliée.

Notes

(1) Voir : Agent orange, Apocalypse Viêt Nam d'André Bouny, Ed. Demi Lune http://www.editionsdemi-lune.com/agent-orange-apocalypse-viet…

Il Manifesto 25 août 2011
Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio
LGS 26 août 2011

Hugo Chavez dénonce des manoeuvres pour déclencher une invasion au Venezuela

Par Reynaldo Henquen

Le président Hugo Chavez a mis en garde son peuple contre une opposition vénézuelienne qui cherche à créer des conditions propices à une intervention étrangère. Il a rappelé que la Libye a été bombardée par les puissances occidentales sous prétexte d´aider un groupe d´opposants. « Certaines personnes pensent que ce qui s´est passé en Libye va se reproduire ici. Ils cherchent à déclencher une invasion et nous devons être sur nos gardes pour éviter cette folie », a assuré Hugo Chavez depuis le Palais de Miraflores. Il a ajouté : « On éprouve de la douleur en voyant les enfants libyens. La Libye était le pays ayant les meilleurs indices sociaux du continent africain : santé, éducation, eau potable, réduction de la misère et de la pauvreté. C'est la Révolution Verte, appelée ainsi par son leader Mouammar Kadhafi qui a réussi tout cela.


Le président Hugo Chavez

Voyez maintenant tout ce qui arrive en Libye. Certains parlent de 50 000 morts, de l'horreur, des enfants. Mais les grands médias n'ont pas diffusé cela. Nos journalistes de Telesur qui auraient pu diffuser tout cela étaient harcelés dans un hôtel qu'ils ne pouvaient pas quitter car autrement on tirerait sur eux ».

Le Président vénézuelien a déclaré que les attaques de la droite contre l´armée vénézuelienne s´inscrivent dans les campagnes médiatiques, visant à créer le mécontentement dans le pays, à l´envenimer, à susciter la haine et la peur au sein du peuple.

De plus, il a réitéré son appel à la paix et a plaidé pour la recherche d´une issue pacifique à la guerre qui sévit dans le pays nord-africain, laissant derrière elle des milliers de morts, de blessés et de personnes déplacées.

CSL 5 septembre 2011

CIA: Petraeus remplace Panetta

Le général à la retraite David Petraeus a été investi mardi, chef de la Centrale américaine du renseignement (CIA), succédant à Leon Panetta devenu secrétaire à la Défense. David Petraeus, qui a récemment retrouvé l'habit civil après avoir achevé sa carrière dans l'armée avec le grade de général quatre étoiles, a prêté serment sur la Bible, face au vice-président Joe Biden. Ce dernier a salué le parcours de l'ancien chef des 140.000 soldats de la force internationale en Afghanistan."Devoir, honneur et patrie. Ce sont les mots qui me sont venus à l'esprit le jour où je vous ai rencontré en Afghanistan", a affirmé Joe Biden, lors d'une courte cérémonie dans la salle Roosevelt de la Maison Blanche, à quelques pas du Bureau ovale du président Barack Obama.


Jdd 6 Septembre 2011


David Petraeus prêtant serment sur la Bible, face au vice-président Joe Biden

Cuba ne reconnaît pas le Conseil National de Transition en Libye

Par Reynaldo Henquen

Déclaration du Ministère Cubain des Affaires étrangères

Le Ministère Cubain des Affaires Étrangères a procédé au retrait de son personnel diplomatique de la Libye où l'intervention étrangère et l'agression militaire de l'OTAN ont aggravé le conflit et ont empêché le peuple libyen d'avancer vers une solution négociée et pacifique en plein exercice de son autodétermination.

La République de Cuba ne reconnaît ni le Conseil National de Transition ni aucune autorité provisoire et elle ne reconnaîtra qu'un gouvernement constitué dans ce pays de façon légitime et sans intervention étrangère, par le biais de la volonté libre, souveraine et unique du peuple libyen frère.

L'Ambassadeur Víctor Ramírez Peña et le premier secrétaire Armando Pérez Suárez, accrédités à Tripoli, ont maintenu une conduite sans tache, strictement attachée à leur statut diplomatique. Ils ont couru des risques et ils ont accompagné le peuple libyen dans cette situation tragique. Ils ont été témoins directs des bombardements de l'OTAN contre des objectifs civils et de la mort de personnes innocentes.

Sous le prétexte grossier de la protection de civils, l'OTAN a assassiné des milliers d'entre eux ; elle a ignoré les initiatives constructives de l'Union Africaine et d'autres pays et elle a même violé les questionnables résolutions qu'elle a imposées au Conseil de Sécurité, en particulier avec les attaques contre des objectifs civils, avec le financement et la

Suite à la page (18)

Canada : La mort de Jack Layton et le mythe de la solidarité nationale

Par Richard Dufour

La mort subite la semaine dernière du nouveau chef de l'opposition officielle Jack Layton, le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD) basé sur les syndicats, a été transformée en un événement quasi officiel de célébration de la social-démocratie et du nationalisme canadien.

C'était bien ce que Layton espérait et visait, comme le souligne sa « Lettre aux Canadiens » qu'il a rédigée avec ses principaux adjoints dans les jours qui ont précédé son décès et rendue publique quelques heures seulement après l'annonce qu'il avait succombé à un cancer.

Ce à quoi les travailleurs empreints d'esprit critique et les socialistes doivent réfléchir, c'est la raison pour laquelle les médias corporatistes, opposants politiques ostensibles de Layton, et l'ensemble de l'établissement – à l'exception du National Post et du groupe Sun Media, ont choisi d'encenser Layton comme un véritable héros national.

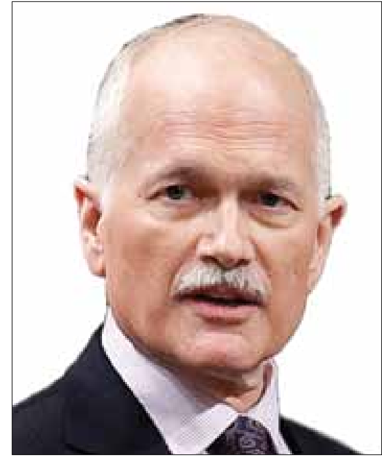
Quelques heures après la mort de Layton, le premier ministre conservateur Stephen Harper a offert à sa famille que des funérailles nationales soient organisées, un privilège rarement accordé à quiconque n'a pas été premier ministre, gouverneur général ou qui, au moment de son décès, n'était pas membre du cabinet fédéral. Le Globe and Mail, le journal canadien de référence, a consacré sa première page en entier mardi dernier, à brosser une esquisse de Layton et publié un court extrait de sa « Lettre aux Canadiens ».

Tout au long de la semaine dernière, les réseaux de télévision et les quotidiens ont salué la vie et la carrière politique de Layton, encourageant le pays à pleurer sa disparition comme étant la perte d'un infatigable défenseur des défavorisés et un promoteur de la politique de principes. Le tout a culminé samedi avec la couverture en direct des funérailles nationales de Layton par la CBC, le diffuseur du gouvernement canadien, et les deux autres grands réseaux de télévision de langue anglaise du pays.

La lumière est jetée sur certains des calculs qui se cachent derrière la campagne médiatique pour faire de Layton un objet de l'adulation nationale dans le long éditorial publié dans le Globe du 23 août, intitulé « Jack Layton: He ennobled politics » (Jack Layton : l'homme qui a ennobli la vie politique), l'éditorial fait l'éloge du chef du NPD décédé, pour avoir « travaillé de façon pragmatique au-delà des lignes partisanes » et avoir su conserver « un cours tempéré ». Sous Layton, se réjouit le rédacteur en chef du Globe, les sociaux-démocrates du Canada se sont éloignés de « leur appel du cœur traditionnel pour plus de services publics et contre les réductions d'impôts ».

Layton a certes fait avancer le NPD, qui depuis des décennies avait désavoué son programme réformateur de chiffe molle, mais justement pour le pousser encore plus à droite. En prenant la direction du parti en 2003, Layton a tracé la voie pour que le NPD devienne un parti « gouvernemental », prouvant à la classe dirigeante canadienne qu'il était un parti « modéré », « financièrement responsable » et « progressiste », c'est-à-dire un parti de droite bourgeois.

Sous la direction de Jack Layton, le NPD a abandonné ses appels timides à la bourgeoisie pour une augmentation des dépenses sociales et fait siennes les exigences de la classe dirigeante pour un budget équilibré.


Les travailleurs canadiens ne doivent pas se laisser endormir politiquement par les partisans de la réconciliation des classes tel Jack Layton

En matière de politique étrangère, le NPD a fourni une couverture politique vitale à la bourgeoisie canadienne qui trépignait de participer aux interventions militaires dirigées par les États-Unis dans des endroits aussi éloignés que l'Afghanistan, Haïti, et plus récemment en Libye, dans l'espoir de faire avancer ses propres intérêts prédateurs géopolitiques et obtenir sa part dans la redistribution des ressources de la planète en menant au grand jour une politique d'agression impérialiste.

En 2005, Layton a conclu un accord pour maintenir au pouvoir le gouvernement libéral qui, sous Paul Martin et Jean Chrétien, avait effectué la plus grande réduction de dépenses sociales de l'histoire canadienne, en plus de mettre en œuvre des réductions d'impôts massives pour les grandes entreprises et les riches. Trois ans plus tard, Layton a accepté de siéger dans un gouvernement de coalition libéral qui était prêt à mettre en place un régime libéral de type conservateur avec 50 milliards $ de réduction de plus dans les impôts des sociétés et à prolonger la guerre en Afghanistan pour une période supplémentaire de trois ans.

Même les médias corporatistes ont fait remarquer que la plate-forme du NPD aux élections fédérales, cette année-là ne différait guère de celle des libéraux. Le NPD n'avait en effet proposé aucune initiative importante en matière de dépenses sociales, ni de mesures visant à réduire les inégalités

Suite à la page (18)

Le premier vaccin du monde contre le cancer du poumon est cubain



Cimavax-EGF

Au moment où l'OMS appelle l'attention sur le fait dramatique que 5 000 000 de personnes meurent chaque année de la consommation de tabac, chiffre qui pourrait s'élever à 8 000 000 d'ici 2030, Cuba annonce la nouvelle encourageante d'avoir développé le premier vaccin thérapeutique du monde contre le cancer du poumon, l'un des plus fréquents du monde, et dont les conséquences sont les plus importantes pour les fumeurs.

Des essais cliniques couronnés de succès on fait la preuve de l'efficacité du médicament, qui sera commercialisé dans l'île sous le nom de Cimavax-EGF, grâce au patient travail des chercheurs du Centre d'Immunologie Moléculaire de La Havane, qui pensent déjà à utiliser le principe même du médicament pour le traitement d'autres maladies cancéreuses.

Publiées dans l'hebdomadaire local Trabadores, les déclarations de Gisela González établissent que le médicament ne peut prévenir la maladie, mais il améliore considérablement l'état des patients gravement atteints. Il offre la possibilité de convertir un cancer avancé en maladie chronique contrôlable, dans la mesure où il génère la production d'anticorps contre les protéines hors contrôles libérées dans les processus de prolifération cellulaire.

L'OMS a souligné que le cancer du poumon est l'une des maladies les plus graves, l'une de celles qui a le plus d'incidence sur l'être humain, qui est responsable du haut niveau de mortalité due au cancer à l'échelle mondiale, avec plus d'un million de décès par an.

Parmi les plus affectés par ce fléau on trouve les plus de 50 ans avec des antécédents de tabagisme et les personnes exposées à la fumée du tabac – tenez compte du fait que 600 000 fumeurs passifs meurent chaque année dans le monde – et aux émissions des transports ou de certaines industries.

Source : cubadebate
Traduction : Alma
CSL 5 septembre 2011

Suite de la page (17) Cuba

livraison d'armements à une partie, ainsi qu'avec le déploiement de personnel opératif et diplomatique sur le terrain.

Les Nations Unies ont ignoré la clameur de l'opinion publique internationale en faveur de la défense de la paix et elles se sont faites les complices d'une guerre de conquête, Les faits confirment les mises en garde lancées en temps opportun par le Commandant en Chef Fidel Castro Ruz et les dénonciations opportunes de Cuba à l'ONU. On sait mieux maintenant à quoi sert la dite « responsabilité de protéger » entre les mains des puissants.

Cuba proclame que rien ne peut justifier l'assassinat de personnes innocentes.

Le Ministère des Affaires étrangères réclame la cessation immédiate des bombardements de l'OTAN qui continuent à faucher des vies et il réaffirme qu'il est urgent que l'on permette au peuple libyen de trouver une solution pacifique et négociée, sans ingérence étrangère, en plein exercice de son droit inaliénable à l'indépendance à l'autodétermination, à la souveraineté sur ses ressources naturelles et à l'intégrité territoriale de cette nation sœur.

Cuba dénonce que la conduite de l'OTAN a pour objectif de créer des conditions similaires pour une intervention en Syrie et elle réclame la fin de l'ingérence étrangère dans ce pays arabe. Elle appelle la communauté internationale à prévenir une nouvelle guerre ; elle appelle les Nations Unies à remplir leur devoir de sauvegarder la paix et elle appuie le droit du peuple syrien à l'indépendance et à l'autodétermination pleines.

La Havane, le 3 septembre 2011



CIA

Suite de la page (13)

centre anti-terrorisme ne m'ait rien dit, que les 48 autres personnes de la CIA qui le savaient ne l'aient jamais mentionné ni à moi ni à personne dans mon équipe durant une période de 12 mois [...] nous pouvons donc en conclure qu'il y avait une décision à haut niveau au sein de la CIA d'interdire aux gens de partager cette information. »

Aussi accablantes que soient ses conclusions, la théorie de Clarke pourrait très bien n›être en fait qu›une des explications les plus charitables du silence de la CIA quant à la présence de deux membres d›Al-Quaida en Californie.

Tous deux ont bénéficié d›une protection de haut niveau dès le moment de leur arrivée début 2000. À l›aéroport, ils ont rencontré Omar al-Bayoumi, employé de l›Autorité de l›aviation civile saoudienne, que les enquêteurs américains considéraient comme un agent des renseignements saoudiens. D›après des articles de presse, ils ont reçu des milliers de dollars de la part de la Princesse Haïfa, épouse du Prince Bandar, lui-même ambassadeur saoudien à Washington et proche confident de la famille Bush.

Les deux ont pu vivre aux États-Unis au grand jour, se servant de cartes de crédit à leur nom, l›un d›entre eux a même été inscrit dans l›annuaire. Et ils ont pris des leçons de pilotage.

Entre leur entrée initiale en janvier 2000 et le 11 septembre 2001, al-Mihdhar a pu prendre l›avion pour sortir du pays et revenir sans difficulté. Al-Hazmi pendant ce temps a pu faire renouveler son visa.

Peu après leur arrivée, al-Hazmi et al-Mihdhar ont déménagé à San Diego en Californie chez Abdussatar Shaikh, informateur payé par le FBI et chargé de surveiller les activités des groupes islamistes dans cette région. Le FBI a par la suite tenté de cacher le lien étroit noué entre son informateur et les terroristes. Quand un comité bipartisan du Congrès a tenté de convoquer Shaikh, le FBI a tout simplement refusé, disant que le gouvernement de Bush ne le permettrait pas.

L›ex-sénateur démocrate de Floride, Bob Graham, qui a été président puis représentant de la minorité dans le groupe sénatorial chargé des renseignements, a écrit à propos de ce refus sans précédent, dans son livre Intelligence Matters [les renseignements sont importants, ndt] : « Nous lisions noir sur blanc ce que nous suspections depuis quelque temps : la Maison blanche effaçait ses traces. »



L'ancien directeur de la CIA George Tenet (à droite) avec la conseillère à la sécurité nationale Condoleezza Rice et le président Bush

Dans l›entretien filmé, Clarke indique également deux réunions qui ont eu lieu peu avant le 11 septembre. La première était une réunion organisée par le directeur de la CIA George Tenet avec la conseillère à la sécurité nationale Condoleezza Rice le 10 juillet 2001, durant laquelle Tenet et le directeur de l›antiterrorisme à la CIA, Black, l›ont prévenu qu›Al Quaida préparait une attaque contre les intérêts américains, possiblement sur le sol même des États-Unis.

Clarke note qu›au cours de cette réunion, les deux ne se sont pas donné la peine de fournir les « informations les plus convaincantes qu›ils avaient, » c-à-d, « ils n›ont jamais dit qu›il y avait déjà deux terroristes d›Al Quaida connus pour avoir participé à la séance de préparation à Kuala Lumpur qui étaient entrés aux États-Unis. »

Il a également cité une réunion des «principaux» le 4 septembre 2001, rassemblant les hauts responsables impliqués dans la sécurité nationale durant laquelle, encore une fois, il n›y a pas eu mention par le directeur de la CIA des deux agents d›Al Quaida déjà aux États-Unis, alors même qu›à ce moment-là, des responsables moins importants du FBI avaient été informés. Clarke dit qu›il y avait une raison évidente à ce silence. Si cela avait été rapporté, on aurait posé des questions sur la durée du silence de la CIA et les raisons pour lesquelles elle n›avait rien dit plus tôt, cela aurait déclenché immédiatement une enquête pour « faute intentionnelle et négligence » par l›agence de renseignement américaine.

Même si l›information n›avait été fournie qu›à cette date, juste une semaine avant les attentats, l›ex-conseiller à l›antiterrorisme affirme que les deux membres d›Al-Quaida auraient été arrêtés et le plan du 11 septembre probablement déjoué. « Cela ne fait aucun doute pour moi, même en n›ayant plus qu›une semaine, » dit Clarke. « Ils utilisaient des cartes de crédit à leur propre nom. Ils étaient à l›hôtel Charles sur Harvard Square, nom de dieu [...] ces types auraient été arrêtés en 24 heures. »

Quelle que soit la valeur de la théorie de Clarke sur la tentative de recrutement par la CIA d›al-Hazmi et al-Mihdhar, l›éclatement d›une controverse âpre entre l›ex-conseiller à l›antiterrorisme de la Maison blanche et l›ex-directeur de la CIA avec d›autres haut responsables de l›Agence ne fait que souligner le fait que, près d›une décennie après ces attaques, il n›y a eu aucune enquête authentiquement indépendante sur les terribles événements du 11 septembre. De plus, pas un seul officiel américain n›a été désigné comme responsable pour ce qui se présente à première vue comme la plus catastrophique défaillance des services de renseignement de toute l›histoire américaine.

Cette tentative déterminée d›effacement des traces, commencée sous le gouvernement de Bush et poursuivie sous Obama, soulève la question laissée sans réponse la plus critique. Est-ce que le 11 septembre était le résultat de mauvais calculs désastreux et potentiellement criminels de la part des dirigeants de la CIA, ou était-ce le résultat d›une décision consciente de la part d›éléments de l›État américain d›autoriser une attaque terroriste sur le sol américain afin de créer un prétexte pour appliquer des plans préparés de longue date et lancer des guerres d›agression outre-mer ainsi que des atteintes massives aux droits démocratiques dans le pays ?

Wsws 13 août 2011

Suite de la page (17) Jack Layton

sociales, préférant s'engager à maintenir le niveau record actuel des dépenses militaires, et faisant de la réduction des impôts pour les petites entreprises le pivot de son plan pour la création d'emplois.

La réponse de Layton à l'appui sans précédent recueilli par le NPD aux élections fédérales de mai dernier a été d'intensifier sa campagne pour convaincre la classe dirigeante que le NPD devrait être autorisé à assumer le rôle jusqu'ici attribué aux libéraux, c'est-à-dire de servir comme son parti gouvernemental de « gauche ». Cette campagne a notamment vu une poussée à la dernière convention nationale du parti pour rayer le mot « socialisme » de la constitution du NPD.

Mais la demi-canonisation de Layton n'est pas qu'une simple réponse au repositionnement du NPD. La classe dirigeante voit qu'il y a une profonde aliénation populaire à l'endroit de l'establishment politique et que la colère sociale monte. Par ailleurs, elle s'attend à ce que cette colère aille rapidement en s'intensifiant à mesure qu'elle se manifestera, et dans des conditions où, aux prises avec la plus grande crise du système capitaliste depuis la Grande Dépression, elle sabrera les emplois et les salaires et démantèlera ce qui reste de l'État providence.

Les références démesurées des médias à l'égard du « pragmatisme » de Layton et de sa personnalité « près des gens » ne font en fait que souligner ce qui faisait de lui un atout si précieux de la classe dirigeante, et la vraie raison pour laquelle elle est en deuil, puisqu'elle perd avec sa mort la possibilité de mettre une sympathique figure populiste sur son orientation politique de droite.

Le NPD est apprêté et promu pour jouer un rôle central dans l'étouffement de la lutte des classes et, si le gouvernement Harper faiblit devant l'opposition populaire, à assumer la responsabilité directe d'imposer l'ordre du jour d'austérité et militariste de la bourgeoisie.

Comme d'habitude, des changements politiques clés sont préparés à huis clos par les conseils d'entreprises et les cercles dirigeants, dans le dos de la population canadienne. Des changements pour lesquels les sociaux-démocrates fournissent une couverture vitale en affirmant que le pouvoir réside au Parlement et qu'il est le forum où les « représentants du peuple » peuvent travailler ensemble pour un « Canada meilleur ».

Le rejet et la répression de la lutte de classe en faveur d'une solidarité nationale fictive ont été la spécialité de Jack Layton, jusqu'à ses derniers moments. Ainsi, à la fin du mois de juin, il a déploré la législation des conservateurs criminalisant les travailleurs des postes en grève contre les concessions, alors même qu'il conspirait activement avec le Congrès du travail du Canada et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes pour mettre fin à la grève afin d'éviter un affrontement direct entre la classe ouvrière et le gouvernement Harper.

Dans sa « Lettre aux Canadiens » Layton écrit : « *le Canada est un magnifique pays, un pays qui représente les espoirs du monde entier. Mais nous pouvons bâtir un meilleur pays, un pays où l'égalité, la justice et les opportunités sont plus grandes... Nous pouvons faire tout ça parce que nous avons enfin un système de partis politiques fédéraux qui nous offre de vrais choix; où notre vote compte; où en travaillant pour le changement on peut effectivement provoquer le changement.* »

Comme pour rendre absolument clair qu'il rejetait toute notion de mobilisation des travailleurs dans une lutte de masse pour l'égalité sociale, les derniers mots de Layton ont été : « Mes amis, l'amour est cent fois meilleur que la haine. L'espoir est meilleur que la peur. L'optimisme est meilleur que le désespoir. Alors aimons, gardons espoir et restons optimistes. Et nous changerons le monde. »

La bourgeoisie canadienne a pourtant le sang d'Afghans et de Libyens ordinaires sur ses mains. Elle a procédé à des rafles et emprisonné des centaines de jeunes Canadiens lors du Sommet du G20 à Toronto en juin 2010, pour le seul « crime » d'avoir protesté contre les politiques économiques et sociales dévastatrices poursuivies par les gouvernements de partout dans le monde afin d'apaiser les marchés financiers internationaux. Elle prépare maintenant une nouvelle série de réductions massives dans les dépenses sociales qui laissera des millions de travailleurs avec peu ou aucune protection, alors même qu'une grave récession plane sur toute l'économie mondiale.

Non, la bourgeoisie canadienne ne parle pas la langue de « l'amour », de « l'espoir » et de l'« optimisme », mais bien celle de la guerre et de la réaction sociale.

Les travailleurs canadiens ne doivent pas se laisser endormir politiquement par les partisans de la réconciliation des classes tel Jack Layton. Comme l'histoire du NPD elle-même le démontre clairement, les sociaux-démocrates agissent comme des prêtres défenseurs de la « solidarité sociale » lorsqu'ils sont dans l'opposition, et comme policiers de l'inégalité et de l'austérité capitalistes quand ils sont au pouvoir.

Les travailleurs et les jeunes en quête d'un monde libre d'oppression et de guerres doivent apprendre à parler la langue du socialisme et de la lutte des classes. Ce n'est que par le développement d'un mouvement politique indépendant de la classe ouvrière et de la lutte pour un gouvernement ouvrier, que les besoins de la vaste majorité des travailleurs pour des emplois bien rémunérés, des soins de santé publique de haute qualité, l'accès à l'éducation et aux autres services publics vitaux seront sécurisés.

WSWS 3 septembre 2011

Continued from p(9)

He noted that storm shutters are "*key*" to the shelters' capacity to resist "*debris, projectiles, or failure of the building envelope.*" He "*did not see any evidence of the shutters at any of the sites.*"

O'Hanlon recommended installing storm shutters and improving ventilation, as well as routine maintenance to fix damage from leaks and tighten loose anchoring straps.

The Clinton Foundation declined to comment on the whereabouts of the storm shutters, or on its plans for implementing the engineer's recommendations, and did not respond to repeated requests for an interview.

According to O'Hanlon, Clayton Homes shipped the storm shutters. However, in Léogâne, local officials say they have yet to receive them, and they were not informed of the foundation's inspection of the shelters in July. They have also not received the report, which is only available in English.

That inspection included air tests by the engineering consultants NTA Inc. When the trailers are unventilated, NTA found levels of the carcinogen formaldehyde – to which children are particularly vulnerable – rise to 109 parts per billion (ppb), which is above the rate at which adverse effects have been documented in sensitive populations.

The foundation defends these levels, citing 750 ppb as a "*permissible exposure limit*" in industrial settings. Peggy Jenkins, a California Air Resources Board official specializing in classroom air quality, says this standard is "*really not the appropriate yardstick,*" because it was "*established for healthy adults, as opposed to growing children.*"

Jenkins says "*they should have ventilation,*" adding the heat of the classrooms, where NTA recorded some temperatures of over 98.6 degrees, is also "*really unacceptable.*"

She added that the moisture the engineer reported in some trailers was also cause for concern, predicting "*You will have mold in there very quickly.*"

Jenkins does not think it would be possible to establish whether there was a mold problem by looking through windows as O'Hanlon had done. "*Many mold problems are hidden,*" she said. "*You really do need to go in and do an inspection.*"

Reached by telephone, O'Hanlon, who was accompanied on the inspection by an architect working with the Clinton Foundation, explained that he had not entered most of the shelters because "*They didn't have keys to all of them, but they're all the same.*" He added: "*So there wasn't anything to see.*"

The engineer, who said he "*had to sign a privacy agreement with*" the Clinton Foundation, declined to answer questions about the shelters' present safety, given the absence of storm shutters observed in his report.

André Hercule, St. Thérèse de Darbonne's school director, told *Haïti Liberté* that the trailers "*are in a very bad state*" and will soon be moved off the school property to make way for planned construction of a new "*earthquake and cyclone-resistant*" building.

Philippe Joseph insists that many of the problems could have been avoided by simply consulting with the mayor's office, adding "*the biggest problem is that the funds meant to rebuild Haiti are used by the Clinton Foundation to make a project to promote the Clinton Foundation but that cannot serve the population.*"

La militarisation

Suite de la page (7)

été construit par ces mêmes marines étatsuniens au cours de leur première occupation militaire en Haiti de 1915 à 1934.

À la fin de janvier il y avait déjà 22 mille soldats dans les points stratégiques de l'aire métropolitaine. Les aides arrivaient de manière très sélective et insuffisante, surtout dans les plus petits camps qui, possiblement, n'attiraient pas l'attention des multinationales de la solidarité et des stars d'Hollywood. Le campement de Delmas était passé sous l'égide des militaires et de l'ONG Catholic Relief Service, patronnée par l'acteur Sean Penn. À présent il n'y a plus de distribution générale de nourriture et le président récemment élu Michel Martelly projette le démantèlement des six plus grands campements, malgré l'absence quasi totale de logements alternatifs pour les sinistrés. Quarante pour cent des camps n'ont pas accès à l'eau potable et trente pour cent n'ont même pas de services hygiéniques.

Ainsi, les 700 mille sans-toit qui restent subissent le harcèlement des brigades Bricor, entraînées à l'usage de la force par Risk Inc, une compagnie de sécurité privée des États-Unis. La Risk est aussi connue au Mexique pour ses formations présumées en techniques de torture. Les Bricor délogent la population des terrains publics et privés, agissent avec violence et menaces, détruisant les tentes et les rares biens de gens sans défense dans la totale indifférence gouvernementale. En outre, le président Martelly affirmait qu'il y a des délinquants et des armes dans ces campements, de sorte qu'ils constituaient déjà un problème de sécurité. Par contre, les véritables problèmes sont la mauvaise gestion des aides – convoitées par les transnationales des pays donateurs et perdues dans la bureaucratie– et l'absence d'alternatives et de plans concertés de développement, de même que la prolifération de la sécurité privée en marge des règles.

D'un autre côté, la Minustah, la Mission pour la stabilisation d'Haiti, est la troisième en importance dans le monde parmi toutes celles que maintiennent les Nations unies et elle a deux branches, la militaire et la policière, depuis sept ans. C'est-à-dire, depuis l'année où l'ex-président Aristide, qui vient de retourner en Haiti après un exil en République sud-africaine, a subi le coup d'État en question, le 28 février 2004. Les marines étatsuniens ont pris le contrôle du pays et se sont rendus responsables d'une violente répression contre la population civile. Aristide a été obligé de laisser son poste et a été déporté comme conséquence des "rébellions populaires" qui, durant [quelque trois] années, avaient été fomentées par des opposants politiques, paramilitaires, agences étatsuniennes (comme l'IRI, International Republican Institute, la CIA et l'USAID) et des groupes comme le G189, financés et par la France et par l'Union européenne et voués à des tâches de déstabilisation



Des militaires des Etats-Unis dans les rues de Port-au-Prince

politique, bien que leur mission était la défense des droits humains.

Depuis octobre dernier, Haiti, le pays le plus pauvre de l'"hémisphère occidental, a aussi été frappé par une épidémie de choléra qui, dans les médias, semble quelque chose de lointain et d'oublié, mais qui, en réalité, continue à faire des victimes: elle a tué près de 6 mille personnes en huit mois, contaminant plus de 350 mille. La Croix-Rouge et l'ONG Médecins sans frontières, qui a traité plus de quarante pour cent des cas jusqu'à cette date, ont sonné l'alarme à cause de l'augmentation des contagions à Port-au-Prince, plus de 20 mille, en mai et juin. La maladie a touché en novembre 2010 la République Dominicaine voisine et on y compte entre soixante-dix et 170 victimes. Il reste encore vivant le souvenir des dix mille morts qu'a causés le choléra en Amérique latine entre 1991 et 2005, à partir d'une apparition au Pérou. Néanmoins, sur l'Île on n'avait pas détecté cette bactérie au siècle dernier, de sorte qu'on a accusé les étrangers de sa diffusion. Malgré les démentis de l'ONU, de plus en plus d'études scientifiques ont démontré que la souche du choléra en Haiti est venue du Népal, où la maladie est endémique, et les porteurs ont été précisément les Casques bleus de ce pays, stationnés dans un département du nord, l'Artibonite. En juin est aussi arrivée la validation de ces études de la part du Centre gouvernemental étatsunien CDC (Center for Disease Control des EU) et, évidemment, cela n'a point amélioré l'image des forces internationales dans le pays.

Outre les maladies et les catastrophes naturelles, amplifiées par l'extrême pauvreté et le manque d'infrastructure, on trouve aussi l'ambassade des États-Unis et les intérêts économiques des pétrolières Exxon et Chevron pour compliquer les choses: les Petro Caribe Files de Wikileaks, c'est-à-dire les câbles concernant les pressions des EU contre l'accord énergétique du Venezuela avec Haiti, ont révélé que même l'ambassade de ce pays avait admis que l'accord serait très bénéfique pour le peuple haïtien. Bien sûr, il ne le serait pas pour les pétrolières étatsuniennes et l'opposition a été constante. Kim Ives, co-auteur d'un reportage sur le thème, parle d'un "ambassadeur qui manipule un président et ses fonctionnaires, leur disant quoi faire, qu'ils ne comprennent rien à rien, essayant de leur dire quels sont les intérêts d'Haiti. C'est le comble de l'arrogance".

Face à tout cela, pendant longtemps les Haïtiens se sont légitimement demandé pourquoi les aides internationales de beaucoup de pays arrivaient accompagnées des milices étatsuniennes et jusqu'aux "folkloriques" gendarmes et carabiniers de France et d'Italie. Les thèmes de la souveraineté, de la militarisation et de la "démocratie armée" ont été débattus au cours de la campagne pour les élections présidentielles de mars dernier et, aussi bien l'ex-mandataire Préval que la candidate malheureuse, Mirlande Manigat avaient promis le retrait progressif des Casques bleus. Le président Martelly ne paraît pas désirer la même chose. En effet, le 15 octobre passé les quinze membres du Conseil de sécurité décidaient de renouveler pour un an le mandat de la Minustah qui compte maintenant 8 mille 940 soldats et 4 mille 391 policiers sous le commandement, respectivement, du général brésilien Luiz Guilherme Paul Cruz et de l'Argentin Geraldo Chaumont. Le contingent brésilien, avec ses 2 mille 600 effectifs, est le plus important et le coût total annuel de la Mission est estimé à 600 millions de dollars.

Bien qu'on ait concédé au Brésil le commandement militaire pour des questions d'image et pour maintenir un apparent équilibre entre des puissances, le financement de la Mission dépend du Conseil et sa coordination stratégique [a été jusqu'à récemment à la charge du Guatémaltèque Edmond Mulet], de l'Étatsunien Kevin Kennedy et du Canadien Nigel Fisher. La participation des Nations unies en Haiti a commencé en février 1993 et s'est poursuivie, ensuite, avec de nombreuses missions jusqu'en 2001. Après le coup d'"État de 2004 et six mois d'occupation par des troupes des EU, de France, du Canada et du Chili, a finalement été autorisée la création de la Minustah qui a acquis sans cesse plus de fonctions, depuis la sécurité interne jusqu'à la question électorale et la réforme de la police haïtienne. Si une de ses tâches devait être la défense des droits humains, la mission a eu un rôle controversé à partir de 2006, c'est-à-dire, depuis que Préval lui a conféré les attributs pour les activités d'intelligence et de répression dans les bidonvilles de la capitale, comme Cité Soleil, un des bastions politiques d'Aristide et de son parti Fanmi Lavalas. Il s'agissait d'un territoire difficile, presque hors du contrôle de l'État, qui avait été signalé comme un foyer rouge pour la lute contre la délinquance. Cependant, la Minustah a agi sur la base de listes de présumés coupables où figuraient, plutôt, des citoyens communs et des militants politiques. Souvent cette répression indiscriminée a confondu les bandes de délinquants avec les groupes civils organisés du quartier et, de ce fait, il y a eu des victimes innocentes au cours des opérations de guerre conduites à coups de canon de tanks contre les maisons. Certains membres de l'Association des avocats pour la défense des droits humains, Aumohd, active à Port-au-Prince depuis 2005, et son président Evel Fanfan, ont pu vérifier, à ce moment-là, les erreurs contenues dans les listes qui guidaient les actions armées de la Minustah et du gouvernement haïtien. Finalement, les violations et tueries ont été reconnues par le commandant brésilien, Augusto Heleno Ribeiro Pereira, qui démissionnait en 2005 et déclarait que la Minustah recevait des pressions de la France, des États-Unis et du Canada pour faire un plus grand usage de la violence contre les bandes présumées de criminels qui, selon l'information officielle, dominaient complètement la périphérie métropolitaine.

Le mythe international, construit avec des nuances racistes et des stéréotypes, qui veut nous présenter le peuple haïtien comme violent et sans contrôle, comme incapable de prendre en mains son propre destin, continue à diffamer les gens d'Haiti sans nous expliquer leur société, leur potentiel et leurs problèmes réels. L'occupation et la militarisation en font partie. Ce mythe et la militarisation consécutive devraient être démontés à partir des faits, dont certains se retrouvent dans cet article. Par contre, la version édulcorée des événements a souvent servi à justifier leur constante escalade.

(Traduit de l'espagnol par Guy Roumer, article paru dans La Jornada, sup. du 29-08-2011)



Le général Giap a cent ans. Bon anniversaire !



Le général Vo Nguyen Giap a aujourd'hui 100 ans

Par Pietro De Gennaro

« Giap… Giap… Ho-Chi-Minh ! », C'était le slogan scandé à toutes les manifestations du mouvement étudiant, dans le monde entier. C'étaient les années 1968 à 1975. Au Nord Vietnam, les Etats-Unis continuaient à bombarder avec leurs B-52 et déversaient du napalm sur les villes et les campagnes. Mais les Etats-Unis n'avaient pas compté avec un petit homme à peine plus haut qu'un mètre et demi, avec une armée de peuple, celui du Nord, et un groupe de guérilleros qui au Sud tenaient en échec l'armée la plus puissante du monde. L'homme s'appelle Vo Nguyen Giap et il a aujourd'hui (25 août) 100 ans.

En 1995, quand je l'ai rencontré à Hanoi pour les festivités du vingtième anniversaire de la libération et de l'unification du Vietnam, à ma question sur sa date de naissance il répondit qu'il était très vieux « mais encore très jeune dedans ». Très jeune, il s'était inscrit au Parti communiste et en 1933 il était entré à l'université d'Hanoi, où il avait obtenu son diplôme en économie politique et en droit. Sa passion était la lecture des campagnes militaires napoléoniennes, des textes de Clausewitz et des enseignements des condottieri vietnamiens qui s'étaient opposés pendant deux mille ans à toute tentative d'occupation.

Sa rencontre avec Ho Chi Minh, à l'époque leader politique de la guerre de libération, rentré dans sa patrie après

Suite à la page (16)



